

SM/82/3
TRADUCTION

CE DOCUMENT CONTIENT DES
RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

ZAIRE

Evolution récente de l'économie

Rapport préparé par une mission du Fonds composée de MM. Evangelos A. Calamitsis (AFR), Mandé Sidibé (AFR), Roy C. Baban (ETR), Omotunde E.G. Johnson (AFR) et Willem Bier (FAD)

Approuvé par le Département Afrique, le Département des relations de change et de commerce et le Département des finances publiques

5 janvier 1982

<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
Données de base	iv
Liste des abréviations	vii
I. Production et dépenses	1
1. Production	1
a. Agriculture et agro-industries	2
b. Industries extractives	4
c. Secteur manufacturier	5
d. Autres secteurs	6
2. Dépenses	6
II. Prix, salaires et emploi	10
1. Prix	10
2. Salaires et emploi	11
III. Planification du développement économique	15
1. Le programme d'investissements publics pour la période 1979-81	15
2. Le programme d'investissements publics pour la période 1981-83	15
a. Agriculture	16
b. Industries extractives	17
c. Transports	18
d. Energie	19

Table des matières

	<u>Page</u>
IV. Finances publiques	22
1. Evolution des opérations globales de l'Etat	22
2. Recettes budgétaires	25
3. Dépenses budgétaires	26
V. Monnaie et crédit	32
1. Instruments de politique en matière de monnaie et de crédit	32
2. Evolution de la monnaie et du crédit	34
VI. Balance des paiements et dette extérieure	39
1. Introduction et évolution globale	39
2. Exportations	40
3. Importations	44
4. Termes de l'échange et répartition géographique des échanges	45
5. Services et transferts	46
6. Capitaux non monétaires	47
7. Source de financement	49
8. Dette extérieure	50
VII. Evolution du régime des changes et du commerce	53
1. Dispositions de change	53
2. Monnaie de règlement	53
3. Comptes de non-résidents	54
4. Importations et paiements des importations	54
5. Paiements afférents aux transactions invisibles	55
6. Exportations et recettes d'exportation	56
7. Recettes au titre de transactions invisibles	57
8. Capitaux	57
9. Or	57
10. Accords de commerce et de paiements	57
Tableau du texte	
1. Produit intérieur brut par branches d'activité économique aux prix de gros, 1975-81	8
2. Produit intérieur brut et dépenses intérieures brutes aux prix courants, 1975-80	9
3. Indice des prix à la consommation, Kinshasa, 1976-81	12
4. Prix minima à la production, 1975-81	13
5. Produits pétroliers : prix de détail, 1977-81	14
6. Salaires nominaux des secteurs privé et public, 1975-80	14
7. Programme d'investissement public par secteurs, 1981-83	20
8. Programme d'investissement public, sources de financement, 1981-83	21
9. Opérations globales de l'Etat, 1975-81	29
10. Recettes budgétaires, indicateurs des résultats, 1975-80	30
11. Dépenses budgétaires : variations annuelles, 1975-80	31
12. Situation monétaire, 1978-81	37

Tableaux du texte (fin)

13. Crédit des banques commerciales et aux entreprises et aux ménages : ventilation par grands secteurs d'activité économique, 1975-81	38
14. Etat sommaire de la balance des paiements, 1978-81	52
Annexe I. Régime des changes et du commerce	59
Annexe II. Tableaux	
I. Produit intérieur brut par branche d'activité économique aux prix courants, 1975-80	74
II. Production agricole et agro-industrielle, 1975-81	75
III. Production minière, 1975-81	76
IV. GECAMINES : quelques données représentatives, 1975-80	77
V. Indice de la production des industries manufacturières, 1975-80	78
VI. Produit intérieur brut et dépenses intérieures brutes aux prix de 1970, 1975-80	79
VII. Opérations globales des administrations publiques, 1975-81	80
VIII. Opérations budgétaires, 1974-81	81
IX. Dépenses budgétaires mensuelles, 1979-81	82
X. Recettes budgétaires, 1974-81	83
XI. Recettes fiscales à l'exclusion des taxes payées ou transférées par la GECAMINES, 1974-81	84
XII. Dépenses budgétaires, 1974-81	85
XIII. Structure des taux d'intérêt, 1979-81	86
XIV. Situation résumée de la Banque du Zaïre, 1978-81	87
XV. Situation résumée des banques commerciales, 1978-81	88
XVI. Balance des paiements, 1978-81	89
XVII. Exportations, f.o.b., 1979-81	90
XVIII. Termes de l'échange, 1975-81	92
XIX. Composition des importations, c.a.f., 1978-81	93
XX. Répartition géographique des échanges, 1976-80	94
XXI. Encours de la dette publique extérieure, fin de 1980, et dette remboursable sans réaménagement du calendrier d'amortissement, 1981-85	95
XXII. Paiements au titre du service de la dette publique extérieure dus en 1981-85, compte tenu du réaménagement de 1981 dans le cadre du Club de Paris	96
XXIII. Encours de la dette publique extérieure et de la dette garantie par l'Etat, 1975-79	98
XXIV. Structure et modalités des engagements au titre de la dette publique extérieure et de la dette garantie par l'Etat, 1975-80	99
XXV. Arriérés de paiements extérieurs déclarés auprès du système bancaire, 1976-81	100
XXVI. Paiements au titre du service de la dette publique extérieure et de la dette garantie par l'Etat, 1975-80	101
XXVII. Indices du taux de change réel effectif, 1976-81	102

Zaïre - Données de base

Superficie, population et PIB par habitant

Superficie	2.343.950 kilomètres carrés
Population : Total (estimations de 1980)	28,3 millions d'habitants
Taux de croissance démographique	1,5 %
PIB par habitant (1980)	162 DTS

	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u> Projections
<u>PIB</u>				
Total (millions de zaïres)	5.480,5	11.126,8	16.704,7	24.723,0
Agriculture (en pourcentage du PIB réel)	18,4	19,6	19,6	19,5
Industries manufacturières (en pourcentage du PIB réel)	7,6	7,4	7,1	7,1
Industries extractives (en pourcentage du PIB réel)	22,7	22,3	23,2	23,5
Variation en pourcentage du PIB réel	-4,7	-3,3	2,5	2,1
Investissement brut en pourcentage du PIB (aux prix du marché)	18,4	18,7	20,8	21,5

Prix (variation en pourcentage)

Indice d'ajustement du PIB	45,4	109,9	46,5	45,0
Prix à la consommation	48,5	101,3	46,7	45,0

Finances publiques

(Millions de zaïres)

Recettes courantes	731,0	1.930,0	3.738,6	4.780,0
GECAMINES	(106,5)	(729,3)	(983,7)	(530,0)
Divers	(624,5)	(1.200,7)	(2.754,9)	(4.250,0)
Dépenses courantes	1.240,7	2.299,0	3.714,4	5.235,0
Dépenses en capital	267,3	319,0	617,4	995,0
Dons extérieurs	171,0	220,0	448,0	700,0
Déficit global (-)	-606,0	-468,0	-145,2	-750,0
Emprunt extérieur (net) en pourcentage du déficit global	11,7	-0,4	-84,0	-33,3
Emprunt bancaire intérieur en pourcentage du déficit global	87,3	103,4	184,0	133,3
Déficit global en pourcentage du PIB	11,1	4,2	0,9	3,0

Monnaie et crédit

(Variation en pourcentage)

Avoirs intérieurs nets	47,1	5,7	45,1	45,2
Etat	(49,6)	(30,7)	(13,0)	(42,9)
Entreprises et ménages	(19,4)	(37,1)	(15,4)	(46,8)
Monnaie et quasi-monnaie	60,7	12,4	61,5	32,2

Zaïre - Données de base (suite)

	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u> Projections
<u>Balance des paiements</u>	<u>(Millions de DTS)</u>			
Exportations, f.o.b.	1.258	1.420	1.501	1.360
Importations, f.o.b.	-818	-857	-923	-945
Balance commerciale	440	563	578	415
Services et transferts sans contrepartie (net)	-506	-552	-578	-777
Solde courant	-66	11	--	-362
Mouvements nets de capitaux	-197	-209	-196	-154
Capitaux publics	98	-38	18	-100
Capitaux privés et erreurs et omissions	-295	-171	-214	-54
Allocation de DTS	--	16	16	16
Financement exceptionnel et variations de réserves	263	182	180	500
Rééchelonnement de la dette et aide d'urgence	45	51	1.254	399
Arriérés de paiement (diminution -)	278	168	-1.050	...
Réserves internationales nettes (accroissement -)	-60	-37	-24	...
Déficit des opérations courantes (-) (en pourcentage du PIB)	-1,2	0,2	--	-7,6
<u>Réserves extérieures officielles brutes</u> (fin de période) ¹	97	157	160	118 ²
<u>Dette publique extérieure</u>				
Décaissée et non remboursée (fin de période)	2.954	3.059	3.536	...
Service de la dette en pourcentage des exportations de biens et de services non facteurs	11,9	11,8	20,1	30,8

¹Or non compris.

²Fin septembre.

Zaïre - Données de base (fin)

Relations avec le Fonds

Date d'admission	28 septembre 1963.
Quote-part	228 millions de DTS.
Statut	Régime de l'article XIV.
Régime des changes	Le zaïre est rattaché au DTS. Au 30 novembre 1981, le taux était de 1 Z = 0,1575 DTS.
Avoirs du Fonds en monnaie nationale (30 novembre 1981)	509,9 millions de DTS (223,6 % de la quote-part), dont un montant de 14,1 millions de DTS (6,2 %) était lié à des achats au titre du mécanisme de financement compensatoire et un montant de 17,8 millions de DTS (7,8 %) à des achats au titre du mécanisme pétrolier.
Avoirs en DTS (30 novembre 1981)	9,1 millions de DTS, équivalant à 10,5 % de l'allocation cumulative nette de 86,3 millions de DTS.
Distribution des bénéfices tirés des ventes d'or	18 millions de dollars E.U.
Distribution d'or	96.709 onces troy d'or fin.
Encours des prêts du Fonds fiduciaire	110,4 millions de DTS.
Assistance technique	Cinq experts recrutés par le Département des banques centrales, dont un directeur principal, prêtent actuellement leurs services à la Banque du Zaïre.

Abréviations

ANEZA	Association nationale des entreprises zaïroises
BAfD	Banque africaine de développement
CEPGL	Communauté économique des pays des Grands Lacs
CSC	Caisse de stabilisation cotonnière
GECAMINES	Générale des carrières et des mines du Zaïre
FIDA	Fonds international de développement agricole
IDA	Association internationale de développement
INS	Institut national de la statistique
KILO-MOTO	Office des mines d'or de Kilo-Moto
MIBA	Société minière de Bakwanga
OFIDA	Office des douanes et accises
OGEDEP	Office de gestion de la dette publique
ONAFITEX	Office national des fibres textiles
ONC	Office national du café
ONPV	Office national de promotion des produits vivriers
OZAC	Office zaïrois de contrôle
OZACAF	Office zaïrois du café
PAM	Programme agricole minimum
Péto-Zaïre	Entreprise pétrolière du Zaïre
SAD (importations)	Importations sans achat de devise
SODIMIZA	Société de développement industriel et minier du Zaïre
SOFIDE	Société financière de développement
SOMINKI	Société minière et industrielle du Kivu
SOZACOM	Société zaïroise de commercialisation des produits miniers
ZAIREP	Zaïre-Pétrole
Zaïre-SEP	Zaïre-Services des entreprises pétrolières

I. Production et dépenses

Le Zaïre est l'un des plus grands pays d'Afrique, tant en superficie qu'en population, et un pays riche en ressources naturelles, notamment en un certain nombre de minéraux d'importance stratégique; il dispose d'un important potentiel hydro-électrique. Après une longue période de politiques et de mesures inadéquates, en particulier au début des années 70, le Zaïre est aux prises avec de graves difficultés économiques et financières depuis 1975, année où les termes de l'échange du pays se sont nettement détériorés. En particulier, le produit intérieur brut (PIB), d'une manière générale, a stagné, le taux d'inflation a été très élevé, la balance des paiements a été soumise à de fortes pressions et le pays a éprouvé des difficultés à assurer le service de sa dette extérieure. En 1980, les résultats économiques et financiers se sont quelque peu améliorés, les autorités zaïroises ayant mis en oeuvre un programme de stabilisation, lancé au milieu de 1979, qui a été relativement couronné de succès; mais de nouveaux efforts d'ajustement sont encore nécessaires si l'on veut remédier aux problèmes structurels de l'économie, promouvoir l'équilibre financier intérieur et une position supportable de la balance des paiements.

1. Production

Le PIB réel du Zaïre a diminué d'environ 3 % en 1979, mais augmenté de 2,5 % en 1980 (tableau 1). Le secteur des industries extractives, qui, en 1980, comptait pour 23 % du total de la production, a joué un rôle déterminant dans cette évolution; ainsi, en 1979, la baisse de la valeur ajoutée par ce secteur a compté pour 37 % de la diminution du PIB global, alors qu'en 1980 l'augmentation de la valeur ajoutée par ce secteur a équivalu à 61 % de l'accroissement total. Les services autres que le commerce, qui en 1980 représentent 26 % du PIB réel, ont également joué un rôle important en 1979, lorsque la diminution de la valeur ajoutée par ce secteur a équivalu à 29 % de la baisse totale du PIB. Comme on le voit au tableau 1, qui présente, sous forme séparée, l'agriculture et la construction dans le secteur de subsistance, en 1979, la valeur ajoutée a augmenté dans cinq secteurs sur dix de l'économie et diminué dans les cinq autres; en 1980, la valeur ajoutée a augmenté dans six secteurs, diminué dans deux et n'a pas varié dans les deux derniers. Par secteur, l'évolution du PIB nominal pour chacune de ces deux années est résumée au tableau I de l'annexe.

En 1980, le PIB réel a été inférieur de quelque 10 % à son niveau de 1975, alors que la population avait augmenté de 14 %. Les facteurs qui freinent la croissance demeurent, au Zaïre, comme cela a été le cas depuis 1975, des ressources limitées en devises pour les importations, des problèmes de transport, une confiance insuffisante, tant au Zaïre qu'à l'étranger, entre producteurs et investisseurs potentiels, enfin, des goulots d'étranglement au niveau administratif. Ces facteurs, à leur tour, ont eu pour conséquences de graves pénuries de pièces détachées, de combustibles et de matières premières essentielles pour la production et la réparation du matériel défectueux, un très faible taux d'utilisation de la capacité, ainsi qu'une formation de capital fixe peu élevée en pourcentage du PIB.

On s'attend qu'en 1981 le PIB réel enregistrera un taux de croissance d'environ 2 %. Bien que les résultats obtenus sur les marchés d'exportation et au niveau des opérations en capital aient été beaucoup moins favorables que prévu, ce qui interdit toute amélioration sensible de la situation au niveau des devises nécessaires à l'importation, les mesures politiques substantielles adoptées par les autorités en 1980 et au premier semestre de 1981 ont contribué à renforcer la confiance dans l'économie. En outre, depuis le début de 1980, les autorités déployaient un effort concerté pour améliorer la répartition des ressources en devises. En conséquence, selon les prévisions, la totalité des secteurs devrait enregistrer des taux de croissance positifs en 1981.

a. Agriculture et agro-industries

La détérioration du réseau de transport, consécutive à de nombreuses années de négligence, les perturbations dues aux mesures de zairianisation prises pendant la période 1973-74 (même si ces mesures, dans l'ensemble, ont été rapportées par la suite), le manque de crédits agricoles pour les petits exploitants et de devises pour les importations essentielles, l'insuffisance des installations de stockage et de commercialisation et, enfin, les incertitudes découlant de la politique des prix appliqués par les autorités ont été autant d'éléments qui ont contribué à freiner le développement agricole pendant les années 70. Toutefois, récemment, les autorités ont pris certaines mesures pour remédier à la situation, mesures dont les objectifs ont été énoncés dans le document intitulé Programme de relance agricole (janvier 1978) :

- 1) autosuffisance alimentaire en ce qui concerne les produits de base (en particulier, le riz, le manioc et le maïs);
- 2) relance de la production agricole destinée aux agro-industries locales;
- 3) promotion de la production agricole devant être exportée;
- 4) amélioration des conditions de vie de la population rurale.

Dans ce contexte, les autorités ont cherché à améliorer le régime d'exportation du café et du bois d'oeuvre en permettant aux exportateurs de conserver une certaine fraction de leurs recettes en devises afin de financer une plus grande partie de leurs importations de pièces détachées et de biens intermédiaires; en outre, les prix minima à la production ont été relevés périodiquement et, depuis le 1^{er} juin 1981, certains de ces minima ont été éliminés.

En juillet 1978, les autorités ont mis en oeuvre un système de conventions de développement qui prévoit que les manufactures sont autorisées à majorer leurs prix d'un pourcentage pouvant aller jusqu'à 10 % dans la mesure où les profits complémentaires ainsi dégagés sont consacrés à des projets, conçus et gérés par les entreprises elles-mêmes, destinés à produire des matières premières qu'elles utilisent normalement.

Les autorités s'efforcent également de renforcer le Département de l'agriculture et du développement rural, grâce à l'assistance technique fournie par l'étranger, afin d'améliorer les services de vulgarisation et la formulation des politiques en général. En outre, les autorités cherchent à améliorer la coordination entre les divers départements pour ce qui est des questions agricoles et examinent actuellement diverses possibilités d'accroître le crédit aux petits exploitants agricoles.

Elles étudient notamment la création éventuelle d'une caisse de crédit spéciale pour les petits exploitants au sein de la SOFIDE, banque de développement qui, ces dernières années, a fortement accru ses opérations de prêt au secteur agricole.

Dans le secteur agricole commercialisé, la valeur ajoutée s'est accrue de 3 % en 1979 et de 1 % en 1980, mais on s'attend qu'elle augmentera de moins de 1 % en 1981. Dans le cas de l'agriculture de subsistance, la valeur ajoutée a augmenté de 3 % en 1979 et en 1980, et, selon les projections, s'accroîtra au même rythme en 1981.

La production de palmistes et de produits dérivés agro-industriels, à savoir l'huile de palme, l'huile de palmiste et les noix de palmistes, a stagné ou régressé en 1979 et 1980, perpétuant une tendance qui a persisté pendant l'ensemble des années 70. Ainsi la production d'huile de palme a stagné en 1979 et diminué de 5 % en 1980, tombant à 93.200 tonnes (tableau II de l'annexe). En 1981, la production de ces trois produits doit augmenter, la production d'huile de palme, selon les projections, devant s'établir à 115.000 tonnes (soit un accroissement de 23 %). L'industrie de l'huile de palme appelle d'importants investissements nouveaux et les autorités, depuis 1977, mettent en oeuvre un programme visant à consacrer 100.000 hectares à la culture industrielle du palmier; une fraction des investissements nécessaires sont financés de l'extérieur, en partie par l'IDA.

Après avoir diminué de 22 % en 1979, la production de café a repris en 1980 (80.300 tonnes); mais elle doit diminuer de quelque 4 % en 1981 (tableau II de l'annexe). La production caféière du Zaïre, composée essentiellement de café robusta, est sous-estimée de façon considérable en raison des exportations de contrebande à destination des pays voisins. Ces opérations de contrebande ont été très importantes ces dernières années, les négociants cherchant à acheter des produits de consommation qui ne sont pas disponibles en quantité suffisante dans le pays ou à obtenir, en échange de leurs produits, une monnaie plus forte que le zaïre. Pour améliorer la commercialisation du café et pour briser cette contrebande, en 1979, les autorités du Zaïre ont remplacé l'Office national du café (ONC) par l'Office zaïrois du café (OZACAF), donnant à ce dernier organisme davantage d'autorité, assujettissant les responsables des achats à des normes plus rigoureuses et renforçant les règles et règlements qui régissent le commerce du café. On attend de l'OZACAF qu'il surveillera plus étroitement l'évolution de la situation au niveau de la production et des stocks et qu'il sera ainsi un représentant plus efficace du Zaïre auprès de l'Organisation internationale du café.

Après avoir régulièrement diminué pendant plusieurs années, la production de coton-fibre a augmenté de 20 % en 1979, puis de 62 % en 1980. Toutefois, comme le montre le tableau II de l'annexe, la production de 1980 (9.700 tonnes) ne représentait encore que 60 % du niveau atteint en 1975. En 1981, la production devrait plus que doubler et passer à 20.000 tonnes. La diminution de la production de coton qui s'est produite pendant la période 1975-78 tenait dans une certaine mesure à des problèmes de transport de la production vers les centres

industriels, problèmes dus au mauvais état des routes et à l'insuffisance du parc automobile; cette diminution découlait également de la détérioration des égreneuses, de la médiocrité des services de vulgarisation fournis aux exploitants et d'un manque de stimulation pour ces exploitants. Pour remédier à la situation, les autorités ont supprimé, en 1979, l'Office national des fibres textiles (ONAFITEX), dont les fonctions ont été déléguées aux industries textiles locales organisées en sept unités agro-industrielles d'entreprises mixtes placées sous le contrôle de la Caisse de stabilisation cotonnière.

La production de bois d'oeuvre (grumes) a augmenté de 6 % en 1979, mais reculé de 7 % en 1980 (325.000 m³); s'agissant des sciages, la production a diminué de 13 % en 1979 et de 23 % en 1980 (66.100 m³). En 1981, la production de bois d'oeuvre (grumes) doit s'accroître de 8 % et retrouver son niveau de 1979 (350.000 m³) (tableau II de l'annexe). Des améliorations considérables ont eu lieu dans le secteur depuis l'entrée en exploitation, en 1977, d'une nouvelle société disposant d'installations modernes et appliquant les techniques de gestion les plus récentes. Les sociétés déjà anciennes s'efforcent également de rénover et d'améliorer leurs installations et leur matériel.

La production de produits alimentaires continue d'être très inférieure au potentiel du pays. Les statistiques en la matière sont incomplètes, mais les informations disponibles montrent que la production de maïs, de manioc et de riz, aliments de base les plus importants, a stagné ou régressé ces dernières années (tableau II de l'annexe). En 1979, la production commercialisée de maïs n'était supérieure que de 2 % à son niveau de 1975, et inférieure au chiffre atteint en 1977. Une situation analogue caractérisait le manioc, puisque, en 1979, la production dépassait de 1 % son niveau de 1975, et le riz, dont la production, en 1979, était inférieure de 3 % à son niveau de 1975. La production alimentaire est caractérisée par des problèmes au stade des exploitations agricoles et de la commercialisation. S'agissant des exploitations, on observe de graves pénuries d'engrais et de pesticides, et on continue d'avoir grandement besoin de services de vulgarisation efficaces. Les problèmes de commercialisation découlent non seulement du mauvais état du système routier mais également du sous-développement des structures de commercialisation.

Pour relancer la production alimentaire, les autorités, en 1978, ont créé l'Office national de promotion des produits vivriers (ONPV), et lancé un programme agricole minimum (PAM) pour la période 1980-81. Le PAM doit permettre d'accélérer l'approvisionnement des agriculteurs en moyens de production additionnels et de fournir du matériel de transport supplémentaire à l'intention des exploitants agricoles; toutefois, la mise en oeuvre du programme a été freinée par le manque de personnel et de matériel adéquats.

b. Industries extractives

L'indice de la production du secteur des industries extractives (pétrole compris) a régressé de 5 % en 1979, mais augmenté de 13 % en 1980, année où il était néanmoins encore inférieur de 9 % à son niveau de 1975 (tableau III de l'annexe). La production de cuiivre a diminué de

6 % en 1979, mais s'est accrue de 15 % en 1980 (459.300 tonnes). La production de cobalt a progressé de 7 % en 1979 et de 4 % en 1980 (14.500 tonnes), alors que la production de zinc a diminué de 12 % en 1979, puis de 11 % en 1980 (122.900 tonnes). En 1981, la production de cuivre devrait s'accroître d'environ 2 % et celle de cobalt de 4 %.

La production de ces trois minéraux est essentiellement assurée par la GECAMINES (tableau IV de l'annexe); une autre société, la SODIMIZA, compte en moyenne pour 6 à 8 % du total de la production de cuivre. La GECAMINES s'est trouvée aux prises avec un certain nombre de difficultés, ces dernières années, qui ont eu une influence négative sur la production; il convient de mentionner notamment des problèmes de personnel et d'organisation, des difficultés techniques et des retards dans l'exécution de son programme d'investissement.

La production de diamants a diminué de 22 % en 1979, mais est repartie quelque peu en 1980, augmentant de 17 % (10,2 millions de carats); toutefois, en 1980, ce niveau était encore inférieur de 20 % à celui de 1975. L'un des principaux éléments qui expliquent ce recul de la production de diamants depuis quelques années est la dégradation de la qualité du minerai extrait. En outre, la MIBA, principal producteur, a connu des problèmes techniques qu'elle a l'intention de résoudre, avec le concours de l'assistance extérieure, par la construction d'une usine de kimberlite et la réalisation d'un projet de dragage.

La production de pétrole est en expansion depuis 1975, malgré des problèmes techniques qui ont parfois perturbé les opérations. La production est assurée par un consortium dirigé par Zaïre Gulf-Oil, ainsi que par Zaïre Pétrole (ZAIREP); cette dernière société a commencé ses opérations en mai 1979. La production de pétrole brut a augmenté de 15 % en 1979, mais a reculé de 13 % en 1980 (6,6 millions de barils), en raison de difficultés techniques; elle doit reculer de nouveau de 2 % en 1981 (6,5 millions de barils).

c. Secteur manufacturier

L'indice de la production manufacturière a régressé de 8 % en 1979 et de 2 % en 1980; la composante biens de consommation a diminué de 12 % en 1979 et de 1 % en 1980, alors que celle des biens d'équipement n'a pas varié en 1979, mais a reculé de 3 % en 1981 (tableau V de l'annexe). Dans le secteur manufacturier, en 1980, seul le sous-secteur "métaux" a dégagé une valeur ajoutée supérieure à celle de 1975. La constante diminution de la valeur ajoutée par le secteur manufacturier, depuis 1975, traduit des taux d'utilisation de la capacité extrêmement faibles (30 à 40 % pendant la période 1979-80), dans certains cas, et la détérioration du matériel dans d'autres cas. Ces éléments, à leur tour, découlent essentiellement de pénuries de pièces détachées, de matières premières et de combustibles; par ailleurs, les devises nécessaires font défaut. Bien que l'effet de certaines mesures d'encouragement ait été atténué en partie par la tentative de zaïrianisation et les mesures de contrôle des prix, une amélioration substantielle du climat des investissements a été obtenue par une décision, adoptée fin 1976, qui prévoyait que la plupart des entreprises seraient rendues à leurs anciens propriétaires, et par la libéralisation et l'assouplissement récents de

la réglementation des prix. En outre, le 28 septembre 1979, le Zaïre a adopté un nouveau Code des investissements et créé une nouvelle Commission des investissements chargée de mettre ce code en oeuvre. Les travaux de la Commission doivent devenir plus transparents et ses décisions plus rationnelles et moins politiques que par le passé. L'Association nationale des entreprises zaïroises (ANEZA) a joué un rôle actif dans la rédaction du nouveau Code et dans les décisions relatives à la nature et au mode de fonctionnement de la nouvelle Commission. En vertu du nouveau Code, les entreprises peuvent bénéficier d'incitations spéciales, notamment les exemptions fiscales, à condition de satisfaire à certaines normes.

d. Autres secteurs

Les autres secteurs productifs de l'économie ont également été caractérisés par un manque de devises et les pénuries connexes au niveau des matières premières, des combustibles et des pièces détachées, même si les projets relevant du secteur public ont eu de nombreux effets positifs. Ainsi, en termes réels, la valeur ajoutée par le secteur de la construction a diminué de 13 % en 1979 et stagné en 1980, alors que, dans le secteur de l'électricité comme dans celui de l'eau, elle a augmenté de 2 %. Après une diminution de 10 % en 1979, les transports et télécommunications ont quelque peu repris en 1980, progressant de 6 %. La valeur ajoutée par l'ensemble de ces trois secteurs devrait progresser en 1981.

En ce qui concerne les secteurs des services, la valeur ajoutée par le commerce n'a guère augmenté en 1979 et 1980 et, de même, devrait s'accroître de façon marginale en 1981. Dans les autres services, y compris des services publics, la valeur ajoutée a reculé de 4 % en 1979 et de 1 % en 1980, mais devrait de nouveau augmenter en 1981 et dépasser légèrement niveau de 1979.

2. Dépenses

Les dépenses intérieures brutes ont augmenté de 103 % en 1979 et de 51 % en 1980 (tableau 2), mais ces accroissements traduisaient essentiellement des évolutions de prix; les dépenses intérieures réelles ne se sont accrues que de 16 % en 1979 et de 17 % en 1980 (tableau VI de l'annexe). En pourcentage du PIB, la consommation est tombée de 86 % en 1979 à 84 % en 1980, à la suite d'une baisse sensible du ratio consommation privée/PIB; la consommation publique, relativement au PIB, est passée de 17 % en 1979 à 20 % en 1980. Il en est résulté une augmentation de l'épargne intérieure relativement au PIB, de 14 % en 1979 à 16 % en 1980. En termes réels, le niveau de la consommation globale en 1980 était inférieur de 17 % à celui de 1975; en 1980, la consommation privée réelle était inférieure de 35 % au chiffre enregistré en 1975, ce qui indiquait une détérioration majeure du niveau de vie, et découlait de la baisse de production et de la forte hausse des prix survenues dans l'intervalle.

Les investissements fixes bruts, relativement au PIB, ont diminué de 4 points de pourcentage, s'établissant à 13 % en 1979, mais ont quelque peu repris en 1980 (16 %); ces chiffres ne soutiennent pas favorablement la comparaison avec les 29 % relevés en 1975. Compte tenu des difficultés économiques que le Zaïre a enregistrées depuis le milieu des années 70, les entrées de capitaux extérieurs ont très fortement diminué, alors que le manque de devises nécessaires aux importations a également constitué un obstacle à certains investissements virtuels. Enfin, si le déficit des biens et services non facteurs relativement au PIB est passé de 4 à 5 % entre 1979 et 1980, ce chiffre était considérablement inférieur aux 19 % enregistrés en 1975.

Tableau 1. Zaïre - Produit intérieur brut par branche
d'activité économique aux prix de 1970, 1975-81

(Millions de Zaïres)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980 ¹	1981 ²
Agriculture (commercialisée)	83,8	90,4	81,7	79,2	81,7	82,9	85,1
Industries extractives ³	242,0	226,7	239,8	218,0	206,3	220,4	227,9
Industries manufacturières	92,1	84,8	83,0	72,5	68,2	67,5	68,9
Bâtiment	38,7	32,5	27,1	27,7	24,1	24,1	25,2
Electricité et eau	10,2	11,0	11,2	11,4	11,6	11,8	12,0
Transports et télécommunications	82,3	71,1	67,0	65,7	59,2	63,0	64,0
Commerce	120,9	113,7	114,0	95,8	96,9	97,6	99,0
Autres services ⁴	243,0	242,5	259,0	261,3	252,1	249,3	252,5
Droits d'importation	32,8	18,4	15,9	16,3	15,1	18,6	19,3
PIB commercialisé	945,8	891,1	898,7	847,9	815,2	835,2	851,9
Agriculture (subsistance)	88,9	91,5	94,2	97,0	99,9	102,9	106,0
Bâtiment (subsistance)	19,4	16,2	13,5	13,8	12,0	12,0	12,5
PIB total	1.054,1	998,8	1.006,4	958,7	927,1	950,1	970,4

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

¹Données provisoires.

²Projections.

³Y compris la transformation des minéraux.

⁴Dont banque et services publiques.

Tableau 2. Zaïre - Produit intérieur brut et dépenses intérieures brutes
aux prix courants, 1975-80

(Millions de zaïres)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980 ¹
PIB	1.919,1	2.860,2	3.956,2	5.480,5	11.126,8	16.704,7
Dépenses intérieure brute	2.285,0	3.386,1	5.137,3	5.712,6	11.602,0	17.463,3
Consommation	1.672,2	2.644,5	3.620,8	4.705,6	9.523,3	13.987,1
Privée	(1.220,3)	(2.089,2)	(2.848,60)	(3.812,2)	(7.666,3)	(10.596,6)
Publique	(451,9)	(555,3)	(772,2)	(893,4)	(1.857,0)	(3.390,5)
Formation brute de capital						
fixe	547,5	655,8	1.371,6	950,2	1.425,6	2.633,8
Entreprises	(430,6)	(452,1)	(1.150,9)	(735,7)	(985,5)	(1.995,4)
Etat	(116,9)	(203,7)	(220,7)	(214,5)	(440,1)	(638,4)
Variations des stocks	65,3	85,8	114,9	56,8	653,1	842,4
Solde au titre des biens et services non facteurs	-365,9	-525,9	-1.188,1	-232,1	-475,2	-758,6
Exportations	(519,5)	(926,6)	(1.116,8)	(1.216,3)	(2.742,1)	(6.032,0)
Importations	(-885,4)	(-1.452,5)	(-2.304,9)	(-1.448,4)	(-3.217,3)	(-6.790,6)

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

¹Données provisoires.

II. Prix, salaires et emploi

1. Prix

Au Zaïre, comme dans de nombreux autres pays dotés de structures similaires, les prix à la consommation dépendent fortement du taux de croissance du crédit intérieur ou des avoirs intérieurs nets du système bancaire, par rapport à la croissance de la production réelle, à l'évolution des prix des produits importés et à l'évolution du taux de change. Au Zaïre, le niveau trimestriel moyen des avoirs intérieurs nets s'est accru de 34 % en 1979 et de 19 % en 1980, la production réelle diminuant d'environ 3 % en 1979 et augmentant de 2,5 % en 1980. Simultanément, les prix à l'exportation (exprimés en dollars E.U.) des partenaires commerciaux du Zaïre se sont accrus de 18 % en 1979 et de 17 % en 1980. En outre, le taux de change moyen du zaïre par rapport au DTS a régressé de 53 % en 1979 et de 39 % en 1980. A la suite de cette évolution, l'indice des prix à la consommation (IPC) établi pour Kinshasa, qui sert d'indicateur principal du taux d'inflation, s'est gonflé en moyenne de 101 % en 1979 et de 47 % en 1980 (tableau 3).

En 1979 et en 1980, les prix des produits alimentaires, qui comptent pour environ 61 % dans l'indice des prix à la consommation, n'ont pas augmenté autant que la moyenne globale, alors que les prix des autres composantes de l'indice (logement, vêtements, divers) ont augmenté davantage; dans l'ensemble, les prix des produits alimentaires se sont accrus de 97 % en 1979 et de 21 % en 1980. En 1981, le niveau moyen de l'indice des prix à la consommation devrait progresser de quelque 45 %.

Des relèvements sensibles ont été appliqués aux prix minima à la production en 1979, comme en 1980 (tableau 4). Pour le café robusta, le prix minimum à la production a été presque quintuplé en 1979 et pour ainsi dire doublé en 1980, alors que, pour le coton de première qualité, on a enregistré un doublement en 1979 mais aucune variation en 1980; des hausses sensibles ont également été décidées dans le cas du maïs, du manioc, des palmistes et du riz.

Pour améliorer les incitations au niveau des prix, les autorités zaïroises ont considérablement libéralisé le système de détermination des prix intérieurs. Avec effet au 1^{er} juin 1981, le contrôle des prix départ-usine et au stade du commerce de gros et de détail a été levé pour une large gamme de biens et de services. Ainsi, la réglementation des prix ne vise plus maintenant que les biens et services considérés comme stratégiquement importants, c'est-à-dire l'huile de palme, la farine de blé, le sucre, le pétrole et les produits pharmaceutiques, les matériaux de construction autres que le bois, l'eau, l'électricité, enfin les transports publics intérieurs. Même dans ces cas, la réglementation est appliquée avec souplesse, les demandes de relèvement de prix étant considérées comme automatiquement approuvées si le Département de l'économie et de l'industrie ne réagit pas dans un délai de 30 jours. Avec effet au 1^{er} juin 1981, les prix minima à la production du café et des palmistes ont également été éliminés; par ailleurs, les autorités ont bien précisé que les quelques prix minima restants étaient uniquement des prix planchers, au-dessus desquels toutes les transactions entre acheteurs et producteurs pouvaient se faire librement.

En ce qui concerne les prix du pétrole, les autorités ont pour politique de procéder à des ajustements périodiques, tenant compte de l'évolution des prix sur le marché mondial et des taux de change, et d'encourager la conservation dans le pays. Mais ces ajustements n'ont pas été effectués rapidement ou logiquement pour les divers produits pétroliers, et il en est résulté que les prix relatifs intérieurs diffèrent des prix relatifs mondiaux. Les autorités ont pour objectif de dégager des bénéfices relativement élevés de la vente des produits pétroliers (par exemple l'essence) achetés par les consommateurs aisés, tout en minimisant les bénéfices sur les produits, comme le kérosène, que par les couches sociales les moins favorisées utilisent en grande quantité. En raison des contraintes financières qui découlent de cette politique pour les sociétés de distribution, les autorités, depuis peu, cherchent à modifier la structure relative des prix des produits pétroliers. Dans le cadre de la nouvelle politique, les prix de l'essence ont été relevés, en juillet 1981, de 38 %, et ceux du kérosène et des combustibles diesel ont été majorés respectivement de 79 et 143 % (tableau 5), alors que, en termes de monnaie nationale, une dévaluation de 67 % a eu lieu en juin 1981.

2. Salaires et emploi

A la suite d'un certain nombre d'ajustements, l'indice des salaires minima a augmenté de 34 % en 1979 et de 6 % en 1980 (tableau 6), soit un accroissement très inférieur au taux de l'inflation. Dans le secteur public, une nouvelle échelle des salaires a été mise en oeuvre le 1^{er} avril 1979, qui doit compenser une partie de l'érosion des salaires réels due à l'inflation passée. En conséquence, l'indice des salaires moyens du secteur public s'est accru de 106 % en 1979 et de 16 % en 1980. Dans le secteur privé, les salaires nominaux, en moyenne, se sont accrus de 34 % en 1979 et de 36 % en 1980. Dans le cas de la GECAMINES, le salaire moyen a augmenté de 37 % en 1979, et triplé en 1980, à la suite essentiellement de l'indexation des salaires des expatriés.

Les salaires et traitements réels sont en constante régression en raison des taux d'inflation élevés de ces dernières années. Ainsi, en moyenne, les salaires réels du secteur privé ont reculé de 33 % en 1979 et de 7 % en 1980; dans le secteur public, ils ont augmenté de 2 % en 1979 et fléchi de 21 % en 1980.

Au Zaïre, on ne dispose de statistiques sur l'emploi que pour le secteur public. Ces chiffres montrent que, dans ce secteur, l'emploi, personnel militaire non compris, a enregistré une expansion de 7 % en 1979 et un accroissement de 4 % en 1980, année où les effectifs du personnel civil de l'Etat sont passés à environ 405.000.

Tableau 3. Zaïre - Indice des prix à la consommation, Kinshasa, 1976-81¹

(1975 = 100; moyenne des périodes)

	Indice général (100 %)	Denrées alimen- taires (60,6 %)	Logement (17,1 %)	Habillement (9,5 %)	Divers (12,8 %)
1976 Mars	149,0	165,1	124,3	110,3	99,4
Juin	175,4	187,3	149,1	140,4	180,3
Septembre	199,8	215,5	178,5	171,3	172,6
Décembre	216,9	232,4	190,1	195,8	196,7
Moyenne annuelle	180,7	198,1	157,2	142,7	157,2
1977 Mars	279,2	318,1	208,8	199,3	266,4
Juin	316,8	376,6	215,3	214,9	268,0
Septembre	323,6	377,8	231,4	234,9	276,4
Décembre	340,0	391,8	220,8	308,4	264,0
Moyenne annuelle	305,4	350,5	216,8	229,7	273,0
1978 Mars	379,0	542,9	253,3	305,6	256,6
Juin	413,2	490,1	270,9	364,7	270,8
Septembre	489,9	574,6	321,0	423,3	339,4
Décembre	656,4	821,9	376,8	476,7	313,7
Moyenne annuelle	453,4	550,2	289,2	371,7	296,9
1979 Mars	823,9	970,1	604,3	642,6	562,2
Juin	970,9	1.177,3	642,8	698,4	634,4
Septembre	1.025,8	1.125,7	912,4	664,9	903,4
Décembre	1.126,5	1.220,7	920,9	1.073,3	995,1
Moyenne annuelle	912,7	1.082,9	731,8	769,5	707,4
1980 Mars	1.206,0	1.176,2	1.502,7	974,4	1.122,2
Juin	1.371,2	1.368,6	1.575,3	1.099,1	1.312,8
Septembre	1.417,6	1.330,7	1.713,2	1.477,7	1.389,3
Décembre	1.425,8	1.358,0	1.569,7	1.650,3	1.387,5
Moyenne annuelle	1.339,0	1.313,3	1.544,7	1.271,5	1.268,2
1981 Mars	1.551,0	1.508,5	1.700,0	1.725,3	1.423,7
Juin	1.725,6	1.763,4	1.764,9	1.766,8	1.463,8
Juillet	1.805,7	1.833,6	1.813,2	1.901,6	1.592,6

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

¹Estimations de l'Institut national de la statistique (INS), établies d'après 169 articles.

Tableau 4. Zaïre - Prix minima à la production, 1975-81

(Makuta/kg; fin de période)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 Sept.
Café ¹							
Robusta	9	14	14	14	80	150	--
Arabica	17	32	32	32	100	200	--
Coton							
Première qualité	10	20	20	45	90	90	115
Deuxième qualité	5	15	15	35	60	60	90
Maïs	7	10	12	22	35	50	50
Manioc	2	10	10	22	35	50	50
Noix de palmistes ¹	1	2	5	5	5	10	--
Riz, paddy (région d'Uvira)	...	...	...	...	200	200	200
Riz, paddy (autres régions)	8	12	12	16	27	70	70

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

¹Le prix minimum à la production a été supprimé en 1981.

Tableau 5. Zaïre - Produits pétroliers : prix de détail, 1977-81

(Zaïre/litre; fin de période)

	1977	1978	<u>1979</u>		<u>1980</u>		<u>1981</u>
			Janv.	Sept.	Mars	Oct.	Juil.
Essence (ordinaire)	0,49	0,51	1,37	2,50	4,00	4,00	5,50
Kérosène	0,14	0,14	0,20	0,70	1,20	1,40	2,50
Carburant diesel	0,17	0,17	0,24	0,71	1,00	1,15	2,80

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

Tableau 6. Zaïre - Salaires nominaux des secteurs privé et public, 1975-80

(1975 = 100)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Salaires minimum	100,0	131,4	137,1	157,1	209,9	222,8
Secteur public	100,0	127,9	133,4	155,7	320,3	371,5
Secteur privé	100,0	131,4	159,5	206,5	277,3	378,3
GECAMINES	100,0	150,9	186,5	240,8	328,8	986,5

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

III. Planification du développement économique

1. Le programme d'investissements publics pour la période 1979-81

Pour favoriser la relance de l'activité économique, les autorités zaïroises ont lancé, à la fin de 1978, un programme d'investissements publics couvrant les trois années de la période 1979-81. Ce programme, préparé avec l'assistance de la Banque mondiale, faisait partie intégrante d'un plan de redressement plus vaste, le Plan Mobutu, qui, quant à lui, visait non seulement à améliorer la situation et la gestion de l'économie, mais également à favoriser l'ajustement financier. Tel qu'il a été révisé et mis à jour, le programme d'investissements publics pour 1979-81 prévoit un total de dépenses de 4,6 milliards de zaïres (aux prix de 1980)¹, dont 14 % ont été alloués à l'agriculture, 34 % aux industries extractives, 23 % aux transports, 22 % à l'énergie et à l'eau, les investissements restants étant consacrés à la santé et à l'éducation; le programme devait être financé en parts pour ainsi dire égales sur ressources intérieures et sur ressources extérieures.

Les données dont on dispose sur l'application de ce programme indiquent que, malgré une amélioration du taux d'exécution en 1980, les investissements, pour la période 1979-80, ont été légèrement inférieurs à 1,9 milliard de zaïres, ce qui correspond à 40 % du total sur trois ans, alors que l'objectif était de 63 %. Par secteurs, le taux d'exécution le plus faible a été enregistré dans l'agriculture (19 %), et le plus élevé dans les industries extractives (60 %). L'application du programme a été freinée, apparemment, par des pénuries de ressources financières, l'achèvement de certains projets en cours en dehors du programme, enfin une gestion insuffisante au niveau des projets, en particulier dans le secteur agricole. A la lumière de cette expérience, en mars 1981, les autorités ont adopté un nouveau programme d'investissements publics couvrant les trois années 1981-83.

2. Le programme d'investissements publics pour la période 1981-83

Ce programme, approuvé par décret présidentiel le 2 avril 1981, vise essentiellement à relancer l'économie et à accroître les exportations par une rénovation et un renforcement des secteurs directement productifs ainsi que de l'infrastructure de soutien. A plusieurs égards, il reprend les mesures amorcées pendant la période 1979-80. Mais, à l'inverse du programme 1979-81, le nouveau programme est plus complet, recouvrant tous les projets en cours et les nouveaux projets prévus par l'Etat et les entreprises publiques. Parallèlement, les autorités ont réaffirmé leur engagement d'encourager les investissements privés, en particulier dans l'agriculture et le secteur manufacturier, et ont adopté des mesures appropriées à cette fin, libéralisant notamment le système de fixation des prix intérieurs décrit plus haut et réorientant les allocations en devises en faveur des importations prioritaires.

¹Depuis le 19 juin 1981, époque à laquelle le zaïre a été dévalué de 40 % par rapport au DTS, le zaïre vaut 0,1575 DTS.

Le nouveau programme prévoit un total d'investissements publics de 6,9 milliards de zaïres (aux prix de 1980), dont près de 14 % sont consacrés à l'agriculture et à l'infrastructure connexe, 34 % aux industries extractives, 20 % aux transports et 16 % au secteur de l'énergie (y compris l'adduction d'eau), le reste étant consacré à l'infrastructure sociale et aux autres services (tableau 7). Sur ce total d'investissements devant être répartis en tranches annuelles à peu près égales, 21 % doivent être financés par le budget de l'Etat, 14 % par les ressources des entreprises publiques d'origine zaïroise et 65 % par l'assistance extérieure. Plus de 42 % de l'assistance extérieure requise ont déjà été obtenus, ce qui laisse quelque 2,6 milliards de zaïres d'investissements à financer au cours des prochains mois (tableau 8).

Dans leur évaluation, les services de la Banque mondiale ont indiqué que, dans l'ensemble, ce programme répond aux priorités du Zaïre. Il passe pour plus réaliste que le programme précédent en termes d'estimations des coûts, de calendrier d'exécution et de certaines composantes financières. Si une importante partie du financement nécessaire n'est pas encore obtenue, les perspectives de mise en oeuvre sont plus favorables qu'auparavant, et ce, pour les raisons suivantes : une certaine expérience a été acquise ces dernières années, les procédures de planification et la coordination interdépartementale ont été améliorées, et des mesures ont déjà été adoptées ou sont prévues en ce qui concerne l'obtention des ressources intérieures nécessaires; d'autre part, les décaissements d'aide extérieure se sont accélérés et, enfin, le nouveau programme bénéficie d'un appui politique plus ferme. En outre, le programme doit être transformé en un plan d'action annuel reconductible.

Tout en faisant siennes les priorités énoncées dans le programme, le groupe consultatif pour le Zaïre, à l'occasion de sa cinquième session tenue sous les auspices de la Banque mondiale, du 23 au 25 juin 1981, à Paris, s'est félicité de l'engagement pris par les autorités de relancer l'investissement privé. En accord avec l'évaluation de la Banque mondiale, le groupe a également conclu que le programme pourrait contribuer de façon sensible à la reprise économique dans le pays, et qu'il devait donc bénéficier d'un puissant appui tant intérieur qu'extérieur.

a. Agriculture

La relance et le développement du secteur agricole sont essentiels à la reprise de l'activité économique au Zaïre et à l'amélioration de la situation de la balance des paiements. Conscientes de cette situation, ainsi que du rôle crucial du secteur privé dans le développement agricole, les autorités ont adopté une stratégie essentiellement axée sur la création d'un environnement propice à une plus grande initiative privée, par le jeu d'une amélioration des dispositions institutionnelles, d'une réduction des goulets d'étranglement dans le secteur des transports, de la fourniture aux exploitants des moyens de production importés dont ils ont besoin et d'un crédit adéquat, enfin au moyen d'une libéralisation du régime de fixation des prix. En collaboration avec les compagnies privées et les institutions religieuses, certaines mesures ont déjà été adoptées, qui permettront d'améliorer les services de vulgarisation et

d'organiser les activités des petits exploitants dans certaines régions. Cette approche du développement agricole a déjà été appliquée avec succès dans le secteur du coton, où, comme nous l'avons déjà mentionné, une impressionnante croissance de la production a été enregistrée.

Conformément à cette stratégie, le programme d'investissements publics ne consacre que 4 % du total des ressources financières à l'agriculture elle-même, y compris l'élevage et la foresterie. Parallèlement, il consacre 10 % du total à l'infrastructure connexe, essentiellement à l'entretien et à la rénovation des routes et ponts ainsi qu'à l'achat de matériel de transport. La construction de nouvelles routes est limitée, la seule route importante étant le tronçon reliant Kisangani à Bukavu, qui vise à faciliter les transports avec la région du Kivu, dont le potentiel agricole est considérable. L'exécution de la majorité des projets agricoles compris dans le programme a déjà commencé, et leur financement est pour ainsi dire assuré. Ces projets visent essentiellement à accroître la production de denrées alimentaires ainsi que de matières premières destinées aux industries alimentaires locales. Dans le domaine de la production alimentaire, le projet le plus important est de loin le projet intégré de culture du maïs dans le Kasai oriental, dont l'objectif est de porter le rendement à l'hectare de la culture du maïs de 0,8 tonne (niveau actuel) à 3,5 tonnes d'ici à 1986, avec l'assistance financière du FIDA, de l'IDA et de la BAFD. Un certain nombre d'autres projets concernant le maïs et le riz sont également en cours de financement, essentiellement à partir de sources extérieures. En ce qui concerne les matières premières agricoles, les principaux projets visent à accroître la production de coton, de sucre et d'huile de palme. En outre, d'importants fonds de contrepartie, obtenus dans le cadre de programmes d'aide extérieure aux produits, sont maintenant utilisés pour financer le programme agricole minimum; le total des dépenses au titre de ce programme, qui se chiffrait à 50 millions de zaïres en 1980, atteindra, selon les projections, 85 millions de zaïres en 1981.

Pour résoudre les problèmes existants et esquisser une stratégie à plus long terme, les autorités zaïroises mettent la dernière main, avec l'assistance de la Banque mondiale, à un plan d'action plus complet pour l'agriculture. Dans le cadre de ce plan, elles adoptent des mesures visant à réorganiser le Département de l'agriculture et rationaliser ses activités, améliorer la coordination interdépartementale et examiner périodiquement les aspects fondamentaux de la politique agricole, à savoir la fixation des prix, la commercialisation, le crédit rural, la répartition des devises et le rôle du secteur privé. Les politiques et mesures dans ces domaines doivent être revues en mai 1982 par un sous-groupe du groupe consultatif pour le Zaïre qui s'occupe des questions agricoles.

b. Industries extractives

Tout en cherchant à relancer le secteur agricole, les autorités ont décidé d'examiner de toute urgence les besoins des principales sociétés du secteur des industries extractives, en particulier en ce qui concerne l'entretien et la rénovation de la capacité productive. En conséquence, le programme d'investissements publics prévoit 2,4 milliards de zaïres pour ce secteur, plus des quatre cinquièmes de ce montant revenant à la GECAMINES.

En ce qui concerne la GECAMINES, les objectifs actuels du programme sont essentiellement doubles : tout d'abord, maintenir au moins le niveau annuel actuel de la production, soit 430.000 tonnes de cuivre et 15.000 tonnes de cobalt; en second lieu, rétablir la capacité de production de cuivre et de cobalt, d'ici à 1983, aux niveaux de 1974, soit respectivement quelque 470.000 et 16.000 tonnes. En raison des ressources limitées, une nouvelle expansion de la capacité de production a été provisoirement différée. Pour atteindre les objectifs précités, la GECAMINES accordera une importance majeure à la mise en oeuvre systématique du programme de rénovation, en particulier au remplacement du matériel, à la modernisation de plusieurs usines ainsi qu'à l'infrastructure de soutien, enfin à la reconstitution des stocks de pièces détachées et d'autres matériaux essentiels. Comme ce programme appelle un financement extérieur considérable, les autorités ont récemment conclu un accord de prêt avec la Caisse centrale de coopération économique (France) pour un montant de 100 millions de francs, qui doit permettre à la société de faire face à ses besoins les plus urgents; les négociations avec un consortium de banques privées (pour un montant de 130 millions de dollars E.U.) ont échoué et le Zaïre est actuellement à la recherche d'autres sources de financement. Le gouvernement et la GECAMINES ont également demandé à la Banque mondiale de les aider à mobiliser un montant supplémentaire de 160 millions de dollars E.U. devant financer le programme de redressement de la société. Compte tenu du rôle essentiel de la GECAMINES pour l'économie du Zaïre, les autorités étudient les moyens de renforcer la structure financière de la société à moyen terme. On s'attend également que les opérations de la SOZACOM, qui ont un rôle si crucial dans la commercialisation des principales exportations, s'amélioreront dans un avenir proche à la suite de la mise en oeuvre des recommandations devant être formulées par une société étrangère d'ingénieurs-conseils.

En ce qui concerne le secteur des diamants, l'objectif principal consiste à rénover et améliorer la capacité afin d'éviter une forte baisse de production. Les plans actuels prévoient le maintien de la production annuelle de la MIBA à 5,5-6 millions de carats jusqu'en 1984, et de la porter à 7,5 millions de carats en 1985 grâce à la construction d'une usine de kimberlite et l'exécution d'un projet de dragage devant être financées essentiellement sur ressources extérieures. Le programme d'investissements publics vise également à accroître de façon significative la production d'autres minéraux, en particulier d'or et d'étain.

c. Transports

La dégradation du réseau de transport, qui tient essentiellement à l'absence d'entretien et au vieillissement du matériel, a fortement limité les efforts de développement par le passé. Pour remédier à cette situation, en particulier en ce qui concerne la Voie nationale, les autorités ont déjà pris d'importantes mesures pour améliorer l'organisation, la gestion et la structure financière des principaux organismes de transport public. En outre, le programme d'investissements publics, qui consacre 1,4 milliard de zaïres au secteur des transports, donne une haute priorité au maintien et à la rénovation du réseau existant ainsi qu'à la fourniture de pièces détachées essentielles et de nouveaux matériels. En ce qui concerne les chemins de fer, le programme vise à

améliorer tant le tronçon Shaba-Ilebo que la section Kinshasa-Matadi, en renforçant les voies et en réparant et rénovant le matériel roulant. Le programme comprend également plusieurs projets importants devant faciliter la navigation fluviale et améliorer l'infrastructure portuaire à Matadi, Kinshasa et Ilebo, permettant à ces installations d'accueillir les porte-conteneurs, ce qui réduira les délais de transbordement. Dans l'ensemble, ces projets, qui doivent être financés en grande partie par des sources étrangères, notamment la Banque mondiale, prévoient des accroissements limités de la capacité. S'ils sont mis en oeuvre conformément au calendrier, ils contribueront à atténuer les goulots d'étranglement et faciliteront ainsi non seulement le commerce intérieur mais également les courants d'échanges à l'exportation et à l'importation.

d. Energie

Dans le domaine de l'énergie, le principal objectif demeure l'exploitation des importantes ressources hydro-électriques du pays, ce qui permettrait de diminuer la dépendance à l'égard des produits pétroliers. Ainsi, le programme d'investissements publics prévoit l'achèvement, pour la fin de 1982, du complexe hydro-électrique d'Inga-Shaba, à l'édification duquel d'importantes ressources sont consacrées depuis 1974. Le programme accorde également la priorité à la rénovation du réseau du Shaba, à la restructuration et à l'amélioration du réseau de Kinshasa, enfin, à la construction de la ligne de transport Katana-Goma.

**Tableau 7. Zaïre - Programme d'investissement public par secteurs,
1981-83**

(Millions de zaïres; aux prix de 1980)

	1981	1982	1983	1981-83 Total	Pourcen- tage du total
Agriculture et infrastructure connexe	388,4	284,5	278,7	951,6	13,9
Agriculture	113,6	76,8	70,3	260,7	3,8
Agriculture	(79,8)	(48,1)	(49,6)	(177,5)	(2,6)
Elevage	(23,5)	(19,9)	(16,8)	(60,2)	(0,9)
Foresterie	(10,3)	(8,8)	(3,9)	(23,0)	(0,3)
Infrastructure	274,8	207,7	208,4	690,9	10,1
Industries extractives	718,3	846,0	801,4	2.365,7	34,4
GECAMINES	561,0	699,0	696,0	1.956,0	28,5
MIBA	89,5	57,2	25,5	172,2	2,5
Autres	67,8	89,8	79,9	237,5	3,4
Transports	521,2	509,6	351,2	1.382,0	20,1
Chemins de fer	309,3	277,3	192,0	778,6	11,3
Voies d'eau	148,7	184,2	122,1	455,0	6,6
Aviation	61,0	42,6	29,5	133,1	2,0
Autres	2,2	5,5	7,6	15,3	0,2
Electricité et eau	467,1	431,3	195,5	1.093,9	15,9
Electricité	358,2	311,3	101,4	770,9	11,2
Eau	108,9	120,0	94,1	323,0	4,7
Services sociaux	69,6	131,5	104,2	305,3	4,4
Education	54,8	102,9	63,8	221,5	3,2
Santé	14,8	28,6	40,4	83,8	1,2
Autres	265,0	279,6	224,5	769,1	11,3
Dont : télécommunications	(144,8)	(131,8)	(122,1)	(398,7)	(5,8)
Total	2.429,6	2.482,5	1.955,5	6.867,6	100,0

Source : Présidence de la République, Commissariat général au Plan, Plan Mobutu, Programme de relance économique 1981-83 (mars 1981).

Tableau 8. Zaïre - Programme d'investissement public, sources de financement, 1981-83

(Millions de zaïres; aux prix de 1980)

	Financement intérieur			Financement extérieur	Financement total
	Budget de l'Etat	Entreprises publiques ¹	Financement intérieur total		
Agriculture et infra-structure connexe	215,5	--	215,5	736,1	951,6
Industries extractives	53,8	518,5	572,3	1.793,4	2.365,7
Transports	169,7	374,0	543,7	838,3	1.382,0
Electricité et eau	268,5	63,0	331,5	762,4	1.093,9
Services sociaux	257,4	16,3	273,7	31,6	305,3
Autres	465,5	--	465,5	303,6	769,1
Total	1.430,4	971,8	2.402,2	4.465,4 ²	6.867,6
Pourcentage du total	20,8	14,2	35,0	65,0	100,0

Source : Présidence de la République, Commissariat général au Plan, Plan Mobutu, Programme de relance économique 1981-83 (mars 1981).

¹Ressources dégagées par les entreprises publiques elles-mêmes.

²Dont 1.899 millions de zaïres ont déjà été obtenus.

IV. Finances publiques

Le secteur public au Zaïre comprend l'administration centrale, les administrations régionales, les municipalités, les organismes décentralisés et les entreprises publiques. Les administrations régionales n'ont pas d'autonomie financière. En revanche, les municipalités peuvent prélever certains impôts et établir leur propre budget à condition qu'il ne soit pas déficitaire; l'administration centrale doit approuver et financer les déficits des municipalités. Les organismes décentralisés, qui comprennent le Fonds routier, les hôpitaux, les magasins de matériel et d'équipement médicaux, les organismes de recherche et l'administration des douanes, sont financièrement autonomes en ce sens que leur budget détaillé échappe au contrôle du Parlement. Toutefois, rares sont les organismes qui disposent de ressources propres et le budget de l'Etat fixe les limites globales des subventions qu'ils reçoivent. Les entreprises publiques bénéficient de certaines subventions budgétaires mais, dans l'ensemble, elles ont ces derniers temps contribué davantage au budget de l'Etat sous forme de transfert de bénéfices.

Le budget de l'Etat couvre les dépenses de fonctionnement de l'Etat et des régions, les subventions octroyées aux villes, aux organismes décentralisés et aux entreprises publiques, ainsi que l'intérêt et l'amortissement de la dette extérieure et intérieure de l'Etat. En outre, le budget couvre la participation financière de l'Etat aux projets de développement; toutes les dépenses financées au moyen de ressources extérieures, qu'il s'agisse d'assistance technique, d'achats d'équipement ou de projets de développement, sont hors budget. Les ressources budgétaires proviennent des recettes fiscales et non fiscales mais excluent les dons étrangers et le produit des emprunts étrangers. Les tableaux du présent rapport sur les opérations budgétaires ont été dressés à partir des comptes du Trésor à la Banque du Zaïre (la banque centrale); en tant que tels, ils couvrent toutes les opérations budgétaires ainsi que certaines transactions financées à l'aide de dons étrangers. Le tableau des opérations globales de l'Etat (tableau VII de l'annexe) ne présente pas seulement les opérations budgétaires mais aussi les dépenses publiques financées au moyen d'emprunts et de dons étrangers, dont les données ont dû être en partie estimées.

1. Evolution des opérations globales de l'Etat

Les données budgétaires de 1979 et 1980 font apparaître une amélioration considérable à presque tous les niveaux, mais les statistiques disponibles pour 1981 font état d'une détérioration de la situation.

Le déficit global des opérations de l'Etat est tombé de 11,1 % du PIB en 1978 à 4,2 % en 1979 et à 0,9 % en 1980 (tableau 9). Les emprunts bancaires nets contractés par l'Etat ces deux dernières années ont diminué en valeur nominale et, par conséquent, en pourcentage de la masse monétaire. En pourcentage de la monnaie au sens large au début de la période, ces emprunts sont tombés d'une moyenne de 40 % entre 1975 et 1978 à 26 % en 1979 et à 13 % en 1980. Les dépenses de l'Etat ont diminué par rapport au PIB en 1979, mais elles ont de nouveau augmenté en 1980 malgré une nette réduction de leur taux de croissance. Dans l'intervalle, les recettes de l'Etat n'ont cessé de croître en pourcentage du PIB.

Selon les projections établies pour 1981, sur la base de l'évolution effective jusqu'à la fin de juin, la situation devrait se détériorer. Le déficit global de l'Etat, selon toute vraisemblance, passera à 3 % du PIB; et les emprunts bancaires nets contractés par l'Etat pourraient atteindre 1.000 millions de zaïres, soit l'équivalent de 30 % de la masse monétaire au début de l'année. Les dépenses totales devraient rester à peu près constantes par rapport au PIB, mais on prévoit une diminution du ratio recettes/PIB.

Les changements intervenus dans les comptes budgétaires ces dernières années s'expliquent par les mesures que les autorités ont mises en oeuvre pour stabiliser l'économie ainsi que par des facteurs exogènes qui ont généralement eu une incidence positive. L'effet conjugué de ces mesures et des autres facteurs a amélioré la situation budgétaire, bien que les objectifs souhaités n'aient pas toujours été atteints. En 1979, bien qu'il se soit produit une nette amélioration, les emprunts bancaires de l'Etat ont dépassé le plafond qui avait été fixé dans le cadre du programme de stabilisation adopté par les autorités. Les résultats de 1980 ont été meilleurs à cet égard, car le plafond des emprunts bancaires de l'Etat a été très largement respecté. Les plafonds auxquels sont assujettis ces emprunts ont été relevés en 1981, principalement en raison des difficultés auxquelles les autorités craignaient de se heurter en ce qui concerne les recettes; les plafonds ont été respectés en juin, mais il est possible qu'ils soient dépassés au deuxième semestre de l'année.

L'orientation de la politique budgétaire a été dictée par la nécessité de réduire l'inflation et d'améliorer la situation de la balance des paiements. Les difficultés de balance des paiements proviennent dans une large mesure du fardeau de la dette publique extérieure et se manifestent dans les comptes budgétaires par des augmentations substantielles des paiements au titre des intérêts et de l'amortissement de la dette. Si l'on tient compte de l'accroissement des arriérés de la dette extérieure et du rééchelonnement des paiements au titre du service de la dette ces dernières années, on a ainsi une idée plus précise du fardeau que représente la dette pour le budget et pour la balance des paiements et, par conséquent, de la nécessité de réduire le déficit des opérations de trésorerie de l'Etat afin de limiter la demande d'importations. Si tous les paiements au titre du service de la dette avaient été effectués intégralement, le déficit global de l'Etat aurait encore diminué par rapport au PIB, mais les emprunts bancaires auraient augmenté en pourcentage de la masse monétaire.

Les mesures économiques que les autorités ont adoptées pour redresser la situation budgétaire ont été davantage axées sur les recettes que sur les dépenses, à en juger par les programmes initiaux et les résultats. En 1980, plusieurs impôts indirects ont été majorés, mais les effets de ces majorations ont été annulés par des réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers. Celles-ci, toutefois, ont permis au gouvernement de différer l'augmentation générale des salaires des employés de la fonction publique. Les mesures que les autorités ont adoptées pour renforcer l'administration de l'impôt, en particulier en ce qui concerne les taxes à l'importation et à l'exportation, ont été encore plus importantes pour les résultats budgétaires de 1980. Un

nouveau bureau, l'Office des douanes et accises (OFIDA), a été créé avec l'aide de la Belgique, et l'adoption de procédures améliorées a entraîné une forte augmentation des recettes non seulement en valeur nominale mais aussi, ce qui est encore plus important, en pourcentage des importations et des exportations (tableau 10). Du côté des dépenses, les autorités sont parvenues à limiter les effectifs de la fonction publique, sauf dans l'enseignement primaire et secondaire. Au premier semestre de 1981, elles ont mis en oeuvre plusieurs modifications du système fiscal qui, à elles seules, accroîtront les recettes d'environ 12 %. En outre, elles ont pris des mesures pour renforcer le contrôle des dépenses qui, après un succès initial, se sont révélées assez décevantes. Les autorités ont de nouveau arrêté tout recrutement, mais les charges de l'enseignement primaire et secondaire, les dotations de la Présidence et des organes politiques et les dépenses consacrées à la défense ont, semble-t-il, été plus difficiles à contrôler.

Les améliorations enregistrées par les comptes budgétaires ont été attribuables non seulement à l'aménagement de la politique mais aussi à l'évolution favorable de l'économie qui a exercé une influence sur les recettes. Les importations et les exportations, qui constituent d'importantes bases d'imposition, ont sensiblement augmenté en monnaie nationale, en particulier en 1979 et en 1980. L'accroissement du total des importations et des exportations a été supérieur à la progression du PIB au cours de ces deux années-là, du fait des variations tant en valeur qu'en volume et de l'incidence des dévaluations successives. En revanche, toutefois, l'évolution de l'économie en 1981 est à l'origine du ralentissement relatif de la croissance des recettes et de l'augmentation du déficit global, malgré l'incidence positive des mesures prises en matière de recettes et de dépenses. Le fait que les marchés du cobalt et du cuivre ont perdu de leur dynamisme a une influence négative sur la contribution de la GECAMINES au budget. Il semble, en outre, que des goulets d'étranglement entravent la livraison des produits importés et compromettent le recouvrement des droits de douane à l'importation ainsi que des taxes sur la production intérieure. Mais l'écart prévu entre les objectifs que les autorités ont fixés pour les opérations de l'Etat et les résultats obtenus en 1981 ne provient pas seulement de l'évolution peu favorable de l'économie; il semble que les efforts déployés pour renforcer les mesures de contrôle budgétaire se relâchent, tandis que les opérations extra-budgétaires ont aussi un effet défavorable sur la position financière de l'Etat.

Bien que les plafonds auxquels étaient assujettis les emprunts publics aient été respectés en 1980 et au premier semestre de 1981, de fortes pressions s'exercent sur les dépenses en partie parce que celles-ci ont été comprimées et ont diminué en valeur réelle au cours des cinq dernières années. Ces pressions se manifestent particulièrement dans la tendance mensuelle des dépenses des deux dernières années (tableau IX de l'annexe). Les dépenses semblent s'accroître généralement en début de trimestre et subissent de fortes compressions le dernier mois de chaque trimestre, période où le plafond des emprunts publics doit être respecté. Si, dans l'ensemble, les objectifs en matière de dépenses publiques et les plafonds fixés pour les emprunts publics sont respectés malgré ces fluctuations, le budget est exécuté dans un climat de très grande incertitude. En outre, les arriérés de paiement dus au secteur

privé créent des difficultés et, bien que, selon les renseignements disponibles, les arriérés accumulés vers la fin de chaque trimestre soient payés le mois suivant, l'Etat se heurte à un grave problème de gestion.

2. Recettes budgétaires

Les recettes budgétaires en 1979 et en 1980 ont progressé à un taux supérieur à celui du PIB, et sont passées de 13,3 % du PIB en 1978 à 22,4 % en 1980. Toutefois, ce pourcentage devrait baisser en 1981.

Cette évolution est, dans une large mesure, attribuable aux variations fondamentales des principales variables économiques qui représentent des éléments des bases d'imposition; elle s'explique aussi par l'amélioration de l'administration de l'impôt et les modifications des taux d'imposition. En 1979, année où le PIB nominal a augmenté de 103 %, la valeur des importations exprimée en zaires s'est accrue de 133 % et les recettes des droits de douane à l'importation d'un pourcentage à peu près analogue (tableau X de l'annexe), car le taux moyen des droits de douane est demeuré constant. La même année, la contribution de la GECAMINES au budget, qui avait été faible en 1978, a augmenté de près de sept fois (tableau XI de l'annexe), étant donné la progression substantielle de ses exportations et l'ajournement de certaines dépenses d'investissement de l'entreprise. Le produit des taxes à l'exportation, GECAMINES exclue, a légèrement diminué, malgré un fort accroissement de la valeur des exportations connexes, en raison des modifications de la taxe sur le café. Les recettes des autres impôts, en particulier l'impôt sur les bénéfices et le revenu net et la taxe sur les biens et services, ont augmenté à peu près dans les mêmes proportions que le PIB.

En 1980, si le PIB a progressé de 50 %, les importations ont augmenté de 67 %; cela est attribuable à la dévaluation de février 1980 et à l'amélioration de l'administration des douanes qui a suivi la création de l'OFIDA. L'une des mesures mises en oeuvre par ce nouvel office des douanes a été l'application du régime fiscal actuellement en vigueur aux biens importés sans achat de devises auprès du système bancaire intérieur; précédemment, ces biens entraient clandestinement dans le pays en raison d'un dispositif de surveillance insuffisant et échappaient ainsi aux taxes. Les exportations de la GECAMINES ont progressé aussi plus rapidement que le PIB; mais la contribution de la GECAMINES au budget, bien qu'elle augmente en valeur nominale, a diminué en pourcentage de ses recettes d'exportation en raison de l'accroissement des allègements fiscaux accordés à l'entreprise pour lui permettre de mettre en oeuvre son programme de redressement. Les recettes provenant des autres droits de sortie ont progressé à un rythme exceptionnellement rapide, en partie parce que la croissance sous-jacente des exportations a été supérieure à la progression du PIB; toutefois, une partie des recettes sous cette rubrique aurait sans doute dû être classée ailleurs. Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu ont augmenté à un taux relativement peu élevé, en partie en raison de l'allègement fiscal accordé aux particuliers en compensation de l'inflation; de surcroît, la production de plusieurs sociétés a été entravée par des pénuries de matières premières importées et de pièces détachées. En revanche, les recettes provenant

des taxes sur les biens et les services ont augmenté en pourcentage du PIB parce que le taux de la taxe sur le chiffre d'affaires a été majoré et le nombre des droits d'accise accru.

Les statistiques dont on dispose pour 1981 font apparaître un ralentissement sensible du taux de croissance des recettes totales, bien que les autorités aient pris plusieurs mesures propres à engendrer des recettes. Une des mesures les plus importantes a été la majoration des taux des droits à l'importation spécifiques afin de tenir compte de l'inflation passée et d'empêcher la sous-facturation des importations. En outre, les importations financées sans achat de devises auprès du système bancaire intérieur devraient continuer à être taxées, ce qui devrait entraîner une augmentation supplémentaire des recettes prévues. Toutefois, le recouvrement des droits de douane à l'importation pendant la période allant de janvier à juin 1981 n'a fait apparaître aucune augmentation par rapport à la période correspondante de 1980 et, bien qu'elles doivent légèrement s'accroître au deuxième semestre de l'année en raison de la dévaluation de juin 1981, les recettes resteront, selon toute vraisemblance, nettement inférieures aux prévisions, principalement en raison de la persistance d'une situation difficile en ce qui concerne les importations. Les recettes provenant des taxes sur les biens et les services ont été elles aussi assez décevantes pendant la même période, bien que les taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires intérieur aient été majorés en avril. Les droits de consommation sur les cigarettes et la bière ont été relevés en juin, mais cette mesure peut ne pas entraîner d'augmentation des recettes au deuxième semestre de l'année, en raison des difficultés auxquelles se heurte la production. La contribution de la GECAMINES au budget a été assez faible pendant la période allant de janvier à juin 1981 et, pour l'ensemble de l'année, il est probable qu'elle s'élèvera à environ 55 % de ce qu'elle avait été en 1980. Cela est non seulement dû aux baisses sensibles des prix de vente du cuivre et du cobalt à l'exportation mais aussi aux compensations que le gouvernement lui a accordées au titre de certaines dépenses payées par la GECAMINES en son nom. L'impôt sur le revenu est la seule catégorie qui ait accusé une forte augmentation en janvier-juin 1981, mais celle-ci est davantage attribuable à une modification de la tendance saisonnière des paiements qu'à une situation exceptionnellement bonne en 1981. Tout bien considéré, il y a lieu de croire que, malgré la majoration des taux d'imposition, l'ensemble des recettes budgétaires en 1981 sera inférieur aux projections initiales.

3. Dépenses budgétaires

Les dépenses publiques et les dépenses budgétaires intérieures totales ont accusé une tendance à la baisse en pourcentage du PIB jusqu'en 1980, année où elles ont de nouveau augmenté d'environ 2 à 3 points de pourcentage. Cette diminution a été l'une des principales raisons de l'amélioration des finances publiques en 1979. Toutefois, bien que les autorités aient pu facilement faire face à l'augmentation des dépenses en 1980 en raison d'un accroissement encore plus rapide des recettes, les dépenses ont atteint un niveau élevé qui s'est avéré difficile à comprimer lorsque la croissance des recettes a commencé à s'essouffler en 1981. Les statistiques dont on dispose pour 1981 dénotent un élargissement du déficit en pourcentage du PIB, même si on s'attend que le ratio dépenses/PIB reste à peu près constant.

Si l'on considère les variations des dépenses budgétaires d'une année sur l'autre (tableau 11), la politique d'austérité semble être d'origine plus récente et a été appliquée avec constance ces deux dernières années. Le taux de croissance des dépenses a fortement augmenté en 1978 et en 1979, mais il a sensiblement diminué en 1980 et il est probable qu'il a encore diminué davantage en 1981. Cette décélération s'est davantage fait sentir en ce qui concerne, d'une part, les traitements et les salaires et, d'autre part, les transferts et les subventions qui, ensemble, représentent plus de la moitié des dépenses budgétaires. En revanche, les paiements d'intérêt ont presque doublé en 1980 et s'accroîtront probablement à un rythme plus rapide que les dépenses totales en 1981. Les autres dépenses, qui comprennent les dotations de la Présidence et des organes politiques ainsi que les dépenses de fonctionnement des ministères, augmentent à un rythme relativement soutenu (tableau XII de l'annexe).

Si ces tendances font ressortir certains des succès obtenus ces dernières années ainsi que certaines des difficultés qui ne sont pas encore résolues, il est nécessaire de procéder à une analyse plus détaillée pour identifier avec plus de précision les facteurs sous-jacents. Environ une moitié de l'augmentation de la masse salariale en 1980 (51 %) provient d'un reclassement des salaires des organismes décentralisés et de la Présidence et des organes politiques. L'autre moitié est attribuable à d'importants paiements rétroactifs de salaires, à l'ajustement des avantages sociaux et à une augmentation du personnel travaillant dans l'enseignement primaire et secondaire. Aucune augmentation générale de salaires n'a été accordée en 1980, car les salariés ont été en partie dédommagés des hausses des prix par le jeu d'allègements fiscaux; et les effectifs de la fonction publique, à l'exception de l'enseignement, ont diminué du fait du gel de l'emploi. L'accroissement d'environ 42 % de la masse salariale qui, selon toute vraisemblance, interviendra en 1981 proviendra principalement des augmentations générales de salaires et de l'expansion du personnel dans l'enseignement primaire et secondaire. Les salaires de tous les employés de la fonction publique ont été relevés de 15 % en janvier 1981 et les salaires des employés dont le rang est inférieur à celui de directeur ont été majorés de 15 % supplémentaires à compter d'août 1981, mesure par laquelle les autorités ont visé à compenser dans une certaine mesure l'effet de la dévaluation intervenue en juin 1981.

Les effectifs employés dans l'enseignement primaire et secondaire ont augmenté d'environ 15.000 pendant les trois premiers mois de 1981, soit de plus de la moitié de l'augmentation totale de 1980. Convaincues qu'un grand nombre des fonctionnaires de ce secteur étaient employés illégalement, les autorités ont décidé, en mars 1981, de limiter les dépenses consacrées aux salaires des enseignants en fixant des plafonds pour les paiements des salaires versés à chaque communauté religieuse, région par région. Elles ont fixé le niveau des plafonds à celui des paiements effectifs versés en décembre 1980, et les autorités régionales ont reçu pour instructions de ne verser un salaire qu'aux employés engagés légalement. Ces mesures sont parvenues à limiter les paiements de salaires dans ce secteur jusqu'à la fin de septembre 1981. Toutefois, dans la plupart des régions, les paiements des salaires effectivement versés n'ont pas été comptabilisés et, faute de dossiers

personnels, il a été impossible de déterminer si les employés avaient été embauchés en accord avec la réglementation en vigueur. En outre, étant donné que le recrutement échappait au contrôle de l'administration centrale, les autorités se sont trouvées devant un fait accompli, 5.000 nouveaux enseignants ayant été recrutés. Ces difficultés ont atteint un point culminant en septembre 1981 et les autorités se sont senties obligées de payer rétroactivement les salaires des nouveaux fonctionnaires pour la période pendant laquelle les plafonds étaient en vigueur et d'ajouter à la liste du personnel les nouveaux employés. On s'attend donc que la masse salariale dans l'enseignement primaire et secondaire augmente de près de 40 % en 1981.

Dans l'intervalle, le gel du recrutement dans les autres secteurs est resté en vigueur et les autorités ont appliqué des méthodes de contrôle pour vérifier si les effectifs correspondaient à ceux qui sont inscrits sur la liste des traitements. Elles sont ainsi parvenues à éliminer 12.000 noms de cette liste, certaines personnes n'ayant jamais été employées, d'autres ayant dépassé l'âge de la retraite. Par conséquent, il est probable que la masse salariale de l'administration centrale, retraites incluses mais enseignement primaire et secondaire exclu, n'augmentera que de 24 %, en 1981.

En mars-avril 1981, les autorités ont aussi pris un certain nombre d'autres mesures propres à réduire les dépenses, en particulier les dépenses consacrées aux voyages, les subventions octroyées aux organismes décentralisés et les dotations de la Présidence et des organes politiques ainsi que les dépenses consacrées à la défense. Il y a lieu de croire que les dépenses consacrées aux voyages ont été effectivement réduites, mais il faudra sans doute davantage de temps pour effectuer les économies prévues dans les autres catégories de dépenses. Selon les renseignements dont on dispose, les dotations et les dépenses consacrées à la défense, en particulier, augmentent plus rapidement que prévu.

Tableau 9. Zaïre - Opérations globales de l'Etat, 1975-81

(Pourcentages du PIB)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ¹
Recettes	24,9	19,5	20,5	16,5	19,3	25,1	22,2
Recettes budgétaires	(22,0)	(16,6)	(16,9)	(13,3)	(17,3)	(22,4)	(19,3)
Dépenses	36,8	34,1	30,1	27,5	23,5	25,9	25,2
Dépenses budgétaires	(30,0)	(27,2)	(22,6)	(23,0)	(20,7)	(22,2)	(21,0)
Déficit global (-)	-11,8	-14,6	-9,6	-11,1	-4,2	-0,9	-3,0
Déficit budgétaire (-)	(-8,0)	(-10,6)	(-5,7)	(-9,6)	(-3,3)	(0,2)	(-1,7)

Sources : tableaux I, VII et VIII de l'annexe; données communiquées par les autorités zaïroises.

¹Projections.

Tableau 10. Zaïre - Recettes budgétaires, indicateurs des résultats, 1975-80

(Pourcentage)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980
(Pourcentage de variation annuelle)						
Impôts sur le revenu	25,9	35,3	56,8	29,2	102,1	21,0
Contribution à la charge des employeurs	-56,2	42,9	340,0	259,0	133,5	88,3
Impôts sur les biens et services	11,8	19,4	74,2	21,7	93,7	142,1
Droits d'importation	-6,1	10,0	-3,5	24,1	136,4	124,2
Droits d'exportation	91,9	71,2	82,2	-25,0	-4,2	711,7
GECAMINES	46,8	1,2	11,0	-22,6	584,8	34,9
Autres recettes	35,6	-38,0	130,2	-3,4	37,9	412,1
Total	<u>-19,2</u>	<u>12,5</u>	<u>40,5</u>	<u>9,3</u>	<u>164,0</u>	<u>93,7</u>
(Recettes en pourcentage de l'assiette fiscale)						
Impôts sur le revenu/PIB I	6,3	5,7	6,5	6,3	6,8	5,5
Impôts sur les biens et services/PIB I	3,8	3,0	3,8	3,5	3,6	5,8
Droits d'importation/importations, f.o.b.	16,8	8,9	9,3	14,4	14,5	19,4
Droits d'exportation/exportations I	17,0	16,5	15,6	7,9	4,1	18,5
GECAMINES/exportations II	43,2	21,5	27,6	17,3	38,8	31,2
Autres recettes/PIB I	3,2	1,4	2,3	2,0	1,7	4,5
Total/PIB	<u>25,2</u>	<u>19,4</u>	<u>20,3</u>	<u>16,5</u>	<u>21,7</u>	<u>28,0</u>

Sources : données communiquées par les autorités zaïroises; calculs des services du Fonds.

Notes : PIB = PIB commercialisé.
 PIB I = PIB commercialisé moins valeur ajoutée par le secteur des industries extractives.
 Exportations I = Exportations f.o.b., compte non tenu des exportations de la GECAMINES.
 Exportations II = Exportations de la GECAMINES.

Tableau 11. Zaïre - Dépenses budgétaires : variations annuelles,
1975-80

(Pourcentage)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Traitements et salaires	15,0	35,1	33,4	44,5	80,8	51,2
Intérêts	8,0	137,8	27,8	14,0	76,5	92,0
Transferts et subventions	26,0	49,6	-8,8	33,7	103,2	24,5
Dépenses d'équipement	-67,4	54,9	-20,0	11,5	13,4	91,0
Autres dépenses	-6,8	1,9	11,7	65,3	105,7	70,8
Total	-19,7	35,0	14,7	41,0	82,7	61,0

Source : tableau XII de l'annexe.

V. Monnaie et crédit

Les institutions financières du Zaïre comprennent la Banque du Zaïre (banque centrale), neuf banques commerciales, le Centre de chèques postaux et huit autres intermédiaires financiers. Au 30 juin 1981, les quatre principales banques commerciales détenaient 88 % du capital souscrit et 87 % des dépôts de l'ensemble du système bancaire commercial. La banque de développement (SOFIDE) est de loin la plus importante institution financière non bancaire.

1. Instruments de politique en matière de monnaie et de crédit

Dans l'application de sa politique en matière de monnaie et de crédit, la Banque du Zaïre s'appuie généralement sur les instruments suivants : les plafonds de crédit globaux et sélectifs, un système d'autorisation préalable pour tout crédit qui n'est pas assujéti aux plafonds, les coefficients de réserves obligatoires, les mesures de contrôle direct des taux d'intérêt bancaires et, enfin, le réescompte. Les plafonds globaux et sélectifs applicables à la plupart des crédits à court terme et auxquels sont assujettis le système bancaire en premier lieu et ensuite chacune des neuf banques commerciales sont de loin l'instrument le plus important. Depuis 1977, ces plafonds sont fixés sur une base trimestrielle et les allocations que reçoit chaque banque dépendent de ses dépôts et de ses ressources en capital; avant 1977, les plafonds étaient établis sur une base semestrielle. Dans le cas de chaque banque, le plafond global est subdivisé en un plafond libre et un plafond réglementé. En ce qui concerne ce dernier, qui en principe couvre plus de 90 % du crédit assujéti aux plafonds, le total pour chaque banque est divisé en crédits destinés à la production agricole, aux autres productions intérieures, au secteur de la distribution et aux transports. La Banque du Zaïre amène les banques à respecter les plafonds qu'elle fixe par le jeu de pénalités qui, dans le cas du plafond réglementé, augmentent en fonction du pourcentage du crédit qui dépasse le plafond ainsi que de la durée pendant laquelle le plafond est dépassé. En outre, les taux de pénalité varient également selon les catégories de crédits; ils ont tendance à être inférieurs dans le cas des crédits agricoles. De surcroît, l'accès au réescompte de la banque centrale peut être interrompu en cas d'infraction. Le dépassement du plafond réglementé peut être compensé par une sous-utilisation du plafond libre. Tout dépassement du plafond libre est automatiquement pénalisé.

Dans le cadre du programme de crédit global fixé par la Banque du Zaïre, en principe près des deux tiers des crédits sont assujettis aux plafonds de crédit (plafond libre plus plafond réglementé). Le reliquat constitue le crédit hors plafonds. Le crédit hors plafonds sert à financer : a) l'achat des denrées alimentaires (principalement les achats aux producteurs; b) la production de coton; c) GECAMINES; d) l'investissement productif à moyen et à long terme. Ce type de crédit est octroyé seulement après autorisation préalable donnée par la Banque du Zaïre, cas par cas; généralement, même si les montants octroyés dans chaque cas peuvent être élevés, le nombre de prêts concernés est faible. En 1981, l'expansion globale du crédit au secteur privé

a été fixée à 475 millions de zaïres. Sur ce montant total, le crédit consenti dans le cadre du plafond réglementé a été arrêté à 260,7 millions de zaïres. Le reliquat a été réparti comme suit : 90,1 millions de zaïres sont allés aux denrées alimentaires, 67,9 millions de zaïres sous forme de crédits à moyen et à long terme, 20 millions de zaïres prévus pour la GECAMINES et 19,6 millions de zaïres destinés à la production de coton.

Le mécanisme du réescompte sert à renforcer les mesures sélectives de contrôle du crédit pour l'essentiel en définissant les avoirs qui peuvent être réescomptés ainsi qu'en établissant, généralement sur une base semestrielle, les plafonds au refinancement en vigueur pour l'ensemble des neuf banques commerciales et individuellement pour chaque banque. Les quatre principales banques commerciales peuvent normalement se procurer près de 90 % du montant autorisé dans le cadre des plafonds au refinancement. En outre, la Banque du Zaïre impose un coefficient de réserves obligatoires qui, depuis le 1^{er} janvier 1979, est fixé à 25 % des dépôts à vue pour chaque banque commerciale. Au maximum un tiers des réserves requises peut revêtir la forme de bons du Trésor, tandis que deux tiers au moins de ces réserves doivent prendre la forme de dépôts bancaires à la Banque du Zaïre. Celle-ci pénalise toute infraction au règlement dans ce domaine en percevant une commission payée sous forme de taux d'intérêt ou en bloquant l'accès de la banque aux mécanismes de réescompte.

Bien que les banques commerciales aient eu la liberté de fixer leurs commissions (généralement dans une fourchette allant de 0,25 à 2 %), la Banque du Zaïre a réglementé les taux d'intérêt sur les dépôts ainsi que sur les prêts et les avances (tableau XIII de l'annexe). Ces dernières années, toutefois, la Banque a fait montre de plus en plus de souplesse dans ce domaine et a autorisé les banques commerciales à fixer certains taux librement et elle en a ajusté certains autres plus souvent qu'elle ne le faisait auparavant, compte tenu de l'évolution de la situation. C'est ainsi que, le 10 mars 1980, la Banque du Zaïre a modifié la plupart des taux d'intérêt sur les dépôts, tout en maintenant au même niveau les taux d'intérêt sur les prêts. Les taux d'intérêt appliqués par les banques commerciales ont notamment été relevés dans le cas des dépôts de 6 à 24 mois, et déplafonnés dans le cas des dépôts à plus long terme. Ultérieurement, à compter du 1^{er} avril 1981, la Banque a modifié les taux d'intérêt servis sur les dépôts ainsi que les taux des prêts. Les taux versés par les banques commerciales sur les dépôts à terme de 3 à 24 mois ont été majorés de 3 à 5 points de pourcentage et sont passés à 8-30 % par an; les taux sur les dépôts à plus de 24 mois peuvent être librement négociés entre les clients et les banques. Simultanément, les taux que les banques commerciales étaient autorisées à appliquer à un certain nombre de catégories de prêts ont pu être fixés librement. En outre, le taux d'escompte de base de la Banque du Zaïre a été relevé, le 1^{er} avril 1981, de 3 points de pourcentage et porté à 15 % par an, tandis que les autres taux des avances de la Banque étaient relevés dans des proportions analogues.

2. Evolution de la monnaie et du crédit

Sur la base des données de la fin de l'année, le stock de monnaie et de quasi-monnaie (monnaie au sens large) a augmenté de 12 % en 1979 et de 62 % en 1980 (tableau 12). L'expansion monétaire a été limitée en 1979 à la suite d'une opération de démonétisation ou réforme monétaire, qui a été effectuée la dernière semaine de l'année; cette semaine-là, les billets de banque de 5 et de 10 zaïres ont été retirés de la circulation et de nouveaux billets ont remplacé approximativement un tiers du total du stock de billets. Le stock de billets de banque en circulation a ainsi été réduit de 718,2 millions de zaïres pendant la dernière semaine de décembre 1979. La monnaie en circulation a donc diminué de 29 % en 1979, mais elle a par la suite augmenté de 172 % en 1980. Les dépôts à vue se sont accrus de 44 % en 1979 et de 26 % en 1980, tandis que les dépôts à terme et d'épargne, après avoir augmenté de 45 % en 1979, ont baissé de 1 % en 1980. De même, en ce qui concerne le crédit, les avoirs intérieurs nets du système bancaire ont augmenté seulement de 6 % en 1979 mais de 46 % en 1980. Le rapport entre la monnaie en circulation et la monnaie au sens large est donc passé de 27 % à la fin de 1979 à 46 % à la fin de 1980, tandis que le rapport entre les avoirs intérieurs nets et la monnaie au sens large est effectivement tombé de 112 % à la fin de 1979 à 100 % à la fin de 1980.

Les créances nettes du système bancaire sur l'Etat ont continué d'avoir une forte incidence sur l'évolution de la monnaie au sens large (par le biais de la monnaie en circulation) et sur les avoirs intérieurs nets. Bien qu'après le processus de démonétisation de la fin de 1979 le rapport entre les créances nettes sur l'Etat et la monnaie au sens large ait atteint le pourcentage exceptionnellement élevé de 99 %, il était encore de 69 % à la fin de 1980. Le crédit bancaire à l'Etat a augmenté deux fois plus vite que le crédit au secteur privé en 1979 et en 1980.

La réforme monétaire avait pour objet de remplacer les anciens billets de 5 et de 10 zaïres par de nouveaux billets, à raison de 1 contre 1, et à concurrence de 3.000 zaïres pour les particuliers, de 5.000 zaïres pour les petites et moyennes entreprises et de 20.000 zaïres pour les grandes entreprises. Tandis que les particuliers pouvaient conserver les montants échangés en espèces, les entreprises ont dû déposer 50 % des montants échangés auprès du système bancaire. La mise en oeuvre de la réforme a entraîné une foule de difficultés d'ordre pratique et elle devra se prolonger jusqu'à la fin de 1981, alors qu'elle ne devait durer qu'une semaine en décembre 1979. En particulier, le montant des nouveaux billets de banque émis par les autorités s'est révélé initialement très insuffisant; les moyens limités du système bancaire, associés à de sérieuses difficultés de transport, ont retardé l'échange de billets dans le pays. La réforme monétaire, qui n'avait pas été prévue, a eu des effets défavorables sur les secteurs productifs de l'économie, en particulier l'agriculture et les autres activités des zones rurales qui dépendent fortement des paiements en espèces. En 1980, un montant supplémentaire de 200 millions de zaïres de billets anciens a été échangé contre de nouveaux billets.

Le crédit au secteur privé a augmenté de 37 % en 1979 et de 15 % en 1980. Etant donné la réforme monétaire et la lenteur du processus de remonétisation, une grave pénurie de liquidités s'est produite au début de 1980 et a sérieusement perturbé l'économie. Au cours des trois premiers trimestres de 1980, la Banque du Zaïre a étendu ses opérations de réescompte pour améliorer la situation de liquidité, ce qui a permis aux banques commerciales d'accroître sensiblement leurs prêts, en particulier au secteur du café et, au premier semestre de l'année, à Zaïre-SEP, société qui a le monopole des importations et de la distribution des produits pétroliers au stade du commerce de gros. Mais, pour tenter d'assurer le respect du plafond fixé pour les avoirs intérieurs nets à la fin de décembre 1980 dans le cadre du programme de stabilisation, les autorités ont pris des mesures propres à limiter le crédit au quatrième trimestre de l'année, notamment en réduisant les opérations du réescompte et en encourageant les banques commerciales à demander le remboursement des prêts en cours. Les emprunts des banques commerciales auprès de la Banque du Zaïre, qui étaient passés de 17,9 millions de zaïres à la fin de décembre 1979 à 197,7 millions de zaïres à la fin de septembre 1980, sont donc tombés à 128,4 millions de zaïres à la fin de 1980 (tableaux XIV et XV de l'annexe).

En 1979 et en 1980, l'agriculture, le commerce et le secteur manufacturier ont encore absorbé la majeure partie du crédit octroyé au secteur privé (tableau 13). Sur la base des données de fin d'année, en 1979-80, ces secteurs ont reçu, en moyenne, respectivement 35, 27 et 17 % des crédits distribués; mais, tandis que la part de l'agriculture passait de 30 % au début de 1979 à 39 % à la fin de 1980, pendant la même période, celle du commerce est tombée de 32 % à 25 % et celle de l'industrie manufacturière est restée inchangée à 16 %.

Dans le secteur agricole, le montant du crédit alloué au secteur du café a représenté un élément important. Il a sensiblement augmenté en 1980, passant de 207 millions de zaïres à la fin de décembre 1979 à 428 millions de zaïres (soit 34 % du crédit bancaire octroyé aux entreprises et aux ménages) à la fin d'août 1980, avant de tomber en valeur absolue, tout comme les autres crédits, à 361 millions de zaïres (soit 36 % du crédit bancaire accordé aux entreprises et aux ménages) à la fin de décembre 1980. Plusieurs facteurs ont joué contre la réduction de la part du secteur du café dans le crédit total au secteur privé, notamment les conséquences fâcheuses de la réforme monétaire, qui a particulièrement porté préjudice aux producteurs et aux commerçants de café; les problèmes de transport posés par l'acheminement de la récolte vers les marchés extérieurs; la chute des prix du café sur les marchés mondiaux; et le fait que les banques commerciales estiment particulièrement profitable de traiter avec les exportateurs de café qui sont autorisés à conserver 10 à 20 % de leurs recettes en devises.

Dans le secteur commercial, le crédit octroyé à Zaïre-SEP a nettement augmenté pendant les neuf premiers mois de 1980, passant de seulement 3 millions de zaïres à la fin de décembre 1979 à 91 millions de zaïres à la fin de septembre 1980; mais il a ensuite fortement baissé, tombant à 1 million de zaïres à la fin de décembre 1980 sous l'effet d'un ajustement des prix de détail de certains produits pétroliers.

Entre la fin de décembre 1980 et la fin de juin 1981, la monnaie au sens large a augmenté à un taux annuel de 39 %, la monnaie en circulation s'accroissant de 52 % et les dépôts à vue de 20 %. Les dépôts à terme et les dépôts d'épargne ont baissé de 14 %, en raison du tour généralement restrictif donné à la politique de crédit à l'égard du secteur privé. Le crédit à l'Etat a continué de jouer un rôle prépondérant dans la croissance des avoirs intérieurs nets; sur une augmentation de 862 millions de zaïres des avoirs intérieurs nets pendant cette période, un montant de 577 millions de zaïres a été attribuable à l'Etat (tableau 12). En outre, des anciens billets de banque d'un montant de 33 millions de zaïres ont été échangés contre de nouveaux billets, ce qui a ramené le montant net de la monnaie démonétisée d'un total de 518 millions de zaïres à la fin de 1980 à 485 millions de zaïres à la fin de juin 1981. Le crédit agricole n'a cessé d'augmenter par rapport au crédit total octroyé au secteur privé et sa part a atteint 39 %, tandis que la part du crédit au secteur commercial s'est légèrement accrue, passant à 26 %, et que celle des industries de transformation restait pratiquement inchangée. Le crédit octroyé au secteur du café n'a augmenté que faiblement de sorte que sa part dans le crédit total au secteur privé est tombée à 30 %; cela a fait suite à un accord tacite conclu entre les banques commerciales afin de limiter le financement du café, pendant la saison des récoltes en 1981, à un maximum de 4,50 zaïres le kilo, contre 6-6,50 zaïres le kilo en 1980. Le crédit accordé à Zaïre-SEP ainsi qu'à Pétro-Zaïre (qui pendant la période a été autorisée à remplacer Zaïre-SEP comme importateur de produits pétroliers) a été négligeable.

Tableau 12. Zaïre - Situation monétaire, 1978-81
(Millions de zaïres; fin de période)

	1978 Déc.	1979 Déc.	1980			1981	
			Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
Avoirs extérieurs nets (au sens large)	-954,4	-1.046,4	-1.205,3	-1.201,1	-1.241,3	-1.272,4	-1.453,2
Avoirs extérieurs nets (au sens étroit)							
Avoirs extérieurs	64,4	259,8	575,0	488,7	508,9	464,6	188,2
Engagements extérieurs	(532,0)	(872,0)	(1.393,9)	(1.301,9)	(1.412,6)	(1.578,7)	(1.348,3)
Dépôts en devises	(467,6)	(612,2)	(818,9)	(813,2)	(903,7)	(1.114,1)	(1.160,1)
Provision pour arriérés extérieurs (paiements au titre du service de la dette publique non compris)	-45,2	-60,3	-88,5	-90,9	-155,9	-146,5	-82,2
Avoirs intérieurs nets	-973,6	-1.245,9	-1.691,8	-1.598,9	-1.594,3	-1.590,5	-1.559,2
Créances notées sur l'Etat	2.204,6	2.330,3	2.654,0	2.856,1	3.258,1	3.380,6	4.054,1
Crédit aux entreprises et aux ménages	1.578,3	2.062,2	2.012,5	2.060,4	2.284,3	2.329,4	2.924,3
Autres avoirs intérieurs nets	641,0	878,7	988,2	999,2	1.139,8	1.014,3	1.178,3
Monnaie et quasi-monnaie	-14,7	-610,6	-346,7	-203,5	-166,0	36,8	-48,5
Gains ou pertes dus aux variations de la valeur des avoirs	1.854,5	2.084,9	2.488,6	2.770,4	3.210,1	3.367,3	3.904,8
Contrepartie des allocations de DTS	-682,7	-947,7	-1.309,6	-1.385,1	-1.463,0	-1.528,9	-1.632,7
	78,4	146,7	269,7	269,7	269,7	269,7	328,8
							548,0

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

Tableau 13. Zaïre - Crédit des banques commerciales aux entreprises et aux ménages :
ventilation par grands secteurs d'activité économique, 1975-81

(Millions de zaïres; fin de période)

	1975	1976	1977	1978	1979			1980			1981			
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars ¹	Juin ¹
Agricultures ²	58,6	90,1	148,5	194,6	207,8	223,0	245,3	275,7	332,3	357,9	437,5	397,4	454,8	483,5
Industries extractives	2,9	7,8	30,3	26,7	19,0	27,1	38,1	30,9	19,8	23,7	27,6	35,8	36,9	34,7
Industries manufacturières	78,5	78,4	97,1	104,9	131,5	135,7	142,8	163,8	155,8	175,8	170,5	165,2	186,4	201,2
Bâtiment	5,1	5,3	4,8	9,6	12,4	15,0	18,8	18,2	20,7	19,7	31,4	22,7	31,3	29,7
Electricité et eau	0,1	0,8	0,8	3,4	0,7	0,9	4,8	7,3	9,5	4,9	2,9	1,7	3,9	5,9
Transports et télé- communications	24,0	25,2	22,4	36,6	39,1	47,7	45,6	50,5	49,0	38,1	39,6	29,5	28,7	33,2
Commerce	83,7	128,4	165,1	202,7	214,2	241,2	249,3	261,0	310,4	283,8	352,9	283,2	313,6	316,9
Services	15,3	16,9	18,3	24,8	25,2	27,5	34,8	25,5	36,8	42,4	33,9	30,1	28,7	24,1
Autres ³	51,2	32,8	49,7	37,7	48,0	31,6	32,5	45,8	53,9	52,9	43,5	48,7	94,0	98,4
Total	319,4	385,7	537,0	641,0	697,9	749,7	812,0	878,7	988,2	999,2	1.139,8	1.014,3	1.178,3	1.227,6

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

¹Données provisoires.

²Élevage, pêche et foresterie inclus.

³Dont ménages.

1. Introduction et évolution globale

Quand on analyse la balance des paiements du Zaïre, il convient de tenir compte de deux facteurs importants. Le premier concerne le caractère inadéquat des renseignements statistiques. Les statistiques relatives aux devises établies par la Banque du Zaïre représentent la source la plus importante de renseignements sur les transactions extérieures. Toutefois, comme elles ne portent que sur les transactions qui ont pour contrepartie des flux financiers, on a mis au point une méthodologie par laquelle on utilise systématiquement diverses sources supplémentaires pour améliorer la couverture des transactions extérieures du pays. Bien que cette méthode ne soit pas parfaite, on pense que les estimations qui en résultent donnent une idée assez exacte de la situation structurelle de la balance des paiements.

Le deuxième facteur d'importance est l'incidence de la pénurie chronique de devises sur la signification du déficit global de la balance des paiements. D'après le tableau 14 et le tableau XVI de l'annexe, le déficit global, qui est tombé de l'équivalent de 263 millions de DTS en 1978 à 182 millions de DTS en 1979 et à 180 millions de DTS en 1980, devrait passer à 500 millions de DTS en 1981. Après un examen rapide, on peut conclure que la balance des paiements se dégradera sensiblement en 1981 et que la tendance récente à une amélioration sera donc renversée. Il convient de noter, cependant, que le déficit global a défini les limites du financement extérieur mis à la disposition du Zaïre et que les autorités ont fait en sorte que certains postes "au-dessus de la ligne", en particulier les importations, soient ajustés en fonction de ces limites. On peut interpréter plus exactement l'évolution du déficit global décrite ci-dessus comme une forte augmentation du financement disponible en 1981 après plusieurs années de pénurie relative.

Ces dernières années, en particulier, la balance commerciale du Zaïre a dégagé un excédent, car les importations ont dû être limitées à des montants nettement inférieurs aux exportations. L'excédent commercial a fortement augmenté en 1979 et en 1980. Toutefois, il devrait fléchir en 1981, malgré un accroissement nominal faible des importations, en raison d'une chute des exportations imputable à des baisses de volume et de prix des exportations des principaux produits de base. Le déficit du compte des services, qui est traditionnellement élevé et ne cesse d'augmenter, est supérieur à l'excédent commercial. Il s'est creusé de 13 % en 1980 et on s'attend qu'il augmente encore de 28 % en 1981. En ce qui concerne les transferts nets, on prévoit qu'ils diminueront en 1981, alors qu'ils n'ont cessé de croître ces dernières années. Dans l'ensemble, cette évolution a permis au compte des opérations courantes d'enregistrer un faible excédent en 1979 et d'être équilibré en 1980. En revanche, on prévoit qu'en 1981 les opérations courantes accuseront un déficit de 362 millions de DTS (près de 8 % du PIB).

Ces dernières années, le fardeau du service de la dette extérieure du Zaïre a été extrêmement lourd et la situation s'est aggravée du fait que les prêts décaissés ont été de moins en moins remplacés par de nouveaux prêts. Compte tenu des autres pressions exercées sur les recettes en devises du pays, d'importants arriérés ont été accumulés en 1978 et en 1979. Pour ramener les paiements au titre du service de la dette extérieure à un niveau plus tolérable et pour régler la situation des arriérés de façon rationnelle, les autorités ont négocié un réaménagement du calendrier de la dette avec le Club de Paris en décembre 1979 et en juillet 1981, et avec un consortium de banques commerciales en mai 1980. Même après ces réaménagements, les paiements au titre du service de la dette ont absorbé des proportions relativement élevées des recettes en devises du Zaïre, ce qui a contribué au maintien de niveaux d'importation peu élevés.

Pendant la période 1979-81, les autorités ont dévalué à quatre reprises le zaïre par rapport au DTS, la dévaluation globale de la monnaie zaïroise atteignant 79 %. Malgré les taux d'inflation intérieure élevés, ces dévaluations ont permis au zaïre de se déprécier en valeur réelle effective. En ce qui concerne le secteur des exportations, ces mesures ont eu un effet tangible sur la rentabilité de la production intérieure, car le pays n'exerce pas d'influence perceptible sur les prix de la plupart de ses produits d'exportation. S'agissant des paiements, il se peut que les mesures prises en matière de taux de change aient seulement atténué la demande excédentaire de devises, car la pénurie de devises est restée chronique et généralisée. Toutefois, à la suite des modifications apportées au système d'allocation de devises, il s'est produit, semble-t-il, un changement dans la composition des importations enregistrées par le système bancaire en faveur des biens essentiels. La possibilité offerte depuis mai 1980 de dédouaner les marchandises financées sans recourir aux ressources en devises du système bancaire semble avoir amélioré, dans une certaine mesure, la situation de l'offre, tout en permettant de récupérer les recettes en devises non déclarées par le canal du marché des changes parallèle².

2. Exportations

En 1980, la valeur des exportations en DTS a augmenté d'environ 6 %, contre près de 13 % en 1979 (tableau XVII de l'annexe). Les quatre cinquièmes environ de la croissance des exportations en 1980 ont été dus à la hausse des prix (tableau XVIII de l'annexe), car les augmentations du volume des exportations de certains produits de base ont été annulées par la baisse du volume de certaines autres catégories d'exportations³. En revanche, en 1981, les exportations devraient fléchir de plus de 9 %; les deux tiers de cette baisse devraient être imputables à une diminution des prix.

²On estime que les recettes au titre d'exportations non déclarées de diamants et de café et de paiements afférents à des transactions invisibles sont les principales sources qui alimentent ce marché en devises.

³L'indice général des prix à l'exportation repose sur les valeurs unitaires en DTS. Dans l'examen par produits ci-dessous, l'évolution des prix se réfère aux valeurs unitaires en dollars E.U.

A la suite principalement d'un redressement de la production, le volume des exportations de cuivre est passé de 383.600 tonnes en 1979 à 468.500 tonnes en 1980, la majeure partie de cette augmentation étant due à la GECAMINES. En outre, sous l'effet d'une hausse de 9 % des prix du cuivre, les recettes ont progressé d'un tiers, passant à 752 millions de DTS, soit 50 % du total des recettes d'exportation de 1980. En 1981, on estime que les recettes du cuivre fléchiront de 8 % en raison d'un affaiblissement des prix en dollars E.U. et d'une diminution du volume, qui devrait tomber à 448.500 tonnes. La baisse de volume est largement imputable aux difficultés de transport, en particulier sur les routes intérieures méridionales, bien que l'expansion des installations de traitement du cuivre ait entraîné une amélioration du taux de récupération du minerai, ce qui a permis d'accroître la production.

Le manque persistant de dynamisme des économies des pays industrialisés et le maintien par la SOZACOM, société de commercialisation, du prix de vente du cobalt à 25 dollars E.U. la livre jusqu'à la fin de 1980⁴ ont entraîné une diminution du volume des exportations, qui sont tombées de 10.500 tonnes en 1979 à 6.850 tonnes en 1980. Contribuant pour environ 60 % à la production mondiale de ce minerai stratégique, le Zaïre a été en mesure d'exercer une influence dominante sur les prix. Toutefois, les gonflements annuels des stocks déjà volumineux auxquels ont abouti des taux de production nettement supérieurs à celui des exportations⁵, ainsi que les difficultés générales de balance des paiements du Zaïre, ont incité de nombreux consommateurs de cobalt à prévoir des baisses de prix et à d'épuiser leurs stocks avant de passer de nouvelles commandes. Par conséquent, les recettes provenant des exportations de cobalt ont diminué de 34 % et sont tombées à 290 millions de DTS en 1980, réduisant ainsi la part du cobalt dans les exportations, qui a été ramenée de 31 % en 1979 à 19 % en 1980.

⁴Pendant la période 1973-77, le cours du cobalt a continué d'augmenter, passant de 2,70 dollars E.U. à 6,40 dollars E.U. la livre. Après l'invasion du Shaba en mai 1978 et en raison de maintes perturbations de l'approvisionnement sur le marché international, le Zaïre fut en mesure de majorer, à quatre reprises en 1978, le prix de la livre de cobalt, qui est passé à 8,50 dollars E.U. en mai à 12,50 dollars E.U. en juillet, à 18 dollars E.U. en septembre et à 20 dollars E.U. en octobre. En février 1979, une nouvelle augmentation a été annoncée, le prix de la livre de ce métal passant à 25 dollars E.U.

⁵Le cobalt est un sous-produit de la production de cuivre au Zaïre. En outre, le Zaïre est lié par un accord avec une entreprise belge, accord aux termes duquel les stocks de cobalt détenus à l'étranger sont préfinancés à raison de 35 % du prix de vente de la SOZACOM, ce qui permet au Zaïre se procurer des recettes même avant la vente finale. Toutefois, il est possible que l'intérêt versé sur ce préfinancement ainsi que les frais d'entreposage annulent les bénéfices dans le cas où les stocks sont importants et restent longtemps invendus. A la fin de 1980, les stocks de cobalt s'élevaient à environ 22.400 tonnes.

En 1981, les recettes des exportations de cobalt devraient accuser une nouvelle diminution de 22 % parce que, sous l'effet de plusieurs facteurs, le prix moyen de la livre de cobalt devrait tomber à 17 dollars E.U. Le 27 février 1981, la SOZACOM a ramené son prix à l'exportation de 25 dollars E.U. la livre à 20 dollars E.U. la livre, principalement en raison de l'atonie persistante de la demande étrangère et de la nécessité de ralentir les travaux de recherche pour trouver des produits de substitution. La SOZACOM a maintenu son nouveau prix de vente, mais, du fait notamment du raffermissement du dollar E.U. à partir d'avril 1981, la SOZACOM a été amenée à accorder des rabais de 10 à 20 % sur les contrats libellés en dollars E.U. Le 5 juin 1981, le Zaïre a convenu de vendre 5,2 millions de livres (près de 2.360 tonnes) de cobalt, à raison de 15 dollars E.U. la livre, sur une période de 12 mois à l'Office des services généraux des Etats-Unis à des fins de constitution de stocks⁶. Compte tenu de cette vente spéciale, le volume des exportations en 1981 devrait légèrement augmenter.

Le volume des exportations de zinc en 1979 et en 1980 a oscillé entre 29.600 tonnes et 31.500 tonnes, soit moins de la moitié de la capacité de production. Etant donné la rentabilité relativement faible d'une livre de zinc, une faible priorité est accordée à ce métal lorsque des goulets d'étranglement se forment dans le secteur des transports, en particulier les transports ferroviaires. En 1981, ces goulets d'étranglement ont quelque peu été atténués, en partie parce qu'une certaine quantité de minerai a été évacuée par camion jusqu'à Dar es-Salaam, ce qui a permis au volume des exportations d'augmenter nettement puisqu'il a atteint 80.000 tonnes. Si l'on tient compte d'une hausse des prix de 19 %, les recettes devraient plus que tripler et s'élever à 59 millions de DTS (4 % du total des exportations).

Le prix moyen de l'or et de l'argent a doublé en 1980. En ce qui concerne l'argent, l'augmentation s'est accompagnée d'un accroissement du volume des exportations attribuable à l'expansion de la production de cuivre et à la plus forte teneur en argent. Dans le cas de l'or, le volume a effectivement baissé, principalement en raison de l'irrégularité des livraisons de devises à KILO-MOTO pour l'achat d'équipement et de matériel⁷. En 1981, les prix moyens de ces deux métaux seront sensiblement inférieurs; mais, si la production d'argent en volume doit sensiblement diminuer, à la suite des efforts concertés déployés par la Banque du Zaïre pour maintenir les approvisionnements de KILO-MOTO, la production d'or devrait retrouver un niveau élevé.

⁶Aux termes du contrat, les Etats-Unis ont une option qui leur permet d'acheter 5 millions de livres de cobalt supplémentaires à un prix à négocier; cette option expire en janvier 1982.

⁷La production d'or de KILO-MOTO et de SOMINKI est achetée par la Banque du Zaïre en monnaie nationale à un prix équivalant à 90 % du cours d'ouverture sur le marché de l'or de Londres.

En 1980, les recettes des exportations de diamants (principalement de qualité industrielle) n'ont pratiquement pas varié par rapport à 1979, car la baisse des prix a été compensée par une augmentation du volume. Cette augmentation est en partie due au fait que, à partir du 1^{er} février 1980, un système de paiement direct en devises a remplacé le taux de change préférentiel appliqué aux diamants achetés aux petits producteurs⁸. En 1981, on prévoit une baisse de valeur de 19 % que l'on attribue à plusieurs facteurs. Compte tenu des tendances récessionnistes qui se manifestent dans les pays développés, les prix de diamants de qualité industrielle n'ont cessé de fléchir. En outre, le quasi-épuisement des dépôts alluviaux, qui sont plus faciles à exploiter que les gisements souterrains, a entraîné une diminution de la production. De surcroît, à compter du 2 avril 1981, le Zaïre a mis fin à l'accord de vente d'une durée de 14 ans qu'il avait négocié avec le groupe De Beers. Dans le passé, l'accord en question garantissait un débouché pour la production totale du Zaïre; toutefois, les autorités ont estimé que la commission de 20 % applicable aux ventes était excessive, et que la participation zaïroise au processus d'évaluation était insuffisante. Aux termes du nouvel accord, la SOZACOM détient le monopole de la vente des diamants du Zaïre et perçoit une commission de 4 % seulement. Depuis avril, les ventes aux enchères s'effectuent régulièrement et trois sociétés indépendantes (d'origine néerlandaise et britannique) ont participé à ces enchères.

Le volume des exportations de café est passé de 62.800 tonnes en 1979 à 74.100 tonnes en 1980, principalement à la suite du redressement de la production. Le fait que les autorités ont mis en place un dispositif en vertu duquel les exportateurs en général, en février 1980, et les exportateurs de café en particulier, en octobre 1980, pouvaient retenir une fraction des recettes d'exportation a également joué un rôle. Parce qu'il assurait aux exportateurs un accès immédiat à un certain montant en devises qui leur permettait de répondre à leurs besoins, ce dispositif a découragé le détournement d'exportations de café vers des voies clandestines, bien qu'on estime que ce trafic porte encore sur un volume important de la production de café. Les prix moyens étant restés pratiquement à leurs niveaux de 1979, l'augmentation en volume, en 1980, a abouti à une progression de 12 % des recettes d'exportation. En revanche, on prévoit pour 1981 une diminution de 30 % en valeur. Etant donné l'évolution défavorable du marché international, des ajustements en baisse du contingent de café du Zaïre dans le cadre de l'Accord international sur le café devraient aboutir à des exportations de café de seulement 61.700 tonnes, cette diminution du volume étant aggravée par une baisse des prix de 25 %.

Les exportations de pétrole brut, qui tendaient à baisser ces dernières années, ont encore diminué en 1980, leur volume fléchissant d'environ 1 million de barils et s'établissant à 6,5 millions de barils.

⁸Le taux préférentiel, appliqué depuis avril 1977, n'est pas parvenu à freiner les exportations clandestines, car il était maintenu à un niveau au-dessous de celui du taux en vigueur sur le marché des changes parallèle.

Toutefois, une forte hausse des prix a entraîné une augmentation des recettes (46 %), qui se sont élevées à 173 millions de DTS, soit l'équivalent de 12 % du total des exportations. En 1981, le total des recettes devrait encore s'accroître de 21 %, étant donné l'augmentation moyenne des prix.

Les exportations de caoutchouc ont progressé de 18 % en 1980 et ont atteint 15 millions de DTS, soit l'équivalent de près de 1 % du total des exportations. Cette amélioration s'explique par une augmentation du volume, due principalement à certains travaux de remise en état des plantations et à une faible hausse des prix. En 1981, on prévoit que leur valeur s'accroîtra de 8 %, car le nouvel accroissement du volume ne sera que partiellement neutralisé par un fléchissement des prix.

3. Importations

La croissance des importations, f.o.b., s'est accélérée : de 5 % en 1979, elle est passée à 8 % en 1980. Toutefois, les prix à l'importation ayant augmenté de 19 et de 16 %, respectivement, la valeur réelle des importations a en fait baissé ces deux années-là. En 1981, on prévoit un accroissement nominal de 2 %, ce qui suppose une réduction réelle, car la hausse des prix devrait être de 12 %. Dans leurs projections antérieures, les autorités misaient sur un accroissement de près de 4 % des importations réelles en 1981; mais, en raison des résultats décevants des exportations et du fait que d'importants versements au titre des nouveaux prêts ne se sont pas concrétisés, elles ont dû réviser en baisse leurs prévisions d'importations.

Les statistiques d'importation qui apparaissent dans la balance des paiements n'incluent pas le commerce clandestin qui s'effectue dans les vastes zones frontalières du Zaïre. En outre, elles excluent les importations financées sans recourir aux ressources en devises du système bancaire ("importations SAD") et que les déclarations d'importation ne couvrent pas. Pendant la période allant de mai 1980 à janvier 1981, les importations SAD pouvaient être dédouanées à condition seulement que soient acquittés les droits de douane auxquels la marchandise était assujettie. On ne dispose pas de données sur cette catégorie d'importations pendant cette période, mais l'augmentation de 7 %, intervenue en 1980, du tonnage global des importations passant par Matadi, principal port du Zaïre, peut donner une idée de leur importance, au même moment où les statistiques en matière de change laissaient supposer une baisse de volume.

Pour obtenir une source d'informations à jour sur les importations SAD et pour influencer leur composition, à compter de janvier 1981, les autorités ont rendu obligatoires les déclarations d'importation et ont publié une liste de produits, groupés en 199 catégories, admis à bénéficier de ce régime. Si l'on en juge par le recouvrement des droits de douane appliqués à ces importations, celles-ci ont sensiblement diminué au premier semestre de 1981. Compte tenu de cette évolution, en juin 1981, les autorités ont mis au point une nouvelle réglementation dont l'objet principal était d'autoriser l'importation de tous les produits

relevant de chaque catégorie, à l'exception d'un nombre limité de biens dont l'importation demeurerait interdite. L'incidence des importations SAD sur les résultats globaux à l'importation devrait être plus facilement perceptible lorsque les données sur les déclarations d'importation seront disponibles.

En juin 1981, en même temps qu'elles dévaluaient le zaïre de 40 % par rapport au DTS, les autorités ont annoncé l'allocation de 50 millions de dollars E.U. pour répondre aux besoins d'importation d'environ 200 entreprises. Ce montant a été réparti entre 15 catégories de produits - les denrées alimentaires, les produits pharmaceutiques et les transports en absorbant la majeure partie. Les entreprises bénéficiaires étaient tenus de remplir des déclarations d'importation et de verser la contre-valeur des importations en zaïres le 15 août, ce délai ayant été par la suite prorogé au 31 août. Elles ont reçu les devises le jour où elles ont effectué la déclaration et devaient les utiliser au plus tard le 30 septembre. Le 3 septembre, un montant d'environ 10 millions de dollars E.U. de l'allocation totale n'avait pas encore été utilisé, principalement en raison des difficultés auxquelles se heurtaient un certain nombre d'entreprises pour fournir la contrepartie nécessaire en zaïres.

Il est possible d'observer plusieurs tendances dans la composition des importations, c.a.f., comme l'indique le tableau XIX de l'annexe⁹. Au cours de la période 1978-80, la part des biens de consommation est tombée de 22 à 17 %, principalement sous l'effet d'une contraction des importations de denrées alimentaires. La part des matières premières et des biens intermédiaires a aussi baissé, quoique moins rapidement : de 25 %, elle est tombée à 22 %. En revanche, la proportion des importations d'énergie est passée de 9 à 17 %, tandis que celle des biens d'équipement s'est maintenue entre 13 et 15 %. La modification en février 1981 du système d'allocation des devises conservées par le système bancaire en faveur des importations de biens essentiels devrait aboutir à une nouvelle diminution de la part des biens de consommation et à une augmentation de la part des matières premières, des biens intermédiaires et des biens d'équipement. Etant donné l'augmentation continue des importations d'énergie au moment où les importations non pétrolières diminuaient en valeur absolue, la part des importations d'énergie devrait passer à 18 % en 1981.

4. Termes de l'échange et répartition géographique des échanges

Contrairement à ce qui s'est produit en 1979, année où les termes de l'échange du Zaïre se sont améliorés de 17 %, une dégradation de 9 % a été enregistrée en 1980 (tableau XVIII de l'annexe). Etant donné les prévisions commerciales présentées dans les deux sections précédentes, on prévoit que les termes de l'échange se détérioreront encore de 16 % en 1981.

⁹Il convient d'interpréter ce tableau avec une certaine prudence, car près d'un tiers des importations ne sont pas classées.

En raison de l'absence de statistiques douanières et de la couverture limitée des statistiques en matière de change, le tableau concernant la répartition géographique des échanges du Zaïre (tableau XX de l'annexe) repose sur les données de ses partenaires commerciaux. Pour ce qui est des exportations du Zaïre, les pays industrialisés en ont absorbé la majeure partie, au reste en légère baisse (61 % en 1980, contre 64 % en 1976). Près de la moitié de ces exportations ont été absorbées par la Belgique, la part respective des autres pays industrialisés ayant été inférieure à 10 % pendant la période 1976-80. La deuxième part la plus importante, également en baisse (qui est tombée de 28 % en 1976 à 24 % en 1980) est celle des pays d'Afrique, en particulier l'Angola et le Mozambique. Ces diminutions ont principalement joué en faveur de l'Inde, dont la part s'est régulièrement élargie, passant de 2 % en 1976 à 7 % en 1980. Du côté des importations, la part des pays industrialisés est tombée de 70 % en 1976 à 61 % en 1980, la Belgique représentant à peu près un quart de cette part pendant la période de cinq ans. Cette baisse est, semble-t-il, liée aux efforts déployés par les autorités zaïroises en vue de trouver des sources d'approvisionnement moins onéreuses, compte tenu des dévaluations successives depuis 1978. Le principal bénéficiaire de ces efforts a été le Brésil, dont la part est passée de moins 1 % en 1976-77 à 7 % en 1980. La part des pays africains est demeurée entre 18 et 21 %, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe arrivant en tête de ce groupe de pays. Les accords de commerce et de paiements avec l'Angola, qui sont entrés en vigueur en février 1980, semblent avoir eu un effet immédiat, car la part de l'Angola, après être demeurée à moins de 1 % en 1976-79, est passée à environ 4 % en 1980.

5. Services et transferts

Les recettes au titre des services ont enregistré une augmentation de 66 % en 1980, contre une baisse de 14 % en 1979. Ces fluctuations assez fortes sont principalement dues aux décalages chronologiques qui interviennent dans le rapatriement du revenu des investissements et des recettes provenant des autres services. Pour la même raison, ces recettes devraient, selon les projections, diminuer de 22 % en 1981. Les paiements au titre des services (y compris l'intérêt de la dette publique) ont augmenté de 15 % en 1980, contre 17 % l'année précédente, principalement en raison des augmentations des postes suivants : fret et assurance, autres transports et autres types de revenus d'investissements, étant donné que les dépenses consacrées aux voyages, les transactions publiques et les commissions perçues par le FMI n'ont pratiquement pas varié par rapport à leurs niveaux de 1979. En 1981, les paiements au titre des services, tels qu'ils sont définis au sens étroit ci-dessus, devraient s'accroître seulement de 5 %, essentiellement du fait du ralentissement de la croissance des importations, de l'incidence de la dévaluation de juin 1981 qui a freiné les dépenses privées consacrées aux transports et aux voyages et du durcissement de la réglementation relative aux paiements officiels.

Les transferts nets ont presque doublé et sont passés à 102 millions de DTS en 1980, en raison d'une diminution des transferts privés à l'étranger et d'une augmentation de 25 % des entrées au titre des transferts officiels. En 1981, on prévoit une baisse de 90 millions de DTS, puisque les transferts officiels nets se maintiendront pratiquement au même niveau, tandis que les transferts privés vers l'extérieur devraient retrouver à peu près leur niveau de 1979.

6. Capitaux non monétaires

Etant donné le niveau élevé des engagements de prêts extérieurs au moment de la flambée des prix des produits de base en 1973-74, les décaissements de capitaux publics se sont établis en moyenne à 446 millions de DTS par an pendant la période 1975-78. En revanche, en 1979, ils se sont élevés à seulement 154 millions de DTS. Une reprise a été enregistrée en 1980 où les décaissements se sont établis à 292 millions de DTS, dont près de 40 % ont été absorbés par le projet hydro-électrique d'Inga-Shaba. En 1981, on prévoit que les décaissements atteindront 210 millions de DTS, soit près de 80 millions de DTS de moins que les prévisions effectuées en milieu d'année, car certains prêts initialement prévus ne seront pas réalisés avant la fin de décembre.

Selon l'usage, l'intérêt et l'amortissement de la dette publique extérieure sont présentés "au-dessus de la ligne" dans le tableau consacré à la balance des paiements (tableau 14). Les paiements au titre du service de la dette, plus les versements de commissions et les rachats au titre de l'utilisation des ressources du Fonds, sont passés de 25 % des exportations de biens et de services non facteurs en 1979 à 33 % en 1980. Les paiements effectifs ont été nettement inférieurs en raison de l'accumulation d'arriérés en 1979 (quoique en diminution par rapport à 1978) et du réaménagement du calendrier de la dette qui est entré en vigueur en 1980. Le coefficient effectif du service de la dette, en 1979 et en 1980, a donc été de 12 et de 20 %, respectivement. Etant donné que le calendrier des paiements remboursables en 1981 devrait être réaménagé par les pays membres du Club de Paris et les autres créanciers du Zaïre, le coefficient du service de la dette devrait être ramené de 42 % avant ce réaménagement à 31 %.

L'accord négocié dans le cadre du Club de Paris en décembre 1979 contenait plusieurs éléments. Premièrement, les paiements dus au titre de la dette dont le calendrier avait été précédemment réaménagé, qui comprenaient les arriérés de juin 1979 plus les échéances exigibles de juillet à décembre 1979, d'un total de 54 millions de dollars E.U., seraient effectués comme suit : un tiers le 30 juin 1980 et les deux tiers le 31 janvier 1981¹⁰. Deuxièmement, le remboursement des arriérés au titre de la dette non réaménagée, d'un montant de 469 millions de dollars E.U. au 30 juin 1979, serait réaménagé comme suit : a) 2 % en 1980, 4 % en 1981, 6 % en 1982 et 8 % en 1983; et b) le reste (80 %) en 12 paiements semestriels égaux à compter de juin 1984. Troisièmement, les échéances de la dette non réaménagée, exigibles de juillet 1979 à décembre 1980, portant sur 494 millions de dollars E.U. seront réaménagées et payées comme suit : a) 10 % en quatre paiements annuels

¹⁰Comme le Club de Paris a pour principe de ne pas réaménager le calendrier d'une dette qui a déjà fait l'objet d'un réaménagement, il faut voir dans cet accord un moyen de différer les paiements au titre du service de la dette.

égaux pendant quatre années à compter de juin 1980; et b) le reste (90 %) en 12 paiements semestriels égaux à compter de juin 1984. Quatrièmement, un montant estimé à 240 millions de dollars E.U. d'arriérés commerciaux à court terme couverts par une assurance sera liquidé comme suit : 10 % en 1980, 15 % en 1981 et 25 % par an en 1982-84. Le taux des intérêts moratoires devait être fixé dans le cadre de négociations bilatérales avec chaque pays créancier concerné. La fin des négociations a été retardée et des divergences de vues se sont fait jour au sujet des taux d'intérêt convenus¹¹. On estime que, dans ces conditions, les autorités sont parvenues à consolider un montant d'arriérés d'environ 700 millions de DTS et à obtenir un allègement net d'environ 122 millions de DTS.

L'Accord de Londres négocié entre le Zaïre et un consortium de banques commerciales a été signé le 23 avril 1980 et est entré en vigueur le 6 mai 1980¹². Aux termes de cet accord, les banques commerciales participantes ont accepté de refinancer l'encours total du crédit octroyé au Zaïre, qui s'élevait à 402 millions de dollars E.U. au 21 janvier 1980; sur ce montant, 287,5 millions de dollars E.U. corresponaient à des arriérés. Les modalités du refinancement comprenaient une période de remboursement de 10 ans et un intérêt moratoire égal au taux LIBOR plus 1 7/8 % pendant les cinq premières années et au taux LIBOR plus 2 % par la suite. Le taux d'intérêt serait ajusté chaque semestre. Les autres conditions étaient les suivantes : a) 10 % des arriérés au 31 janvier 1980 seraient remboursés en mai 1980 (soit au total 28,8 millions de dollars E.U.); b) de nouveaux paiements représentant 14 % du principal en retard de versement remboursables en quatre versements annuels : 5 % en mai 1981 et 3 % en avril de 1982, 1983 et 1984, respectivement; et c) le reste des arriérés plus la totalité du principal qui n'est pas encore arrivé à échéance seraient amortis en 11 versements semestriels égaux à compter de juin 1985. Si elles n'ont pas pu obtenir un allègement net positif à l'occasion de ce refinancement, les autorités étaient du moins parvenues à organiser le remboursement des arriérés de façon rationnelle.

La Banque du Zaïre est en train de négocier le réaménagement du calendrier de la dette au titre de prêts bancaires non syndiqués et de la dette commerciale non assurée dans des conditions analogues à celles de l'Accord de Londres. Ces négociations ont subi des retards étant donné le grand nombre des créanciers concernés.

¹¹Les dates et les taux sont les suivants : Belgique (février 1980, 9 % pour les prêts en deutsche mark, 11 % pour les prêts en francs belges); France (juillet 1980, 7,5 % pour la dette à long terme; janvier 1981, 7,85 % pour la dette à court terme); Etats-Unis (juillet 1980, taux moyen pondéré de 7,73 %); Suisse (juillet 1980, 6 %); Autriche (novembre 1980, 8 %); Abou Dhabi (février 1981, 5 %); et Japon (août 1981, 8 %).

¹²Les négociations concernant cet accord se sont ouvertes en même temps que les négociations dans le cadre du Club de Paris en 1976, mais elles n'ont pas abouti. Elles ont repris juste avant le début des discussions avec le Club de Paris en 1979.

Le Club de Paris, qui s'est réuni en juillet 1981, a décidé que la période de consolidation s'étendrait du 1^{er} janvier 1981 au 31 décembre 1982 et que 90 % du principal et des intérêts qui n'avaient pas été payés seraient remboursés en 12 versements semestriels égaux à compter du 31 décembre 1985 pour les échéances de 1981 et à compter du 31 décembre 1986 pour les échéances de 1982, c'est-à-dire sur une période de 10 ans, dont 4 années de différé d'amortissement. Le reliquat (10 %) serait payé en quatre versements annuels égaux, dont les derniers auraient lieu le 30 juin 1984 et le 30 juin 1985, respectivement. En outre, le versement d'un montant d'environ 85 millions de dollars E.U. correspondant au service de la dette d'emprunts officiels dont le calendrier des remboursements avait déjà été réaménagé par le Club de Paris en 1979 et qui arrivait à échéance en 1981 serait différé; un tiers serait remboursable le 31 mars 1982, les deux autres tiers un an plus tard. A la suite de ce réaménagement, les paiements au titre du service de la dette (crédits du Fonds non compris) diminueraient de 331 millions de dollars E.U. (dont un montant de 209 millions de dollars E.U. correspond au remboursement du principal) et seront ramenés à 370 millions de dollars E.U. en 1981¹³ (tableaux XXI et XXII de l'annexe).

En ce qui concerne les flux de capitaux privés, la pratique qui consiste à ne comptabiliser que les transactions qui ont pour contrepartie des flux financiers dans le système bancaire a abouti à une sous-estimation très nette des entrées et des sorties. Par exemple, les investissements directs privés sous forme d'équipement ne peuvent pas être recensés au moyen de cette procédure tant que les paiements au titre des services n'ont pas commencé. Et, si ces paiements sont recensés lorsqu'ils sont effectués, l'entrée correspondante est seulement connue plusieurs années après coup. Etant donné ces difficultés et d'autres encore, les flux de capitaux privés et les erreurs et omissions sont groupés sur une seule ligne dans la balance des paiements. Le montant inscrit sur cette ligne a été élevé et négatif, ces dernières années, bien qu'on prévoie une baisse prononcée en 1981. On estime que cette baisse proviendra principalement d'un durcissement des mesures de contrôle des factures commerciales et d'une diminution des paiements privés en dehors du système bancaire du fait de la dépréciation du zaïre.

7. Sources de financement

En 1980, le Zaïre a non seulement consolidé un montant substantiel des arriérés en cours, mais aussi obtenu un allègement total net de la dette de l'ordre de 146 millions de DTS, alors que l'accumulation nette des arriérés s'établissait à 168 millions de DTS en 1979. Les autres sources de financement de la balance des paiements en 1980 ont été une

¹³Les paiements comparables au titre du service de la dette pour 1982 diminueront de 170 millions de dollars E.U. et tomberont à 493 millions de dollars E.U. Cette diminution est en grande partie due au fait qu'aucune disposition analogue ne prévoyait de différer les paiements au titre du service de la dette dont le calendrier avait été préalablement réaménagé.

aide d'urgence fournie par les pays participants à la troisième conférence de Bruxelles (environ 58 millions de DTS) et des versements nets du Fonds (13 millions de DTS); en 1979, cette aide d'urgence s'est élevée à 51 millions de DTS et les rachats nets au Fonds se sont établis à environ 11 millions de DTS. En 1980, les réserves internationales nettes ont augmenté d'environ 25 % et sont passées à 122 millions de DTS, en grande partie du fait des achats d'or produit dans le pays effectués par la Banque du Zaïre.

En 1981, on prévoit que l'allègement net de la dette atteindra 345 millions de DTS, en raison principalement du réaménagement du calendrier de la dette dans le cadre du Club de Paris en 1981. D'autres réaménagements portant sur des dettes moins importantes devraient aboutir à une réduction de 60 millions de DTS des arriérés enregistrés à la Banque du Zaïre, en plus d'une diminution de 40 millions de DTS sous forme de paiements en espèces. Les autres sources de financement sont l'aide d'urgence (54 millions de DTS), les achats nets au Fonds (191 millions de DTS) et une diminution des autres réserves nettes (10 millions de DTS).

8. Dettes extérieures

Selon des données provisoires, l'encours de la dette publique extérieure et de la dette garantie par l'Etat (y compris les concours du Fonds) a augmenté de 12 % en 1980, atteignant 4,5 milliards de dollars E.U. à la fin de cette année-là, contre 5 % en 1979¹⁴ (tableaux XXI et XXIII de l'annexe). Ces taux de croissance représentent un ralentissement substantiel par rapport aux trois années précédentes, où l'accroissement annuel moyen était de 28 %.

Les données pour 1980 sur la distribution de la dette extérieure par type de bailleurs de fonds ne sont pas encore disponibles et il n'est donc pas possible d'établir une comparaison avec les années précédentes. Toutefois, il est probable qu'il n'y a pas eu de changement profond par rapport à 1979. Pendant la période 1975-79, plusieurs tendances notables se sont dégagées. La part des institutions financières est tombée de 45 à 39 %, bien que celles-ci demeurent le principal groupe de bailleurs de fonds. La part des crédits-fournisseurs est aussi tombée de 23 à 15 %. Ces baisses s'expliquent par la répugnance des bailleurs de fonds concernés à consentir de nouveaux prêts au Zaïre. En revanche, la part des prêts bilatéraux a augmenté, passant de 22 à 30 %, tandis que celle des prêts multilatéraux a augmenté de 6 points de pourcentage, atteignant 10 %. En ce qui concerne les concours du Fonds, leur part est passée de 5 % en 1975 à 8 % en 1976 et 1977, mais elle a été ramenée à 6 % en 1979 et à 5 % en 1980. .

¹⁴Si l'on exclut les concours du Fonds, le taux de croissance a été le même en 1979, mais il a atteint 13 % en 1980.

En 1980, la situation en ce qui concerne les engagements de la dette extérieure s'est détériorée dans tous les domaines (tableau XXIV de l'annexe). Le montant des engagements a diminué de 19 %, ce qui a réduit de 3 points de pourcentage le ratio engagements/encours total de la dette, le ramenant à 7,5 %. En outre, le taux d'intérêt moyen s'est accru de 1 point de pourcentage et est passé à 6,4 %, l'échéance moyenne a été ramenée de 21 ans à 18 ans, le différé d'amortissement moyen de 6,4 années à 4,4 années, et l'élément de libéralité (sur la base d'un taux d'escompte de 10 %) a diminué de 3,5 points de pourcentage et s'est établi à 28,5 %.

Dans le cadre de ses programmes d'ajustement pour 1979-80 et 1981-83, qui ont bénéficié de l'appui des ressources du Fonds, le Zaïre a entrepris de limiter ces nouveaux engagements au titre de la dette extérieure à des échéances comprises entre 1 et 5 ans et 1 et 12 ans et de réduire de montants spécifiques le volume net des arriérés en cours au titre des paiements extérieurs enregistrés à la Banque du Zaïre. Le total des nouveaux engagements au titre de la dette en 1979 a atteint 93 millions de DTS en ce qui concerne les échéances de 1 à 12 ans et égal à zéro pour ce qui est des échéances de 1 à 5 ans, contre des plafonds fixés à 100 et 40 millions de DTS, respectivement. En 1980, ces engagements sont passés à 72 millions de DTS pour les échéances allant de 1 à 12 ans et ont été égaux à zéro en ce qui concerne les échéances de 1 à 5 ans, par rapport à des plafonds analogues à ceux de 1979. En 1981, les plafonds étaient de 200 millions de DTS pour les échéances allant de 1 à 12 ans et de 40 millions de DTS pour les échéances allant de 1 à 5 ans. A la fin de juin 1981, aucun engagement n'avait été pris. En ce qui concerne la réduction minimum nette des arriérés au moyen de paiements en espèces, le Zaïre a effectué des paiements d'un montant de 50 millions de DTS en 1980, par rapport à un plancher de 40 millions de DTS. Le plancher applicable à 1981 est aussi de 40 millions et, à la fin de juin, le Zaïre était parvenu à effectuer la réduction globale nécessaire de 20 millions de DTS. Ces réductions, associées aux réaménagements du calendrier de la dette, ont entraîné une diminution de l'encours total des arriérés, qui sont tombés de 1.118 millions de DTS à la fin de 1979 à 417,5 millions de DTS à la fin de 1980 et à 397,5 millions de DTS à la fin de juin 1981 (tableau XXV de l'annexe).

Tableau 14. Zaïre - Etat sommaire de la balance des paiements, 1978-81

(Millions de DTS)¹

	1978	1979	1980 ²	1981 ³
Balance commerciale	440	563	578	415
Exportations	1.258	1.420	1.501	1.360
Importations	-818	-857	-923	-945
Pétrole	(-58)	(-116)	(-161)	(-200)
Autres importations	(-760)	(-741)	(-762)	(-745)
Solde des services	-537	-604	-680	-867
Recettes	72	62	103	80
Dépenses	-609	-666	-783	-947
Fret et assurances	(-138)	(-163)	(-196)	(-207)
Transports, autres dépenses	(-56)	(-36)	(-52)	(-46)
Voyages	(-30)	(-31)	(-29)	(-30)
Commissions du FMI	(-12)	(-12)	(-11)	(-17)
Intérêts sur la dette publique ⁴	(-147)	(-126)	(-163)	(-295)
Autres revenus d'investissements	(-31)	(-51)	(-76)	(-82)
Administrations publiques, n.c.a.	(-87)	(-103)	(-99)	(-100)
Autres services	(-108)	(-144)	(-157)	(-170)
Transferts sans contrepartie	31	52	102	90
Privés	-83	-75	-58	-70
Publics	114	127	160	160
Excédent ou déficit (-) courant	-66	11	--	-362
Capitaux publics	98	-38	18	-100
Décaissements	386	154	292	210
Projetés	(386)	(154)	(292)	(190)
Nouveaux prêts	--	--	--	(20)
Amortissement ⁴	-288	-192	-274	-310
Capitaux privés et erreurs et omissions	-295	-171	-214	-54
Allocations de DTS	--	16	16	16
Déficit global (-)	-263	-182	-180	-500
Financement	263	182	180	500
Arriérés de paiement (diminution -)	278	168	-1.050	-100
Dont : paiement en espèces	(-46)	(-20)	(-50)	(-40)
Réaménagement de la dette	--	--	1.196	345
Aide d'urgence	45	51	58	54
Crédit net du Fonds	-10	-11	13	191
Achats	--	(20)	(78)	(295)
Rachats	(-10)	(-31)	(-65)	(-104)
Autres mouvements de réserves, nets (augmentation -)	-50	-37	-37	10
Profits tirés des ventes d'or	--	11	--	--
Pour mémoire :				
Service effectif de la dette ⁵	157	150	291	360
Ratio service effectif de la dette/ exportations de biens et de services non facteurs (en pourcentage)	12,0	10,2	18,4	25,2

Sources : données communiquées par les autorités zaïroises; estimations des services du Fonds.

¹Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres indiqués, ceux-ci ayant été arrondis.²Données provisoires.³Projections établies à partir des renseignements disponibles à la fin d'août 1981.⁴Dû avant le réaménagement du calendrier de la dette.⁵Intérêts et amortissement dus avant le réaménagement du calendrier de la dette plus réduction des arriérés (ou moins accumulation d'arriérés), moins montants dus au titre du service qui ont fait l'objet d'un réaménagement. Comprend la réduction des arriérés au moyen de paiements en espèces, mais pas les commissions du Fonds ni les rachats.

VII. Evolution du régime des changes et du commerce

Depuis les dernières consultations, qui couvraient la période qui s'est achevée en 1978, de nombreux changements sont intervenus dans le régime des changes et du commerce du Zaïre. Les changements les plus importants sont décrits dans la présente section sous leur rubrique respective. Une liste chronologique ainsi qu'une description du régime des changes et du commerce en vigueur au 30 septembre 1981 sont présentées à l'annexe I.

1. Dispositions de change

Contrairement à ce qui s'est produit au dernier trimestre de 1978, période où les autorités ont procédé à trois dévaluations relativement faibles qui se sont élevées au total à 24 % par rapport au DTS, les dévaluations suivantes ont été beaucoup plus importantes et ont été effectuées à des intervalles moins rapprochés. En 1979, une dévaluation de 34 % a été effectuée en janvier et de 25 % en août. Par la suite, les autorités zaïroises ont procédé à des dévaluations de 30 % en février 1980 et de 40 % en juin 1981, ce qui a abouti à un taux de change de 1 zaïre = 0,1575 DTS. Le taux de change préférentiel appliqué aux exportations de diamants des petits producteurs, entré en vigueur en avril 1977, a été aboli en février 1980¹⁵.

Les dévaluations du zaïre ont atténué la tendance du zaïre à s'apprécier en valeur réelle effective, étant donné les taux d'inflation intérieurs nettement supérieurs à ceux de ses partenaires commerciaux. Sur la base des chiffres annuels moyens, le zaïre s'est apprécié de 43 % en valeur réelle effective en 1978, mais il s'est déprécié de 18 % en 1979 (tableau XXVII de l'annexe). En 1980, la forte baisse du taux d'inflation a complété l'incidence de la seule dévaluation intervenue cette année-là et le zaïre s'est donc encore déprécié en valeur réelle effective de 21 %. Si l'on fait la moyenne des six premiers mois de 1981 par rapport à la période correspondante de 1980, le zaïre s'est apprécié en valeur réelle effective de 12 %. Toutefois, la dévaluation intervenue au milieu de 1981 a causé une dépréciation de la valeur réelle effective du zaïre à la fin de juillet 1981, la ramenant à un niveau voisin de celui de la fin de 1976.

2. Monnaie de règlement

Pour faciliter la mise en oeuvre de l'accord monétaire de juin 1978 négocié entre les membres de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (Burundi, Rwanda et Zaïre), le franc Burundi et le franc rwandais ont été ajoutés en juillet 1979 à la liste des 15 monnaies cotées quotidiennement par la Banque du Zaïre. Ultérieurement, en

¹⁵Ce taux était initialement fixé à 1 zaïre = 0,548 dollar E.U. Le taux du dollar E.U. en zaïres a augmenté à trois reprises, passant successivement de 0,455 dollar E.U. pour 1 zaïre, en août 1977, à 0,342 dollar E.U. en janvier 1978, à 0,278 dollar E.U. en août 1978 et, enfin, à 0,222 dollar E.U. en février 1979.

juin 1981, la liste s'est allongée : le shilling du Kenya, la peseta espagnole et le yen y ont été inclus. Ces mesures ont porté à 20 le nombre des monnaies dans lesquelles les banques commerciales peuvent ouvrir des comptes à vue avec des correspondants à l'étranger ou des comptes de résidents et de non-résidents conformément à la réglementation en vigueur et peuvent recevoir ou effectuer des paiements au titre des transactions étrangères autorisées.

3. Comptes de non-résidents

Aucune mesure importante n'a été prise en ce qui concerne cette rubrique pendant la période considérée.

4. Importations et paiements des importations

Le système de coefficients de préaffectation établi par la circulaire n° 156 de juillet 1978 a subi plusieurs modifications. Initialement, les recettes d'exportation conservées par chaque banque commerciale (c'est-à-dire environ 70 % du total) devaient être allouées comme suit : 33 % pour certains biens de consommation et produits pharmaceutiques¹⁶; 35 % pour les importations de matières premières, de biens intermédiaires, de pièces détachées et de véhicules utilitaires; 25 % pour les invisibles; 5 % pour les importations d'articles non prioritaires; et 2 % pour les importations d'énergie. En septembre 1979, cette marge de 2 % a été libérée et peut servir à accroître l'un quelconque des autres coefficients. En février 1981, le système a été profondément modifié. Si la part des matières premières, des biens intermédiaires et de certains produits finis est passée de 35 à 45 %, celle des biens de consommation essentiels et des produits pharmaceutiques a été ramenée de 33 à 30 %; la proportion affectée aux paiements invisibles¹⁷ s'est maintenue à 25 %, mais les parts des biens non prioritaires et la marge illimitée, préalablement de 5 et 2 %, respectivement, ont été abolies.

Pour accroître l'approvisionnement des biens importés sur le marché intérieur, l'Office des douanes et accises a été autorisé en mai 1980 à dédouaner les importations financées sans achat de devises auprès du système bancaire ("importations SAD"), même en l'absence d'une déclaration d'importation, à condition que les importateurs aient acquitté le montant dû au titre des droits de douane. Pour être en mesure d'influencer la composition des importations SAD et d'obtenir une source

¹⁶Viande de boeuf, déchets comestibles et abats (boyaux, vessies et tripes), préparations de poisson (salé, séché ou fumé), lait, sardines, pilchards, concentré de tomate, lait en poudre pour nourrissons, sel, poisson de mer frais, corned beef, riz, maïs, sucre et produits pharmaceutiques (cosmétiques exclus).

¹⁷Paiements invisibles irréductibles résultant de contrats, de conventions ou d'autorisations (transferts des expatriés, paiements d'intérêts sur des prêts dont la transférabilité est garantie par la Banque du Zaïre, location d'ordinateurs, dépenses consacrées aux voyages et autres paiements autorisés au titre des services).

adéquate de renseignements statistiques, en janvier 1981, la Banque du Zaïre a publié une liste de produits, groupés en 199 catégories, admis à bénéficier du régime SAD et a obligé les importateurs à remettre une déclaration d'importation qui, avant même l'embarquement de la marchandise, devait être examinée par l'Office zaïrois de contrôle (OZAC). Les importations de produits à usage personnel évaluées à 500 DTS f.o.b. ou moins ont été exonérées de la déclaration d'importation et des mesures de contrôle préalables à l'embarquement de la marchandise; les importations dont le montant est évalué entre 501 et 2.500 DTS ont été uniquement dispensées des mesures de contrôle préalables à l'embarquement. Une taxe de contrôle des changes de 0,3 % a été imposée et les importations qui sont acheminées par voie aérienne doivent recevoir l'accord préalable de la Banque du Zaïre.

La réglementation relative aux importations SAD a été assouplie en juin 1981. Alors qu'auparavant les produits spécifiques qui pouvaient être importés dans chaque catégorie étaient énumérés, en vertu de la nouvelle réglementation, tous les produits appartenant à chaque catégorie peuvent être importés à l'exception de ceux dont l'importation est rigoureusement interdite (notamment le café, le thé, le pyrèthre, le ciment portland, les explosifs, les allumettes, le matériel téléphonique, les walkie-talkies, toutes armes et munitions, les appareils à son, les jeux de casino ou de salon et les produits qui constituent des outrages publics aux bonnes moeurs). En outre, les importations suivantes ont été dispensées de la déclaration d'importation : a) les dons aux organisations philanthropiques reconnues comme telles; b) les échantillons commerciaux sans valeur; c) les importations destinées aux missions diplomatiques; d) les importations destinées aux sociétés de transport étrangères représentées au Zaïre; e) les biens à usage personnel ou les biens qui sont revendus, dont le montant a été évalué à 2.500 DTS ou moins; f) les équipements utilisés pour les déménagements; g) les bagages et les objets personnels des voyageurs. Chaque expédition qui doit faire l'objet d'une déclaration d'importation doit être conforme à la réglementation maritime de l'OZAC; sinon, l'importateur est frappée d'une amende en devises dont le montant s'élève à 40 % de la valeur f.o.b. de la marchandise. Les importations dont le transport aérien est assuré par une compagnie autre qu'Air Zaïre doivent être préalablement approuvées par la Banque du Zaïre. Auparavant, l'expédition de la marchandise devait s'effectuer six mois après la déclaration d'importation, mais ce délai a été prorogé de trois mois.

5. Paiements afférents à des transactions invisibles

La réglementation concernant les conditions dans lesquelles les résidents de nationalité zaïroise se rendant à l'étranger peuvent utiliser des zaïres pour acheter leurs billets a été publiée en janvier 1979. En bref, selon cette réglementation, les résidents de nationalité zaïroise doivent obtenir une autorisation si leurs voyages s'effectuent pour le compte d'une société autre qu'une société zaïroise. Les résidents étrangers au Zaïre, qui exercent des activités précises, sont autorisés une fois par an à acheter un billet aller-retour direct pour se rendre dans leur pays d'origine. En août 1979, les autres résidents étrangers au Zaïre ont obtenu le même privilège à condition qu'ils achètent leurs billets à une compagnie zaïroise.

Le transfert à l'étranger de salaires de travailleurs étrangers pour l'année 1979 a été limité, en février 1979, au niveau autorisé en 1978. Les montants autorisés ultérieurement en mars 1980 et en avril 1981 au titre de 1980 et 1981 ont été maintenus aux mêmes niveaux. Chaque année, la Banque du Zaïre fixe le montant des salaires que les ressortissants étrangers nouvellement employés au Zaïre peuvent transférer. En ce qui concerne l'allocation pour frais de soins médicaux encourus à l'étranger par des travailleurs zaïrois, la Banque du Zaïre a annoncé en août 1979 que cette allocation pouvait être octroyée à n'importe quel moment de l'année et non plus seulement en mars et en septembre.

En juillet 1979, la Banque du Zaïre a annoncé que le transfert à l'étranger du revenu locatif des non-résidents devait être soumis à l'autorisation préalable de la Banque.

6. Exportations et recettes d'exportation

Afin de centraliser les réserves en devises du Zaïre, en juillet 1979, la Banque du Zaïre a donné des instructions à la SOZACOM et à la SOZAREX pour que celles-ci rapatrient et cèdent à la Banque du Zaïre les deux tiers de leurs recettes en devises dès qu'elles en ont possession. En outre, à compter de juillet 1980, la Banque du Zaïre et la GECAMINES ont signé un protocole d'accord aux termes duquel la GECAMINES doit céder la totalité de ses recettes d'exportation ainsi que tout fonds de roulement dont le montant dépasse 800 millions de francs belges. Les besoins de devises de la GECAMINES devaient être couverts sur une base mensuelle. Toutefois, étant donné les difficultés auxquelles se heurte la mise en oeuvre de cet accord, les autorités l'ont annulé en novembre 1980. Elles ont alors rétabli l'ancien système en vertu duquel 10 % des recettes d'exportation sont directement versées au compte de la Banque du Zaïre auprès de la Federal Reserve Bank of New York et le reste est réparti entre la Banque du Zaïre et la GECAMINES.

En février 1980, les exportateurs-producteurs ont reçu l'autorisation de conserver jusqu'à concurrence de 15 % de leurs recettes d'exportation sur leurs comptes en devises à vue et ne portant pas intérêt dans des banques agréées. Ces comptes ne pouvaient être débités qu'au titre de transactions spécifiées. Comme 30 % des recettes d'exportation continuent d'être cédées à la Banque du Zaïre, la part cédée aux banques commerciales est donc tombée de 70 à 55 %. En octobre 1980, les autorités ont établi un système spécial permettant aux exportateurs de café de conserver une fraction de leurs recettes d'exportation : la fraction qui peut être retenue est de 20 % lorsque les planteurs de café qui conditionnent le café l'exportent eux-mêmes, de 15 % lorsqu'il s'agit de fabricants-exportateurs et de 10 % dans le cas de simples exportateurs.

Les autorités appliquaient précédemment une autre réglementation en ce qui concerne le secteur du café. A partir de juillet 1979, les exportateurs agréés ont été tenus d'exporter au moins 500 tonnes de café par campagne, de fournir la preuve du rapatriement intégral des recettes d'exportation et de présenter une attestation du paiement de la taxe.

Le mois suivant, le délai maximum autorisé entre la signature des contrats d'exportation de café et la présentation de la déclaration d'exportation correspondante a été ramené de 15 à 7 jours. En même temps, les banques ont été autorisées à enregistrer les déclarations d'exportation de café et de tout autre produit assujetti à des prix minima à l'exportation sans autorisation préalable de la Banque du Zaïre.

7. Recettes au titre de transactions invisibles

En mars 1979, la Banque du Zaïre a autorisé l'utilisation des recettes afférentes à des transactions invisibles pour des importations de biens prioritaires et des paiements de biens non prioritaires, comme elle l'autorisait précédemment. En février 1981, les banques commerciales ont reçu pour instructions a) de céder à la Banque du Zaïre les recettes afférentes à des transactions invisibles; ou b) de les utiliser pour accroître les coefficients applicables aux recettes d'exportation, financer l'importation d'un certain nombre de catégories de produits spécifiés, financer l'importation d'autres produits qui requiert l'approbation préalable de la Banque du Zaïre, ou financer l'importation de biens payables par transferts directs dont l'autorisation remonte à une date antérieure au 1^{er} septembre 1978.

8. Capitaux

En février 1980, les banques commerciales ont dû se soumettre à l'obligation d'investir 80 % de leurs avoirs en devises sous forme d'instruments portant intérêt et assortis d'échéances inférieures à un an.

9. Or

Aucune modification n'a été apportée à cette rubrique.

10. Accords de commerce et de paiements

En juillet 1979, la Banque du Zaïre a publié la réglementation portant application de l'accord monétaire de juin 1978 et de l'accord de coopération commerciale et douanière conclu en septembre 1978 entre les membres de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (Burundi, Rwanda et Zaïre). A compter d'août 1979, le commerce de produits spécifiés entre le Zaïre et les deux autres pays ne sera plus subordonné à des déclarations d'importation et d'exportation et à la délivrance de licences. En outre, les règlements s'effectueront au moyen de comptes convertibles en monnaie nationale entre les banques commerciales du Zaïre et leurs correspondants dans les pays parties à l'accord. Les soldes de fin de mois de ces comptes seraient réglés auprès de la Banque du Zaïre, qui, à son tour, réglerait en monnaie convertible tout solde qui pourrait apparaître en fin de trimestre en faveur de la banque centrale du Burundi et du Rwanda. En mars 1979, le Zaïre, le Burundi et le Rwanda ont renouvelé et apporté certains amendements à l'accord monétaire de juin 1978. Le nouvel accord comprenait quatre amendements. Premièrement, à des fins de comptabilité, les stocks de monnaie des partenaires détenus dans chaque banque centrale devaient rester la

propriété de la banque centrale émettrice. De cette façon, les variations de taux de change ne donneraient pas lieu à des ajustements compensatoires de ces stocks. Deuxièmement, un calendrier précis de règlements trimestriels a été fixé. Troisièmement, un pays créateur donné serait autorisé à spécifier la monnaie convertible à utiliser pour liquider un solde. Enfin, les procédures d'arbitrage de tout conflit lié au fonctionnement de ces accords ont été arrêtées.

Les accords en matière de commerce et de paiements, signés entre l'Angola et le Zaïre en octobre 1978 et en décembre 1979, respectivement, sont entrés en vigueur en février 1980. Les transactions concernant des importations et exportations spécifiées et les paiements autorisés afférents à des transactions invisibles seront effectuées au moyen de comptes spéciaux en dollars E.U. ouverts dans les banques commerciales des deux pays. Les soldes de fin de mois de ces comptes devront être liquidés auprès de la banque centrale du pays concerné. A la fin de chaque trimestre, les banques centrales parties à l'accord régleront entre elles tout solde d'un montant supérieur à 500.000 dollars E.U.

Zaïre - Régime des changes et du commerce

(Situation au 30 septembre 1981)

1. Régime des changes

La monnaie du Zaïre est le zaïre, qui, depuis le 12 mars 1978, est rattaché au DTS. Le 19 juin 1981, le taux du zaïre a été fixé à 0,1575 DTS. Les taux médians des 20 monnaies dans lesquelles les banques agréées peuvent effectuer des opérations¹ sont fixés chaque jour par la Banque du Zaïre (la banque centrale) sur la base du taux du DTS. Le 30 septembre 1981, le taux médian du dollar E.U. était de 5,542 zaïres. Les opérations de change à terme sont interdites. En dehors de la commission perçue, l'achat et la vente de devises sont assujettis à un droit au titre du contrôle des changes.

2. Organisation administrative du contrôle des changes

La Banque du Zaïre est autorisée à réglementer l'ensemble du commerce et des paiements extérieurs. En particulier, elle a le pouvoir discrétionnaire d'autoriser des résidents à détenir des avoirs en devises et à les utiliser pour certains paiements de biens et services. L'Office de gestion de la dette publique (OGEDEP), qui relève du Département des finances, est chargé de la gestion et du service de la dette publique extérieure et garantie par l'Etat; il conseille aussi le Conseil exécutif à propos des garanties accordées par l'Etat aux emprunts contractés par les entreprises publiques, semi-publiques et privées. En principe, l'Etat ne peut ni contracter ni garantir de nouveaux emprunts extérieurs sans l'avis préalable de l'OGEDEP et de la Banque du Zaïre.

3. Monnaie de règlement

Les paiements des non-résidents doivent être effectués en l'une des monnaies figurant sur la liste des monnaies convertibles cotées quotidiennement par la Banque du Zaïre. L'utilisation d'autres monnaies nécessite une autorisation spéciale, accordée seulement pour celles qui peuvent être échangées librement sans décote. A l'exception des fonds de roulement, tous les montants reçus doivent être convertis en monnaie convertible. Les paiements aux non-résidents doivent être effectués en l'une des monnaies figurant sur la liste des monnaies convertibles. Toutefois, certains règlements avec l'Angola, le Burundi et le Rwanda sont effectués au moyen de comptes spéciaux, qui ont été ouverts en vertu d'accords conclus entre la Banque du Zaïre et les banques centrales des pays en question. Les comptes spéciaux sont soldés chaque trimestre en monnaies convertibles.

¹Couronne danoise, couronne norvégienne, couronne suédoise, deutsche mark, dollar canadien, dollar E.U., escudo portugais, florin néerlandais, franc belge, franc Burundi, franc CFA, franc français, franc rwandais, franc suisse, lire italienne, livre sterling, peseta espagnole, shilling autrichien, shilling du Kenya et yen japonais.

4. Comptes de non-résidents

Il existe trois catégories de comptes de non-résidents : les comptes en zaïres, les comptes en devises et les comptes convertibles en zaïres.

En général, les comptes de non-résidents en zaïres ne peuvent être débités qu'avec l'autorisation de la Banque du Zaïre. Lorsqu'ils sont ouverts par des missions diplomatiques ou des organismes internationaux établis au Zaïre, ils peuvent être débités librement, mais ne peuvent être crédités que du produit des ventes de devises et des versements effectués par l'Etat.

Les comptes de non-résidents en devises peuvent être crédités librement; ils peuvent être débités librement dans le cas des opérations suivantes : transferts à des comptes ouverts à l'étranger, à des comptes convertibles en zaïres détenus par des résidents ou à des comptes de non-résidents en devises; ventes de devises; ventes de devises contre des zaïres. Les Zaïrois non résidents doivent obtenir une autorisation spéciale de la Banque du Zaïre pour ouvrir ce genre de comptes auprès des banques agréées; les étrangers non résidents peuvent les ouvrir librement.

Les comptes convertibles en zaïres peuvent être crédités de tout montant résultant de la conversion de monnaies étrangères au cours officiel, de virements provenant d'un autre compte convertible en zaïres ou de paiements autorisés par des résidents à des non-résidents; ils peuvent être librement débités pour des conversions en devises ou des paiements en zaïres. Ces comptes peuvent être ouverts par des résidents ou des non-résidents, mais ne peuvent pas être crédités de paiements afférents à des exportations de biens ou de services, à l'exception d'articles spécifiés exportés au Burundi et au Rwanda, et des achats de devises aux touristes en provenance de ces pays.

5. Importations et paiements des importations

Les importations sont assujetties à un système de coefficients de préaffectation, qui limite à 30 % de ses recettes d'exportation non rétrocedées le montant affecté par chaque banque à l'importation d'articles de consommation et de produits pharmaceutiques spécifiés. Les autres coefficients appliqués sont : 45 % pour les matières premières, les biens intermédiaires, les produits chimiques, les pièces détachées et les véhicules utilitaires et 25 % pour les invisibles. En ce qui concerne les recettes tirées des invisibles, les banques commerciales peuvent a) les rétroceder à la Banque du Zaïre; b) les utiliser pour accroître les coefficients susmentionnés ou pour financer les importations d'un certain nombre de catégories spécifiques de produits, d'autres importations nécessitant l'approbation préalable de la Banque du Zaïre ou des importations de marchandises payables par transferts directs dont l'autorisation a été donnée avant le 1^{er} septembre 1978.

L'importation d'un certain nombre de marchandises est interdite pour des raisons d'ordre public, principalement les armes, les munitions et les stupéfiants. L'importation d'articles de luxe spécifiés (automobiles puissantes, certains bijoux et meubles, par exemple) est interdite pour des raisons économiques. La plupart des marchandises autres que certains produits prioritaires (principalement les denrées alimentaires, les produits pharmaceutiques, les matières premières et les pièces détachées pour l'industrie) sont assujetties à la délivrance de licences d'importation soumises au visa préalable de la Banque du Zaïre. L'importation de certains textiles et vêtements est interdite pour des raisons de protection, et, pour d'autres articles produits dans le pays, mais en quantités insuffisantes, les licences d'importation ne sont délivrées que sur autorisation du Département de l'économie. Les importations doivent être réglées par des lettres de crédit confirmées et irrévocables. Pour la plupart des marchandises assujetties à la délivrance d'une licence, l'importateur doit obtenir un délai de règlement d'au moins 90 jours; les paiements à l'embarquement sont autorisés à condition que l'importateur sollicite l'accord préalable de la Banque du Zaïre et obtienne une remise de 6 %. Les importations qui ne nécessitent pas de licences visées par la Banque du Zaïre doivent faire l'objet d'une déclaration d'importation, qui ne requiert pas l'approbation préalable de la Banque. La quantité, le prix facturé et la qualité de toutes les importations doivent être vérifiés et approuvés par le correspondant étranger de l'Office zaïrois de contrôle (OZAC).

Les demandes de licences d'importation sont adressées aux banques agréées, qui, après vérification, les transmettent à la Banque du Zaïre pour approbation. Ces demandes sont ensuite renvoyées à la banque agréée pour être validées. Les licences d'importation visées par les banques agréées demeurent valables, aux fins de dédouanement, pendant une période de six mois, qui peut être prorogée si l'embarquement a déjà eu lieu. Cette prorogation doit être autorisée par la Banque du Zaïre.

Les importations qui ne font pas l'objet d'une interdiction et sont financées sans achat de devises au système bancaire sont assujetties à la formalité de la déclaration et au contrôle de l'OZAC.

Les importations effectuées dans le cadre d'accords bilatéraux d'aide entre le Zaïre et certains pays (Belgique, Canada, Etats-Unis et République fédérale d'Allemagne) sont régies par des dispositions spéciales.

Certains paiements d'importations ont subi des retards. Ces arriérés sont, pour la plupart, centralisés et la Banque du Zaïre procède à leur règlement en fonction des priorités établies et des échéances. Les arriérés de paiement dus à des créanciers officiels et à certaines banques commerciales ont fait l'objet d'accords de consolidation.

6. Paiements relatifs à des transactions invisibles

Les paiements au titre d'invisibles sont limités à 25 % des recettes d'exportation de marchandises conservées par chaque barque; ces paiements peuvent être effectués également au moyen de recettes provenant d'invisibles. Tous les paiements sont subordonnés à l'autorisation de la Banque du Zaïre; celle-ci n'autorise pas le paiement, en devises, de commissions aux maisons d'expédition ou aux commissionnaires. Les importations et exportations entre le Zaïre et les ports allemands (RFA), belges, hollandais et scandinaves doivent être transportées par des navires affiliés à la conférence maritime "Associated Central West Africa Lines". Les banques ne sont pas autorisées à régler en monnaie étrangère le fret maritime afférent aux chargements qui ne sont pas conformes à ces dispositions réglementaires, sauf si une remise directe est obtenue sur la facture; dans le cas des exportations, les banques sont autorisées à valider les déclarations d'exportation pour les produits figurant sur une liste officielle de prix. Pour les autres marchandises, les déclarations d'exportation sont assujetties à l'approbation préalable de la Banque du Zaïre. Les banques ne peuvent effectuer le paiement du fret maritime en monnaie étrangère au moment du chargement que pour les importations payables à l'expédition. Pour les marchandises dont le transport est entièrement assuré par la Compagnie maritime zaïroise, le fret maritime peut être réglé au Zaïre en monnaie nationale. Les importations transportées par des compagnies aériennes autres qu'Air Zaïre doivent être approuvées préalablement par la Banque du Zaïre. Les paiements effectués par les étrangers au titre de traitements médicaux à l'extérieur sont soumis à l'autorisation préalable de la Banque du Zaïre. Les transferts de salaires à l'étranger par les travailleurs expatriés ont été limités en 1981 au niveau autorisé en 1980.

Tous les autres paiements liés à des services fournis par des non-résidents sont en principe autorisés. Toutefois, les transferts de salaires à l'étranger par des ressortissants étrangers sont limités à 50 % du salaire net. Les transferts relatifs à certaines dépenses d'ordre administratif encourues à l'étranger par des entreprises, ainsi qu'au paiement d'intérêts sur des emprunts privés et de certaines fractions de primes d'assurance, sont généralement autorisés. Les transferts de bénéfices nets des entreprises à participation étrangère ont été suspendus, sauf s'ils sont expressément garantis par le Code des investissements ou par des accords bilatéraux. Les paiements afférents aux commissions, aux frais de courtage et aux redevances sont aussi suspendus.

Les voyages à l'étranger peuvent être réglés au Zaïre en monnaie nationale. Toutefois, les résidents de nationalité zaïroise ne peuvent voyager par des compagnies aériennes étrangères que sur autorisation du Département des transports et des communications. Les résidents étrangers sont, en général, autorisés une fois par an à acheter en monnaie nationale un billet aller-retour direct pour se rendre dans leur pays d'origine. Les Zaïrois se rendant à l'étranger en mission officielle

peuvent acheter des montants de devises qui varient selon la durée du voyage et le rang du voyageur. L'allocation pour frais de voyage ou soins médicaux a été temporairement suspendue et toute mission officielle à l'étranger doit être autorisée par le Premier commissaire d'Etat (Premier ministre). Pour les voyages au Burundi et au Rwanda, les touristes et ménages résidant dans la zone frontalière sont autorisés à acheter une fois par mois l'équivalent de 100 DTS en francs Burundi ou rwandais. L'exportation de zaïres, en billets ou en pièces, est interdite.

7. Exportations et recettes d'exportation

Toutes les exportations ne bénéficiant pas du régime de la licence générale doivent être déclarées individuellement. Les banques sont normalement autorisées à approuver ces déclarations. La déclaration doit spécifier la nature des marchandises devant être exportées, leur prix et la monnaie de règlement. Les déclarations d'exportation sont normalement valables pour une période de trois mois, qui correspond au délai accordé pour le recouvrement et la rétrocession des recettes d'exportation. Les banques sont tenues de rétrocéder à la Banque du Zaïre 30 % des recettes d'exportation qui leur ont été remises. Les exportateurs-producteurs peuvent généralement retenir 15 % de leurs recettes d'exportation pour les employer à des fins autorisées. S'agissant des exportateurs de café, la fraction qui peut être conservée est de 20 %, lorsque l'exportateur est aussi le fabricant et le planteur, et de 10 % lorsqu'il s'agit d'un simple exportateur. Toutes les exportations, à l'exception de celles de la Générale des carrières et des mines du Zaïre (GECAMINES) et de certaines autres sociétés spécifiées, ne peuvent être effectuées que sur présentation de lettres de crédit confirmées. Des dispositions spéciales s'appliquent à la production minière de la GECAMINES, qui est commercialisée exclusivement par la Société zaïroise de commercialisation des produits miniers (SOZACOM) ou sa filiale, la SOZAREX. Au moment de l'expédition, la SOZACOM effectue au compte de la GECAMINES un versement provisionnel correspondant à une fraction de la valeur estimée du chargement et verse le reliquat lors de l'exécution du contrat de vente. La GECAMINES est autorisée à conserver jusqu'à concurrence de 45 % de ses recettes d'exportation dans une banque à l'étranger ou au Zaïre, pour effectuer ses propres paiements à l'étranger, et doit rétrocéder le reste à la Banque du Zaïre, ainsi que tout montant des recettes conservées dépassant en fin de mois l'équivalent de 800 millions de francs belges. La SOZACOM et la SOZAREX sont tenues de rétrocéder les deux tiers de leurs recettes en devises à la Banque du Zaïre.

Le non-rapatriement et la conservation partiels des recettes sont également autorisés pour les exportations de métaux de la Société de développement industriel et minier du Zaïre (SODIMIZA). Les exportations de diamants de la Société minière de Bakwanga (MIBA) sont commercialisées exclusivement par la SOZACOM. Les recettes d'exportation des

produits agricoles doivent généralement être rapatriés dans les trois mois qui suivent la date de validation. Des prix minima à l'exportation ont été fixés pour le café, le cacao, le thé, l'ivoire, la papaine, la rauwolfia et le quinquina.

8. Recettes provenant de transactions invisibles

Toutes les recettes en devises provenant de transactions invisibles peuvent être conservées par les banques agréées. Les voyageurs non résidents peuvent apporter avec eux un montant illimité de moyens de paiement étrangers et peuvent emporter à leur départ le montant déclaré à leur entrée dans le pays, moins l'équivalent des dépenses qu'ils ont effectuées durant leur séjour au Zaïre.

9. Capital

Le rapatriement de nouveaux capitaux étrangers entrés dans le pays en vertu des dispositions du Code des investissements est garanti, de même que le transfert des bénéfices et dividendes produits par ces capitaux. A quelques exceptions près, les autres transferts à l'étranger de capitaux appartenant à des résidents ou à des non-résidents ne sont pas autorisés. Les mutations à titre gratuit de biens immobiliers doivent être approuvées par arrêté du Département de l'économie et des finances. Les avoirs en monnaies étrangères des banques agréées ne doivent pas dépasser leurs engagements à court terme en devises. Certains versements de capitaux ont subi des retards. Les arriérés au titre du principal exigibles par les créanciers officiels et certaines banques commerciales ont fait l'objet d'accords de consolidation.

10. Or

Les résidents autres que les autorités monétaires et les producteurs d'or ne sont pas autorisés à acheter, détenir ou vendre de l'or, exception faite des bijoux; l'importation et l'exportation d'or sous forme de bijoux faisant partie des effets personnels des voyageurs requièrent l'approbation préalable de la Banque du Zaïre. Depuis février et avril 1979, deux sociétés minières privées sont tenues de vendre leur production d'or à la banque centrale. Le prix convenu correspond à 90 % du cours d'ouverture sur le marché de Londres, converti en zaïres au taux officiel en vigueur. A titre de compensation, la Banque du Zaïre couvre certains besoins en devises de ces sociétés.

11. Changements intervenus en 1979

2 janvier. Le zaïre est dévalué de 34,3 % et la valeur d'un zaïre tombe de 0,7614 DTS à 0,5 DTS.

6 janvier. La circulaire n° 160 stipule qu'il est possible d'acheter des billets pour des voyages internationaux commençant au Zaïre en monnaie nationale sous certaines conditions. Les résidents de nationalité zaïroise doivent fournir une preuve de résidence et de citoyenneté

CONTINUED

au moment de l'achat. S'ils achètent leurs billets à une compagnie aérienne étrangère, ils doivent en outre présenter une autorisation délivrée à cet effet par le Département des transports et des communications. Les résidents zaïrois de nationalité étrangère autorisés à régler en monnaie nationale l'achat de leurs billets sont les salariés munis d'un contrat de travail valide, les associés actifs de sociétés enregistrées au Zaïre, les personnes installées à leur compte (médecins, avocats, architectes, propriétaires de plantation ou éleveurs, par exemple) et les membres des missions religieuses ainsi que les personnes à la charge de ces résidents. Si elles disposent des documents voulus, ces diverses catégories de personnes peuvent effectuer tous les ans un voyage aller-retour direct dans leur pays d'origine. Les intéressés, exception faite des personnes installées à leur compte, doivent présenter leur demande à une banque agréée au cours du dernier trimestre de l'année qui précède celle pendant laquelle ils ont l'intention de faire leur voyage. Les voyages non autorisés des expatriés résidents, ainsi que le coût de l'excédent de bagages, doivent être acquittés en devises.

1^{er} février. La SOZACOM porte le prix vendeur du cobalt de 20 à 25 dollars E.U. la livre.

8 février. La Banque du Zaïre publie les règlements applicables en 1979 au transfert, par les travailleurs expatriés, d'une partie de leur rémunération, de leurs cotisations à des régimes de retraite et de leurs primes d'assurance (circulaire n° 162). Avant le 31 mars 1979, les employeurs doivent présenter à une banque agréée une demande à cet effet pour le compte de leurs salariés expatriés. La fraction de la rémunération acquittée en monnaie locale ne pourra pas être inférieure à celle de 1978, mais la part transférable de cette rémunération pourra ne pas dépasser celle de cette année-là. Sur approbation de la Banque du Zaïre, les banques pourront transférer les montants autorisés en effectuant tous les mois des versements directs aux comptes étrangers des bénéficiaires expatriés.

19 février. Le taux de change spécial applicable aux exportations de diamants achetées à de petits producteurs est dévalué de 3,60 à 4,50 zaïres pour 1 dollar E.U.

16 mars. La Banque du Zaïre permet d'utiliser les recettes afférentes à des transactions invisibles pour régler des importations de marchandises prioritaires. Certaines banques sont autorisées à affecter les recettes provenant de transactions invisibles à de tels paiements.

3 mai. Une décote de 17 francs belges sur le prix minimum à l'exportation est accordée aux exportateurs de café qui expédient leur café de Nord Kivu à Kinshasa par voie aérienne. Ces sommes doivent être portées au crédit d'un compte en devises au débit duquel pourront figurer les achats de pièces détachées et d'autres dépenses engagées pour l'entretien des avions (lettre D14/gouv. n° 10-365).

1^{er} juillet. La Banque du Zaïre durgit la réglementation applicable à la GECAMINES en matière de rapatriement et de rétrocession de devises. Outre le transfert de 10 % du produit de ses exportations au compte de la Banque du Zaïre auprès de la Federal Reserve Bank of New York, la GECAMINES est désormais tenue de céder à la Banque du Zaïre le reste du produit de ses exportations (et non plus 45 % comme précédemment) ainsi que toute somme dépassant le seuil de sécurité initialement fixé à 800 millions de francs belges.

3 juillet. De nouveaux prix minimums à l'exportation pour la rauwolfia sont publiés (lettre D14/gouv. n° 10-507).

4 juillet. La Banque du Zaïre donne instructions à la SOZACOM et à la SOZAREX de rapatrier et de lui rétrocéder les deux tiers de leurs recettes en devises, immédiatement après leur encaissement. La Banque du Zaïre est cependant disposée à respecter les obligations contractuelles souscrites par les sociétés de commercialisation avant le 1^{er} juillet 1979.

5 juillet. La Banque du Zaïre annonce que le transfert à l'étranger de revenus locatifs perçus par des non-résidents est assujéti à son autorisation préalable. Dans l'intervalle, tous ces revenus doivent être déposés dans des comptes en monnaie nationale non convertible (lettre D14/gouv. n° 10-546).

5 juillet. Il est interdit aux banques du Zaïre de prendre en charge les paiements compléments en devises que nécessitent les transferts de revenu pour le des expatriés. Ces paiements doivent être imputés sur le m global de devises affecté aux transferts de revenu (lettre D14/gouv. n° 10-547).

10 juillet. L'Office zaïrois du café (OZACAF) publie un nouveau règlement concernant l'immatriculation des acheteurs et des exportateurs de café. Les exportateurs doivent être producteurs effectifs ou éventuels de café et remplir certaines conditions minimales en ce qui concerne la superficie plantée ou les projets d'extension de cette superficie, ou être propriétaires d'usines de traitement déjà immatriculées auprès de l'OZACAF. Au moment où ils présentent leur demande d'immatriculation, ils doivent également accepter d'exporter chaque campagne au moins 500 tonnes de café, s'engager par écrit à respecter les dispositions de la réglementation des changes applicables aux exportations de café, soumettre la preuve d'un rapatriement intégral du produit de leurs exportations et remettre un certificat attestant qu'ils ont acquitté leurs impôts. L'OZACAF exige, en outre, que le café soit traité avant d'être exporté afin qu'il réponde à certaines normes de qualité.

13 juillet. En application de l'arrangement monétaire du 7 juin 1978 et de l'accord sur la coopération commerciale et douanière du 10 septembre 1978 qu'ont conclu les membres de la Communauté économique

des pays des Grands Lacs (Burundi, Rwanda et Zaïre), la circulaire n° 164 prévoit qu'un régime spécial de change s'appliquera aux transactions commerciales ou invisibles avec le Burundi et le Rwanda. A compter du 16 août 1979, les échanges entre le Zaïre et ces deux pays portant sur certains produits de base spécifiques ne seront plus assujettis aux formalités de déclaration et de délivrance d'une licence tant à l'importation qu'à l'exportation. Dorénavant, les banques agréées seront autorisées à enregistrer et à endosser des avis d'importation ou d'exportation CEPGL. Les transactions seront réglées par l'intermédiaire de comptes spéciaux en saïres convertibles ouverts en faveur de correspondants bancaires au Burundi et au Rwanda. Ces comptes seront soldés à la Banque du Zaïre à la fin de chaque mois. La Banque du Zaïre, en revanche, règlera tout solde avec la banque centrale du Burundi et celle du Rwanda tous les trois mois. Les avis d'importation et d'exportation délivrés dans le cadre de ce régime spécial sont valides six mois, validité que la banque accomplissant la formalité de l'endos pourra prolonger pendant une période maximum de trois mois.

Outre les opérations courantes de paiement autorisées en vertu des dispositions générales de contrôle des changes, les paiements énumérés ci-dessous peuvent être effectués à compter du 16 août 1979 au Burundi et au Rwanda : règlements de sinistres par les compagnies d'assurances en faveur de résidents de ces pays, prestations de sécurité sociale, frais de déplacement et dépenses connexes des touristes et des ménages résidant dans les zones frontalières, et transferts d'une fraction de rémunération supérieure à celle qui est normalement autorisée afin de satisfaire les besoins personnels de citoyens du Burundi ou du Rwanda. Sur présentation des pièces justificatives, les touristes ou les ménages ont le droit de recevoir tous les mois un montant de francs du Burundi ou du Rwanda équivalant à 100 DTS en espèces ou sous forme de chèques de voyage non transférables. Les montants non dépensés pourront être échangés contre des saïres à leur retour.

24 juillet. Afin de faciliter l'application de la circulaire n° 164, la circulaire n° 165 modifie la circulaire n° 86 du 31 mars 1967 en ajoutant le franc du Burundi et le franc du Rwanda à la liste des 15 monnaies cotées tous les jours par la Banque du Zaïre.

24 août. Le zaïre est dévalué de 25 % et la valeur du zaïre en DTS tombe de 0,5 à 0,375.

30 août. Le délai maximum entre la date de signature d'un contrat d'exportation de café et la présentation de la déclaration d'exportation correspondante est ramené de 15 à 7 jours. En même temps, les banques sont autorisées à enregistrer, sans approbation préalable de la Banque du Zaïre, les déclarations relatives aux exportations de café ou de toute autre marchandise assujettie à un prix minimum (lettre D14/gouv. n° 10-722).

30 août. La Banque du Zaïre fait savoir qu'elle validera désormais, à tout moment dans l'année, les demandes d'allocation de devises déposées par les expatriés qui souhaitent suivre un traitement médical à l'étranger. Auparavant, ces demandes ne pouvaient lui être présentées qu'en mars et en septembre. Les banques doivent, en soumettant ces demandes, prendre en considération les quantités de devises dont elles disposent, ainsi que l'ordre chronologique de dépôt de ces demandes (lettre D14/gouv. n° 10-723).

31 août. Les résidents zaïrois de nationalité étrangère autres que les salariés munis d'un contrat de travail valide, les associés actifs de sociétés enregistrées au Zaïre, les cadres ou techniciens, les membres de missions religieuses et les personnes à leur charge pourront désormais acquitter en monnaie nationale les billets qu'ils se procureront pour effectuer des voyages internationaux pourvu que ces billets soient achetés à une compagnie aérienne nationale (lettre D14/gouv. n° 10-721).

3 septembre. La Banque du Zaïre modifie la circulaire n° 156, autorisant les banques commerciales à utiliser l'allocation de devises de 2 % initialement réservée aux importations de pétrole afin de relever les autres coefficients de préaffectation.

22 novembre. La Banque du Zaïre interdit toute nouvelle prorogation de la validité des licences d'importation délivrées avant le 1^{er} septembre 1978. Les banques ont pour instructions d'annuler toutes ces licences dans les 30 jours qui suivent la date d'expiration, sauf s'il est possible de prouver que l'expédition des marchandises a eu lieu pendant la période de validité (lettre D15/gouv. n° 10-926).

4 décembre. Toutes les importations de matériel et d'accessoires pour le traitement des données sont assujetties à l'approbation préalable du Secrétaire général du Conseil permanent de l'informatique (lettre D14/gouv. n° 10-938).

11 décembre. Les représentants de 14 pays créanciers acceptent de consolider un montant de 1,3 milliard de dollars E.U. de la dette publique extérieure et de la dette garantie par l'Etat que le Zaïre doit à des créanciers officiels.

22 décembre. Un accord commercial et de paiement est signé avec l'Angola. Les transactions entre l'Angola et le Zaïre doivent être effectuées par l'intermédiaire de comptes libellés en dollars E.U. avec une marge de dépassement de crédit de 500.000 dollars E.U. Les montants excédant cette marge seront réglés sur une base trimestrielle.

25 décembre. Le Zaïre décide de mettre en circulation de nouveaux billets de banque et ferme ses frontières pour mener à bien cette opération. Le trafic aérien reprend le 30 décembre 1979, mais les frontières restent fermées jusqu'au 24 janvier 1980.

12. Changements intervenus en 1980

1er février. Les banques commerciales sont tenues de placer 80 % des soldes en devises qu'elles détiennent à l'étranger sous forme d'instruments portant intérêt et assortis d'une échéance inférieure à 12 mois afin de minimiser les soldes non rémunérés (lettre n° 153).

1er février. Abolition du taux de change préférentiel applicable aux exportations de diamants achetés aux petits exploitants. Ces achats seront désormais réglés en devises.

8 février. Les accords commerciaux et de paiement, que le Zaïre a signés avec l'Angola le 25 octobre 1978 et le 22 décembre 1979, respectivement, entrent en vigueur. En vertu de l'accord de paiement, des lignes de crédit réciproques en dollars E.U. sont ouvertes dans les deux banques centrales; à la fin de chaque trimestre, les soldes dépassant 500.000 dollars E.U. sont réglés dans les 15 jours (circulaire n° 168).

22 février. Dévaluation du zaïre dont le taux est ramené de 0,375 à 0,2625 DTS pour 1 zaïre.

23 février. Les exportateurs-producteurs résidents sont autorisés à ouvrir auprès des banques agréées des comptes en devises non productifs d'intérêt. Ces comptes peuvent être crédités d'un montant équivalant à 15 %, au maximum, des recettes d'exportation et de montants transférés d'autres comptes en devises ouverts au Zaïre ou, avec l'autorisation de la Banque du Zaïre, à l'étranger; ils peuvent être débités : a) des paiements d'importation de matières premières, de biens intermédiaires, de biens d'équipement, de pièces de rechange, de véhicules utilitaires, ainsi que de biens de consommation; b) de montants transférés dans le cadre des autorisations globales émises au nom de leurs titulaires; c) d'autres paiements autorisés; d) de montants transférés à d'autres comptes résidents en devises; e) des achats contre des zaïres effectués par les banques zaïroises. Les titulaires de comptes en devises utilisent en priorité les soldes de ces comptes pour régler leurs dépenses en devises. La Banque du Zaïre se réserve le droit de racheter contre des zaïres les soldes en devises de ces comptes qu'elle jugerait trop élevés ou inactifs durant une période déterminée. En cas de dévaluation, les banques sont tenues d'acheter les soldes des comptes à l'ancien taux et de les revendre au nouveau taux; la différence en monnaie nationale sera cédée à la Banque du Zaïre. Aux termes des dispositions de la circulaire n° 156 du 31 juillet 1978, 30 % des recettes d'exportation doivent être cédés à la Banque du Zaïre, 15 % peuvent être crédités aux comptes en devises de l'exportateur et le reste, c'est-à-dire 55 %, doit être utilisé conformément à la réglementation en vigueur, telle qu'elle a été définie dans la circulaire n° 156 (modifiée). (Circulaire n° 169.)

27 mars. Le montant de leur rémunération que les expatriés travaillant dans des entreprises zaïroises sont autorisés à transférer à l'étranger en 1980 reste inchangé par rapport à celui de 1979 (circulaire n° 170).

15 mai. Le Département des finances autorise l'administration des douanes à dédouaner les importations effectuées sans déclaration et financées sans achat de devises aux banques, sous réserve que les droits de douane applicables ont été payés.

1^{er} juillet. Entrée en vigueur d'un protocole d'accord entre la Banque du Zaïre et la GECAMINES sur la rétrocession et l'utilisation de devises par la GECAMINES. Conformément à cet accord, la GECAMINES fera verser à des comptes que la Banque du Zaïre détient auprès de ses correspondants étrangers les soldes des comptes de la société à l'étranger. La contrepartie des versements précités sera créditée par la Banque du Zaïre aux comptes résidents en devises de la GECAMINES auprès des banques zaïroises agréées. Ces soldes ne peuvent pas tomber à un niveau inférieur à 800 millions de francs belges. La Banque du Zaïre couvre les besoins en devises de la GECAMINES sur une base mensuelle. (Il a été mis fin à ce protocole d'accord le 7 novembre 1980. Voir ci-après.)

2 septembre. La Banque du Zaïre amorce le recensement des arriérés non déclarés auprès du système bancaire.

15 octobre. Fixation de coefficients spéciaux pour la fraction des recettes d'exportation que les exportateurs de café peuvent conserver. Les coefficients sont désormais de 20 % pour les planteurs qui assurent également le traitement et l'exportation du café; 15 % pour les opérateurs économiques qui assurent uniquement le traitement et l'exportation du café; 10 % pour les simples exportateurs.

7 novembre. Annulation du protocole d'accord entre la GECAMINES et la Banque du Zaïre. L'ancien système, en vertu duquel la GECAMINES retenait 45 % de ses recettes d'exportation, est rétabli.

13. Changements intervenus en 1981

28 janvier. Afin de modifier la composition des importations SAD, (c'est-à-dire celles qui sont financées sans recourir aux ressources de change du système bancaire), la circulaire n° 175 précise les 199 catégories d'importations pouvant bénéficier de cette disposition et exige la présentation d'une déclaration d'importation qui sera assujettie, avant l'expédition, au contrôle de l'OZAC. Les importations d'une valeur inférieure ou égale à 500 DTS f.o.b. et destinées à un usage personnel sont exemptées tant de la déclaration d'importation que du contrôle préalable à l'expédition; les importations d'une valeur comprise entre 501 et 2.500 DTS sont exemptées du contrôle préalable seulement. Une taxe de contrôle des changes de 0,3 % s'applique. La Banque du Zaïre doit approuver préalablement les importations par voie aérienne. Bien qu'ils ne soient pas tenus de produire une attestation de leur statut fiscal, les importateurs visés doivent fournir la preuve d'une commercialisation des marchandises en question dans un délai de 30 jours. Les importations de pneumatiques, de chambres à air et de produits analogues, ainsi que de produits métallurgiques, nécessitent l'approbation préalable du Département de l'économie.

3 février. Le régime d'affectation des recettes d'exportation et des recettes invisibles conservées par les banques commerciales est profondément modifié. La part des matières premières, des produits intermédiaires et de certains produits finis passe de 35 à 45 %, celle des biens de consommation essentiels et des produits pharmaceutiques régresse de 33 à 30 %; la proportion affectée aux paiements invisibles est maintenue à 25 %, mais la part des marchandises non prioritaires et la marge bénéficiaire non contrôlée, antérieurement 5 et 2 % respectivement, sont supprimées. En ce qui concerne les recettes invisibles, dont l'affectation n'était précédemment soumise à aucun contrôle, les banques commerciales peuvent maintenant a) les céder à la Banque du Zaïre; ou b) les utiliser pour majorer les coefficients mentionnés ci-dessus, financer les importations d'un certain nombre de produits spécifiés, financer d'autres importations qui nécessitent l'approbation préalable de la Banque du Zaïre, ou financer les importations de marchandises payables par transferts directs dont l'autorisation a été donnée avant le 1^{er} septembre 1978.

27 février. La SOZACOM ramène le prix à l'exportation du cobalt de 25 à 20 dollars E.U. la livre.

13 mars. Le Zaïre, le Burundi et le Rwanda ont renouvelé, en l'assortissant toutefois d'amendements, l'accord monétaire conclu entre les banques centrales des États membres de la Communauté économique des pays des Grands Lacs. L'accord, qui renouvelle celui qui a été signé le 7 juin 1978, comporte principalement quatre amendements. En premier lieu, les banques centrales respectives sont autorisées à stocker des fonds en monnaie des pays partenaires afin de couvrir les besoins des voyageurs; bien que n'étant pas en circulation, ces fonds demeurent la propriété de la banque centrale émettrice. Deuxièmement, un calendrier précis de règlement trimestriel est publié. Le troisième amendement permet à un pays créancier donné d'indiquer la monnaie convertible à utiliser dans un règlement. Enfin, le quatrième amendement prévoit une procédure d'arbitrage en cas de conflit résultant de l'application de ces dispositions.

2 avril. L'ordonnance-loi n° 81-014 donne à la SOZACOM le droit exclusif de vendre la production de diamants du Zaïre.

6 avril. La circulaire n° 176 prévoit de limiter en 1981 les envois mensuels de fonds par les travailleurs expatriés aux montants autorisés en 1980. La Banque du Zaïre fixera les montants mensuels que pourront envoyer les travailleurs expatriés récemment engagés.

2 juin. La circulaire n° 177 prévoit que, avec effet immédiat, la Banque du Zaïre publiera les taux de change officiels du shilling du Kenya, de la peseta espagnole et du yen japonais. En conséquence, les banques commerciales sont autorisées à ouvrir des comptes de dépôt à vue auprès de correspondants à l'étranger, à ouvrir des comptes libellés en ces monnaies au profit de résidents ou de non-résidents sans déroger à la réglementation existante et à recevoir ou effectuer des paiements en ces monnaies dans le cadre de transactions en devises autorisées.

17 juin. La circulaire n° 178 modifie certaines dispositions de la circulaire n° 175 (28 janvier 1981) portant sur les importations SAD. Alors qu'auparavant les produits spécifiques répondant aux conditions requises pour être importés dans le cadre de chaque catégorie douanière étaient énumérés, la nouvelle circulaire prévoit que tous les produits de chaque catégorie peuvent être importés, sauf interdiction expresse (café, thé, pyrèthre, ciment portland, explosifs, allumettes, matériel téléphonique, walkie-talkies, matériel militaire et munitions, appareils à son, jeux de casino ou de salon et les produits figurant sous la rubrique "outrages publics aux bonnes moeurs"). En outre, la circulaire n° 178 exempte de la formalité de déclaration les importations suivantes : a) dons à des organismes philanthropiques agréés; b) échantillons commerciaux sans valeur; c) importations à des fins diplomatiques; d) importations nécessaires à l'exploitation de compagnies de transport étrangères représentées au Zaïre; e) biens destinés à l'usage personnel ou à la revente d'une valeur égale ou inférieure à 2.500 DTS; f) marchandises nécessaires pour les opérations de déménagement; g) bagages et objets personnels des voyageurs. Chaque déclaration doit indiquer si les marchandises en question sont destinées à un usage personnel ou à la revente. En outre, les importations assujetties à la formalité de la déclaration doivent être conformes au règlement d'expédition de l'OZAC; toute infraction est punissable d'une amende en devises équivalant à 40 % de la valeur f.o.b. des marchandises importées. La Banque du Zaïre doit approuver préalablement les importations transportées par une compagnie aérienne autre qu'Air Zaïre. Alors que précédemment les déclarations d'importation prévoyaient que les marchandises devaient être expédiées dans les six mois, la circulaire n° 178 prolonge ce délai de trois mois.

19 juin. Le zaïre est dévalué de 40 % et le taux du zaïre en DTS passe de 0,2625 DTS à 0,1575 DTS.

23 juin. Le Conseil exécutif annonce que des allocations de devises s'élevant à 50 millions de dollars E.U. et prélevées sur les réserves officielles seront mises à la disposition de 201 entreprises. Il ne sera possible de mobiliser que 50 % de la contrepartie en monnaie locale de l'allocation spéciale par l'intermédiaire de crédits bancaires. En outre, les importateurs qui ne pourront pas utiliser leur allocation dans les 30 jours de la notification seront déchus de leur droit.

29 juin. Le Zaïre signe avec l'Office des services généraux des Etats-Unis un contrat portant sur la vente de 5,2 millions de livres de cobalt à 15 dollars E.U. la livre (montant total de 78 millions de dollars E.U.). La livraison s'étalera sur une période de 12 mois.

1er juillet. En ce qui concerne les allocations de devises de 50 millions de dollars E.U., les importateurs intéressés sont tenus de fournir avant le 15 juillet l'équivalent en monnaie locale de leur part respective, calculée sur la base du taux de change en vigueur. Alors que les importateurs commerciaux ne peuvent emprunter que jusqu'à 50 %

de la valeur de la contrepartie en zaïres, ce plafond a été porté à 75 % dans le cas des importateurs industriels. Les déclarations d'importation doivent être enregistrées avant le 15 août; après le 31 août, elles ne seront acceptées que sur approbation expresse de la Banque du Zaïre. La date limite d'utilisation des allocations est passée de 30 jours après la notification au 30 septembre.

9 juillet. Le Club de Paris consent à réaménager le calendrier des paiements au titre du service de la dette exigibles entre le 1^{er} janvier 1981 et le 31 décembre 1982.

23 juillet. En ce qui concerne les allocations de devises de 50 millions de dollars E.U., le taux de change utilisé pour calculer la contrepartie en zaïres sera désormais celui en vigueur à la date de validation de la déclaration d'importation.

Tableau I. Zaïre - Produit intérieur brut par branche d'activité
économique aux prix courants, 1975-80

(Millions de zaïres)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980 ¹
Agriculture (commercialisée)	171,2	370,8	473,1	679,4	1.313,3	1.794,8
Industries extractives ²	293,2	376,3	460,0	638,9	1.779,6	2.761,1
Industries manufacturières	191,6	239,2	280,2	336,0	419,2	518,5
Bâtiment	74,4	90,9	99,2	123,8	218,7	443,9
Electricité et eau	10,2	11,0	11,2	11,4	11,6	11,8
Transports et télécommunications	82,3	91,6	84,4	92,7	93,4	99,4
Commerce	275,3	452,9	731,3	967,2	2.065,5	2.973,0
Autres services ³	495,7	731,4	1.072,0	1.479,8	2.728,4	4.143,6
Droits d'importation	85,5	86,4	91,1	110,3	258,7	603,2
PIB commercialisé	1.679,4	2.450,5	3.302,5	4.439,5	8.888,4	13.349,3
Agriculture (subsistance)	202,4	364,4	604,3	979,3	2.129,5	3.134,4
Bâtiment (subsistance)	37,3	45,3	49,4	61,7	108,9	221,0
PIB total	1.919,1	2.860,2	3.956,2	5.480,5	11.126,8	16.704,7

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

¹Données provisoires.

²Y compris la transformation des minéraux.

³Dont banque et services publics.

Tableau II. Zaïre - Production agricole et agro-industrielle, 1975-81

(Milliers de tonnes)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980 ¹	1981 ²
Huile de palme	145,0	128,6	104,9	98,6	98,5	93,2	115,0
Huile de palmiste	29,0	23,1	22,2	20,2	18,4	22,6	24,0
Coques du fruit du palmier	31,0	32,3	29,7	26,2	25,5	27,7	33,0
Café							
Robusta	51,4	38,7	56,5	76,8	60,0	73,9	70,0
Arabica ³	8,0	20,8	8,2	10,2	7,8	6,4	7,1
Coton (fibre)	16,3	11,4	10,0	5,0	6,0	9,7	20,0
Huile de graines de coton	1,3	0,9	0,2	0,3	0,1	...	...
Caoutchouc	28,7	23,8	30,0	28,4	19,1	20,7	...
Maïs ⁴	125,0	128,0	130,0	125,0	128,0	...	...
Manioc ⁴	800,0	819,0	809,0	785,0	808,5	...	...
Riz ⁴	135,0	137,0	127,0	127,0	130,8	...	...
Cacao	5,4	4,4	3,9	4,3	3,5	4,2	4,0
Thé	5,7	6,4	5,2	4,8	3,7	2,5	2,0
Canne à sucre	614,4	468,3	553,9	475,3	491,8	482,9	500,0
Tabac	1,1	1,0	0,9	1,4	1,0	1,9	1,3
Bois (grumes) ⁵	217,5	265,2	321,7	331,7	350,0	325,0	350,0
Bois (sciages) ⁵	79,0	71,1	95,8	101,5	88,0	68,1	...
Ecorce de cinchona	1,9	2,9	2,0	5,2	0,9	1,7	...

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

¹Chiffres provisoires.²Projections.³Exportations seulement.⁴Production commercialisée seulement.⁵Milliers de mètres cubes.

Tableau III. Zaïre - Production minière. 1975-81

(Milliers de tonnes)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980 ¹	1981 ²
Cuivre	495,9	444,1	479,7	423,9	399,4	459,3	470,0
Cobalt	13,6	10,7	10,2	13,1	14,0	14,5	15,1
Concentrés de zinc	141,6	125,0	131,5	158,1	138,7	122,8	...
Argent ³	71,3	60,7	85,0	89,1	91,9	80,3	96,5
Cadmium	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Or ³	3,2	2,8	2,5	2,4	2,3	1,2	2,5
Diamants ⁴	12.301,0	11.821,0	11.215,0	11.245,0	8.734,0	10.235,0	...
Du Lubilash	(12.415,0)	(11.516,0)	(10.795,0)	(10.599,0)	(8.063,0)	(8.001,0)	(...)
Du Kasai	(386,0)	(305,0)	(420,0)	(646,0)	(671,0)	(2.234,0)	(...)
Manganèse	308,8	182,2	41,05	--	24,8	6,6	...
Cassitérite	6,4	5,3	5,1	4,4	3,5	3,2	4,3
Charbon	89,0	109,1	127,9	106,6	109,2	139,5	130,0
Pétrole (brut) ⁶	25,5	9.075,1	8.254,5	6.604,1	7.613,8	6.640,9	6.500,0
Indice de la production totale (1970 = 100)	119,9	106,7	112,9	102,4	96,8	109,1	...

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

¹Chiffres provisoires.²Projections.³Milliers de kilogrammes.⁴Milliers de carats.⁵Données de janvier et février seulement.⁶Milliers de barils.

Tableau IV. Zaïre - GECAMINES : quelques données représentatives,
1975-80

(Millions de zaïres)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Ventes totales	318,8	624,2	602,3	977,1	2.583,6	4.113,3
Dont : cuivre	(230,2)	(421,0)	(378,7)	(385,7)	(958,7)	(2.742,7)
cobalt	(47,5)	(114,5)	(128,0)	(487,5)	(1.312,6)	(1.206,0)
zinc	(11,7)	(45,8)	(28,4)	(18,0)	(40,2)	(53,4)
Bénéfices après impôts	-19,0	97,1	3,4	145,0	211,7	691,5
Investissements	49,6	83,8	113,0	95,4	193,8	432,5
Dette à long terme	23,0	95,6	159,3	301,7	521,7	609,7
<u>Pour mémoire :</u>						
Production (milliers de tonnes)						
Cuivre	463,4	407,7	450,9	391,3	369,8	425,7
Cobalt	13,6	10,7	10,2	13,1	14,0	14,5
Zinc	66,9	60,6	51,0	43,5	43,7	43,8

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

Tableau V. Zaïre - Indice de la production des industries manufacturières, 1975-80

(1970 = 100)

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Valeur ajoutée (Millions de zaïres)							
Biens de consommation	<u>42,06</u>	<u>122,4</u>	<u>120,5</u>	<u>121,5</u>	<u>105,6</u>	<u>93,3</u>	<u>92,5</u>
Produits alimentaires	7,60	125,2	116,4	128,6	128,1	155,0	124,0
Boissons	12,40	140,4	131,8	123,5	113,4	78,2	73,8
Tabac	2,60	109,5	79,4	73,6	78,5	58,3	55,0
Habillement	6,88	123,9	108,2	94,0	102,7	75,9	114,0
Tissus imprimés	0,65	137 "	163,4	144,7	110,4	110,5	126,0
Chaussures et cuirs	2,44	57,5	72,4	81,2	38,7	30,6	26,0
Produits chimiques	3,40	102,7	139,7	126,3	113,6	107,4	96,0
Matières plastiques	0,66	158,5	142,9	170,7	152,5	95,6	89,4
Ouvrages en métal	2,26	61,1	112,1	97,5	127,9	113,5	152,8
Imprimerie et divers	3,17	157,1	155,9	219,1	69,3	87,9	74,5
Biens d'équipement	<u>23,59</u>	<u>118,1</u>	<u>101,0</u>	<u>98,0</u>	<u>84,5</u>	<u>84,4</u>	<u>82,1</u>
Broches et métiers à tisser	6,83	103,2	118,1	119,3	69,6	87,8	93,5
Produits chimiques de base	2,92	135,7	104,1	94,7	72,8	81,5	88,6
Produits des industries mécaniques	3,78	97,7	81,0	92,0	90,1	96,4	61,3
Matériel de transport	1,39	264,1	206,8	185,8	218,2	185,4	150,1
Métaux non ferreux	5,33	131,0	93,5	90,0	97,2	69,0	77,3
Transformation du bois	3,34	75,0	53,7	60,6	43,5	49,1	56,7
Total	<u>65,65</u>	<u>120,8</u>	<u>113,5</u>	<u>112,6</u>	<u>98,0</u>	<u>90,1</u>	<u>88,7</u>

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

Tableau VI. Zaïre - Produit intérieur brut et dépenses intérieures
brutes aux prix de 1970, 1975-80

(Millions de zaïres)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980 ¹
PIB	1.054,1	998,8	1.006,4	958,7	927,1	950,1
Dépense intérieure brute	1.114,4	997,2	1.185,9	833,7	966,8	1.127,1
Consommation	765,2	725,2	664,2	584,8	609,7	637,3
Privée	(538,7)	(526,5)	(449,9)	(385,3)	(366,5)	(352,6)
Publique	(226,5)	(198,7)	(214,3)	(199,5)	(243,2)	(284,7)
Formation brute de capital fixe	320,9	244,4	470,0	234,9	244,9	371,1
Entreprises	(252,4)	(168,5)	(391,0)	(178,3)	(142,3)	(260,4)
Etat	(68,5)	(75,9)	(79,0)	(56,6)	(102,6)	(110,7)
Variations des stocks	28,3	27,6	51,7	14,0	112,2	118,7
Solde au titre des biens et services non facteurs	-60,3	1,6	-179,5	125,0	-39,7	-177,0
Exportations	(467,2)	(437,9)	(436,6)	(442,5)	(349,4)	(427,7)
Importations	(-527,5)	(-436,3)	(-616,1)	(-317,5)	(-389,1)	(-604,7)

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

¹Chiffres provisoires.

Tableau VII. Zaïre - Opérations globales des administrations publiques, 1975-81

(Millions de zaïres)

	1975	1976	1977	1978	1979 ¹	1980 ¹	1981 ²
Recettes	478,4	558,3	810,5	902,0	2.150,0	4.186,6	5.480,0
Recettes budgétaires	423,0	476,0	669,0	731,0	1.930,0	3.738,6	4.780,0
Dons	55,4	82,3	141,5	171,0	220,0	448,0	700,0
Dépenses	705,7	974,5	1.191,3	1.508,0	2.618,0	4.331,8	6.230,0
Dépenses courantes	551,9	727,8	916,8	1.240,7	2.299,0	3.714,4	5.235,0
Dépenses budgétaires	(493,9)	(650,6)	(790,6)	(1.145,2)	(2.171,0)	(3.456,4)	(4.850,0)
Dépenses - finance- ment extérieur	(58,0)	(77,2)	(126,2)	(95,5)	(128,0)	(258,0)	(385,0)
Dépenses d'équipement	153,8	246,7	274,5	267,3	319,0	617,4	995,0
Dépenses budgétaires	(82,4)	(127,6)	(102,1)	(113,8)	(129,0)	(246,4)	(345,0)
Dépenses - finance- ment extérieur	(71,4)	(119,1)	(172,4)	(153,5)	(190,0)	(370,0)	(650,0)
Déficit global (-)	-227,3	-416,3	-380,8	-606,0	-468,0	-145,2	-750,0
Financement	227,3	416,3	380,8	606,0	468,0	145,2	750,0
Intérieur (net)	123,5	315,6	222,7	535,0	470,0	267,2	1.000,0
Système bancaire	115,8	317,8	223,8	529,0	483,9	267,2	1.000,0
Autre	7,7	-2,2	-1,1	6,0	-13,9	--	--
Extérieur (net)	103,8	100,6	158,1	71,0	-2,0	-122,0	-250,0
Emprunts	122,4	114,5	169,1	116,0	189,0	370,0	335,0
Amortissement	-18,6	-13,9	-11,1	-45,0	-191,0	-492,0	-585,0
<u>Pour mémoire :</u>							
Augmentation des arriérés au titre de la dette extérieure	42,0	53,0	98,0	112,0	378,0	--	...
Réaménagement de la dette extérieure	--	--	--	--	--	764,0	...

Sources : données communiquées par les autorités zaïroises; estimations des services du Fonds.

¹Les opérations faisant l'objet de financement extérieur ont été estimées à partir de données sur la balance des paiements et à l'aide de relations antérieures.

²Projections sur la base des renseignements disponibles à la fin d'août 1981.

Tableau VIII. Zaïre - Opérations budgétaires, 1974-81

(Millions de zaïres)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 Janv.-juin
Recettes								
Impôts sur le revenu	523,4	423,0	476,0	669,0	731,0	1.930,0	3.738,6	2.100,5
Contribution à la charge	69,0	86,9	117,6	184,4	238,3	481,7	582,7	739,3
des employeurs								
Impôts fonciers	1,6	0,7	1,0	4,4	15,8	36,9	69,5	12,5
Impôts sur les biens et	2,5	2,8	2,7	3,0	3,8	4,9	3,3	1,5
services								
Droits d'importation	46,5	52,0	62,1	108,2	131,7	255,4	618,4	331,2
Droits d'exportation	99,5	93,4	102,7	99,1	123,0	290,8	651,9	315,8
Autres ¹	12,3	23,6	40,4	73,6	55,2	52,8	428,6	77,9
GECAMINES	30,3	41,1	25,5	58,7	56,7	78,2	400,5	292,5
	261,7	122,5	124,0	137,6	106,4	729,3	983,7	329,8
Dépenses								
Traitements et salaires	717,5	576,3	778,2	892,7	1.259,0	2.300,0	3.702,8	2.443,7
Intérêt sur la dette	196,5	225,9	305,2	407,1	588,4	1.063,7	1.608,0	994,5
extérieure	23,8	22,7	64,9	78,4	78,2	156,3	336,4	231,9
Intérêt sur la dette								
intérieure	8,8	12,5	18,8	28,6	43,8	59,0	77,0	41,9
Dépenses d'équipement	252,9	82,4	127,6	102,1	113,8	129,0	246,4	204,5
Autres	235,5	232,8	261,7	276,5	434,8	892,0	1.435,0	970,9
Excédent ou déficit (-)								
global	-194,1	-153,3	-302,2	-223,7	-528,0	-370,0	35,7	-343,2
Financement								
Intérieur (net)	194,1	153,3	302,2	223,7	528,0	370,0	-35,7	343,2
Système bancaire	216,5	123,5	316,1	222,7	535,0	470,0	267,2	573,3
Autre	206,9	115,8	317,8	223,8	529,0	483,9	267,2	577,3
	9,6	7,7	-1,7	-1,1	6,0	-13,9	--	-4,0
Extérieur (net)	-22,4	29,8	-13,9	1,0	-7,0	-100,0	-302,9	-230,1
Emprunt	--	48,4	--	12,1	38,0	91,0	189,1	1,7
Amortissement	-22,4	-18,6	-13,9	-11,1	-45,0	-191,0	-492,0	-231,8

Sources : données communiquées par les autorités zaïroises; estimations des services du Fonds.

¹ Autres recettes fiscales, recettes non fiscales, fonds de contrepartie et recettes à classer.

Tableau IX. Zaïre - Dépenses budgétaires mensuelles, 1979-81

(Millions de zaïres)

	1979	1980	1981
Janvier	115	218	499
Février	127	306	485
Mars	166	197	449
Avril	169	400	515
Mai	236	468	332
Juin	227	283	385
Juillet	232	560	637
Août	193	327	487
Septembre	243	279	215
Octobre	307	400	...
Novembre	300	352	...
Décembre	221	414	...

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

Tableau X. Zaïre - Recettes budgétaires, 1974-81

(Millions de zaïres)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 Janv.-Juin
Impôts sur le revenu et les bénéfices nets								
Sociétés	112,8	113,2	158,1	226,2	301,8	676,2	1.051,1	934,7
Entreprises non constituées en sociétés et travailleurs indépendants	47,5	37,3	54,4	81,6	117,9	223,3	525,8	618,4
Traitement et salaires	2,1	1,7	2,1	3,2	6,1	15,7	14,4	3,9
Dividendes et intérêts	57,6	71,8	97,5	135,1	168,0	422,2	487,2	285,1
Revenus locaux	3,5	0,9	1,3	1,7	3,6	6,5	5,7	17,5
Divers	2,0	1,3	2,7	4,5	6,1	8,2	17,3	9,5
	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,7	0,3
Contribution à la charge des employeurs sur les traitements des expatriés	3,2	3,0	2,7	14,7	25,6	54,0	99,3	23,7
Impôts sur les biens								
Biens fonciers	3,4	3,7	4,0	4,3	5,3	6,4	4,8	2,8
Véhicules à moteur	2,5	2,5	3,1	3,2	4,2	5,0	3,2	1,2
	0,9	1,2	0,9	1,1	1,1	1,4	1,6	1,6
Taxes sur la production et la consommation intérieure								
Taxe sur le chiffre d'affaires	47,3	53,5	65,1	111,1	135,9	267,6	638,7	333,2
Droits de consommation	17,5	25,5	43,0	61,0	71,5	137,1	437,1	207,8
Boissons alcooliques	29,6	27,8	22,0	39,0	56,4	113,8	131,9	75,4
Produits pétroliers	(15,5)	(10,7)	(8,6)	(14,0)	(13,3)	(8,8)	(16,5)	(8,7)
Tabac	(7,5)	(8,6)	(3,9)	(6,4)	(10,2)	(20,6)	(18,3)	(17,6)
Divers	(5,3)	(7,4)	(8,6)	(16,4)	(30,9)	(82,4)	(95,7)	(47,9)
	(1,3)	(1,1)	(0,9)	(2,2)	(2,0)	(2,0)	(1,4)	(1,2)
Taxe sur la production de pétrole brut	--	--	--	11,0	7,9	12,8	65,5	49,8
Autres taxes sur les biens et services intérieurs	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	3,9	3,6	0,2
Taxes sur le commerce et les transactions internationales								
Droits et taxes d'importation	326,8	209,2	221,5	254,4	206,2	848,5	1.546,3	507,5
Droits d'importation	113,2	112,2	114,9	121,5	146,1	334,8	731,9	435,8
Taxe conjoncturelle temporaire	(64,7)	(62,6)	(55,1)	(56,0)	(68,9)	(170,9)	(389,2)	(232,0)
Taxe sur le chiffre d'affaires	(10,6)	(11,0)	(14,3)	(15,2)	(19,4)	(44,1)	(88,5)	(54,8)
Taxe de statistique	(25,8)	(26,7)	(28,5)	(30,4)	(35,8)	(76,1)	(163,4)	(98,7)
Droits et taxes d'exportation	(11,9)	(11,9)	(17,0)	(19,9)	(22,0)	(43,7)	(90,8)	(50,3)
Droits d'exportation	213,2	96,3	105,7	132,5	59,6	512,8	812,3	71,1
Taxe sur le chiffre d'affaires	(176,1)	(70,2)	(58,0)	(78,4)	(34,0)	(344,3)	(331,0)	(32,6)
Taxe de statistique	(35,3)	(22,7)	(40,1)	(45,8)	(18,5)	(144,0)	(440,1)	(21,8)
Autres droits	(1,8)	(3,4)	(7,6)	(8,3)	(7,1)	(24,5)	(41,2)	(16,7)
	0,4	0,7	0,9	0,4	0,5	0,9	2,1	6,0
Autres taxes	12,2	28,6	14,2	28,0	35,3	59,2	37,6	77,9
Total des recettes fiscales	505,7	411,2	465,6	638,7	710,1	1.911,9	3.377,8	1.879,8
Recettes non fiscales								
Revenus d'investissement	17,7	11,8	10,4	30,3	20,9	18,1	360,8	220,7
Divers	10,5	2,8	0,8	--	--	--	17,2	3,0
	7,2	9,0	9,6	30,3	20,9	18,1	343,6	217,7
Recettes totales	523,4	423,0	476,0	669,0	731,0	1.930,0	3.738,6	2.100,5

Sources : données communiquées par les autorités zaïroises; estimations des services du Fonds.

(Sauf indication contraire, millions de zaïres)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 Janv.- juin
Impôts sur le revenu et les bénéfices nets	69,0	86,9	117,6	184,4	238,3	481,7	582,7	739,3
Sociétés	22,1	37,3	54,4	81,0	117,9	176,4	260,7	465,0
Dont : sociétés pétrolières	(--)	(--)	(--)	(21,9)	(15,9)	(58,5)	(162,3)	(127,0)
Traitements et salaires	39,2	45,5	57,0	94,0	104,6	274,8	284,3	224,6
Divers	7,7	4,1	6,2	9,4	15,8	30,5	37,7	49,7
Contribution à la charge des employeurs sur les traitements des expatriés	1,6	0,7	1,0	4,4	15,8	36,9	69,5	12,5
Impôts sur les biens	2,5	2,8	2,7	3,0	3,8	4,9	3,3	1,5
Taxes sur la production et la consommation intérieure	46,5	52,0	62,1	108,2	131,7	255,4	618,4	331,2
Taxes sur le commerce et les transactions internationales	112,2	117,7	144,0	173,1	178,7	344,5	1.082,6	387,5
Dont :								
Droits et taxes d'importation	(99,5)	(93,4)	(102,7)	(99,1)	(123,0)	(290,8)	(651,9)	(315,8)
Droits et taxes d'exportation	(12,3)	(23,6)	(40,4)	(73,6)	(55,2)	(52,8)	(428,6)	(71,1)
Autres taxes	12,2	28,6	14,2	28,0	35,3	59,2	37,6	77,9
Total des recettes fiscales à l'exclusion des taxes payées ou transférées par la GECAMINES	244,0	288,7	341,6	501,1	603,6	1.182,6	2.394,1	1.550,0
Pour mémoire :								
Total des recettes fiscales versées par la GECAMINES	261,7	122,5	124,0	137,6	106,5	729,3	983,7	329,8
Total des recettes fiscales, GECAMINES exclue, en pourcentage du PIB	13,6	15,0	11,9	12,7	11,0	10,6	14,3	...

Sources : données communiquées par les autorités zaïroises; données de la GECAMINES.

Tableau XII. Zaïre - Dépenses budgétaires, 1974-81

(Millions de zaïres)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 Janv.- juin
Dépenses courantes	464,6	493,9	650,6	790,6	1.145,2	2.171,0	3.456,5	2.231,0
Traitements et salaires	196,5	225,9	305,2	407,1	588,4	1.063,7	1.608,0	994,5
Administrations publiques								
et défense	180,3	208,8	285,2	380,1	553,8	1.001,0	1.536,0 ¹	933,2
Dont : éducation	(80,0)	(105,0)	(130,0)	(177,1)	(251,9)	(513,8)	(687,0)	(397,9)
Pensions	5,6	6,3	7,6	10,7	14,1	28,2	39,0	24,1
Bourses	10,6	10,8	12,4	16,3	20,5	34,5	34,0	37,2
Intérêts	32,6	35,2	83,7	107,0	122,0	215,3	413,4	273,8
Dettes intérieure	8,8	12,5	18,8	28,6	43,8	59,0	77,0	41,9
Dettes extérieure	23,8	22,7	64,9	78,4	78,2	156,3	336,4	231,9
Transferts et subventions	40,8	51,4	76,9	70,1	93,7	190,4	237,0 ²	292,2 ²
Organismes décentralisés	22,9	35,7	52,1	36,1	58,4	130,9	174,0	221,2
Hôpitaux	3,7	3,7	8,1	11,7	12,1	25,2	46,0	52,0
Entreprises publiques	12,6	12,0	16,4	19,4	17,1	24,2	17,0	19,0
Autres	1,6	--	6,3	2,9	6,1	10,1	--	--
Autres dépenses	194,7	181,4	184,8	206,4	341,1	701,6	1.198,0	670,5
Représentation diplomatique	6,8	6,2	12,7	24,9	24,2	118,9	136,0	69,4
Dépenses régionales	19,4	20,7	18,1	22,0	39,3	66,3	58,0	64,2 ²
Présidence et organes publics	96,1	77,8	103,6	114,4	91,9	151,5	213,0 ²	205,1
Frais de déplacement	4,5	2,3	3,3	8,5	8,2	16,9	43,0	11,3
Autres dépenses	67,9	74,4	47,1	36,6	177,5	348,0	748,0	320,5
Dépenses d'équipement et crédit net	252,9	82,4	127,6	102,1	113,8	129,0	246,4	204,5
Dépenses totales	717,5	576,3	778,2	892,7	1.259,0	2.300,0	3.702,8	2.435,5

Sources : données communiquées par les autorités zaïroises; estimations des services du Fonds.

¹Y compris un montant estimé à 280 millions de zaïres affecté à la Présidence, aux agences politiques, ainsi qu'aux organismes décentralisés.²Traitements et salaires non compris.

Tableau XIII. Zaïre - Structure des taux d'intérêt, 1979-81

(Pourcentage annuel)

	Au 1 ^{er} janvier 1979	Au 10 mars 1980	Au 1 ^{er} avril 1981
I. Taux servis sur les dépôts auprès des banques commerciales			
1. Dépôts d'épargne	3,25	3,25	5,0
2. Dépôts à terme			
0-3 mois	--	--	--
3-6 mois	5,0	5,0	8,0
6-12 mois	10,0	15,0	20,0
12-24 mois	15,0	25,0	30,0
Plus de 24 mois	18,0	Librement négociables	Librement négociables
II. Taux dont sont assortis les prêts des banques commerciales			
1. Crédit réescomptable			
a. Court-terme			
1) Prêts à la production et à l'équipement	7,5	7,5	11,0
2) Autres	12,0	12,0	Librement négociables
b. Moyen et long terme			
1) Prêts d'équipement à des fins agricoles ou agro-industrielles	9,0	9,0	12,5
2) Autres	15,0	15,0	Librement négociables
2. Crédit non réescomptable			
a. Court terme	18,0	18,0	22,0
b. Moyen et long terme	20,0	20,0	Librement négociables
III. Taux de refinancement			
1. Taux de réescompte			
a. Taux de base	12,0	12,0	15,0
b. Production et équipement, court terme	5,0	5,0	9,0
c. Moyen et long terme	7,0	7,0	10,0
d. Bons du Trésor	Rendement des bons	Rendement des bons	Rendement des bons
2. Avances aux banques ¹	12,0	12,0	15,0
3. Avances garanties			
a. Par des effets publics	6,0	6,0	10,0
b. Par des effets commerciaux			
1) Court terme	7,0	7,0	12,0
2) Moyen terme	8,0	8,0	13,0

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

¹Avances consenties dans un cadre d'opérations de compensation interbancaire à la Banque du Zaïre.

Tableau XIV. Zaïre - Situation résumée de la Banque du Zaïre, 1978-81

(Millions de zaïres; fin de période)

	1978		1979		1980		1981	
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Avoirs extérieurs	283,1	604,8	973,7	912,2	1.066,4	969,2	1.247,8	1.247,8
Créances sur l'Etat	1.733,8	2.272,2	2.452,9	2.518,0	2.494,6	3.372,9	3.251,5	3.251,5
Crédit aux entreprises et aux ménages	33,5	52,2	53,1	49,9	36,5	36,6	36,6	36,6
Créances sur les banques commerciales	10,9	17,9	120,7	129,4	197,7	25,1	72,0	72,0
Subventions au secteur du diamant	97,8	187,5	206,1	208,7	208,7	208,7	208,7	208,7
Base monétaire	1.149,9	978,5	1.360,6	1.779,5	2.237,2	2.572,7	2.638,3	2.638,3
Circulation fiduciaire	(799,8)	(566,2)	(916,0)	(1.280,9)	(1.538,1)	(1.785,3)	(1.936,9)	(1.936,9)
Encaisse fiduciaire des banques	(23,2)	(47,7)	(57,7)	(91,1)	(130,5)	(128,6)	(121,9)	(121,9)
Dépôts des banques	(326,9)	(364,6)	(386,9)	(407,5)	(568,6)	(658,8)	(579,5)	(579,5)
Dépôts à vue	30,9	61,5	135,0	64,9	96,4	82,6	92,5	92,5
Dépôts à terme	41,9	96,0	98,4	77,8	133,0	48,2	5,5	5,5
Engagements extérieurs	406,8	515,4	698,8	722,4	803,2	1.016,5	1.492,3	1.492,3
Provisions pour règlement des arriérés	973,6	1.245,9	1.691,8	1.598,9	1.590,5	1.559,2	2.524,4	2.524,4
Provisions pour règlements d'importations	5,6	86,4	80,2	82,0	64,7	99,5	90,8	90,8
Fonds de contrepartie	26,0	37,3	63,4	59,5	72,2	3,0	7,8	7,8
Gains ou pertes (-) dus aux variations de la valeur des avoirs	-747,6	-957,9	-1.349,4	-1.434,1	-1.549,4	-1.632,7	-2.971,5	-2.971,5
Monnaie fiduciaire n'ayant plus cours	--	718,2	663,0	636,6	518,2	502,6	485,4	485,4
Dépôts publics	269,4	324,6	552,4	568,5	307,3	594,3	498,4	498,4
Autres postes (net)	2,6	28,7	-187,7	-337,8	-308,3	-233,4	-47,3	-47,3

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

Tableau XV. Zaïre - Situation résumée des banques commerciales, 1975-81

(Millions de zaïres; fin de période)

	1978 Déc.	1979 Déc.	1980			1981	
			Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars Juin
Réserves	350,1	412,3	444,6	498,6	527,4	699,1	787,4 701,4
Encaisses	(23,2)	(47,7)	(57,7)	(91,1)	(105,8)	(130,5)	(128,6) (121,9)
Dépôts à la Banque du Zaïre	(326,9)	(364,6)	(386,9)	(407,50)	(421,6)	(568,6)	(658,8) (579,5)
Avoirs extérieurs	248,8	267,2	420,2	389,8	474,6	512,3	379,1 576,2
Créances sur l'Etat	117,1	125,0	127,7	127,2	129,9	162,1	168,6 174,3
Créances sur les entreprises et les ménages	607,5	826,5	935,1	949,3	1.103,0	977,8	1.141,7 1.191,0
Dépôts à vue	797,2	1.127,5	1.136,0	1.174,9	1.354,4	1.406,3	1.700,9 1.714,2
Dépôts à terme	184,8	233,7	203,2	171,8	182,3	267,6	287,9 275,0
Dépôts en devises	45,2	60,4	88,5	90,9	155,9	145,6	82,2 150,0
Provisions pour paiement des importations	63,8	55,0	40,8	59,0	61,3	97,0	84,5 59,7
Emprunts auprès de la Banque du Zaïre	10,9	17,9	120,7	129,4	197,7	128,4	25,1 72,0
Engagements extérieurs	60,7	96,8	120,1	90,8	100,5	132,4	143,6 204,1
Autres pertes (-)	64,9	10,2	39,8	49,0	39,5	20,5	-- 85,7
Dépôts de l'Etat	3,2	10,3	15,8	16,2	19,9	20,0	22,9 20,7
Autres postes (net)	92,8	19,2	162,7	182,9	123,4	132,6	129,7 61,5

Source : données communiquées par les autorités zaïroises.

Tableau XVI. Zaïre - Balance des paiements, 1978-81

(Millions de DTS)

	1978			1979			1980 ¹			1981 ²		
	Crédit	Débit	Net	Crédit	Débit	Net	Crédit	Débit	Net	Crédit	Débit	Net
Solde courant	1.493,4	1.550,5	-66,1	1.564,8	1.653,3	11,5	1.858,1	1.857,7	0,4	1.695,0	2.057,0	-362,0
Marchandises, f.o.b.	1.258,3	818,4	439,9	1.419,5	856,7	562,8	1.501,0	923,0	578,0	1.360,0	945,0	415,0
Services	71,6	608,6	-537,0	62,4	666,0	-603,6	102,6	782,6	-680,0	80,0	947,0	-867,0
Prêt et assurance	0,9	138,4	-137,5	1,3	162,8	-161,5	0,9	195,9	-195,0	1,0	207,0	-206,0
Autres transports	3,9	55,6	-51,7	0,7	35,9	-35,2	2,2	52,0	-49,8	3,0	46,0	-43,0
Voyages	2,5	29,7	-27,3	3,8	30,7	-26,9	3,0	29,4	-26,4	3,0	30,0	-27,0
Commissions au FMI	--	12,3	-12,3	--	11,9	-11,9	--	11,3	-11,3	--	17,0	-17,0
Intérêt sur la dette publique	--	147,0 ³	-147,0	--	126,3 ³	-126,3	--	163,0 ³	-163,0	--	95,0 ³	-95,0
Autres revenus d'investissement	19,9	31,3	-11,4	7,8	51,2	-43,4	24,9	75,7	-50,8	12,0	82,0	-70,0
Administrations publiques, n.c.a.	25,4	87,0	-61,6	30,7	102,7	-72,0	36,8	99,1	-62,3	36,0	100,0	-64,0
Autres services	19,0	107,3	-88,3	18,1	144,5	-126,4	34,8	156,2	-121,4	25,0	170,0	-145,0
Transferts sans contrepartie	163,5	132,5	31,0	182,9	130,6	52,3	254,5	152,1	102,4	255,0	165,0	90,0
Privés	36,7	119,5	-82,8	40,5	115,6	-75,0	76,9	135,1	-58,2	70,0	140,0	-70,0
Publics	126,8	13,0	113,8	142,4	15,1	127,3	177,6	17,0	160,6	185,0	25,0	160,0
Capitiaux publics	386,0	288,0 ³	98,0	153,6	192,0 ³	-38,4	292,6	274,3 ³	18,3	210,0	310,0 ³	-100,0
Capitiaux privés et erreurs et omissions	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Allocations de DTS	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Déficit global (-)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Financement	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Arrière de paiements (diminution -)	324,3	45,9	278,4	188,4	20,2	168,2	--	1.050,0	-1.050,0	--	100,0	-100,0
Réaménagement de la dette	--	--	--	--	--	--	1.197,0	--	1.196,3	345,5	--	345,5
Aide d'urgence	45,1	--	45,1	50,7	--	50,7	57,7	--	57,7	53,7	--	53,7
Crédit du Fonds	--	9,7	-9,7	20,0	31,5	-11,5	78,4	65,5	12,9	294,6	103,9	190,7
Autres mouvements de réserves (augmentation -)	--	50,6	-50,6	--	36,9	-36,9	--	37,4	-37,4	10,1	--	10,1
Bénéfices des ventes d'or	--	--	--	10,6	--	10,6	--	--	--	--	--	--

Sources : données communiquées par les autorités zaïroises; estimations des services du Fonds.

¹Données provisoires.²Projections sur la base des renseignements disponibles à la fin d'août 1981.³Service de la dette échu avant le réaménagement.

Tableau XVII. Zaïre - Exportations, f.o.b., 1979-81

(Valeurs en millions de dollars E.U. et de DTS;
volumes et prix unitaires tels qu'indiqués)¹

	1979	1980	1981
GECAMINES			
Cuivre			
Valeur (dollars E.U.)	679,0	911,7	746,5
Valeur (DTS)	525,5	700,8	643,5
Volume (tonnes)	353.997	436.672	418.000
Prix unitaire (dollars/livre)	0,87	0,947	0,81
Cobalt			
Valeur (dollars E.U.)	570,8	377,7	262,4
Valeur (DTS)	441,8	290,3	226,2
Volume (tonnes)	10.528	6.853	7.000
Prix unitaire (dollars/livre)	24,59	25,00	17,00
Zinc			
Valeur (dollars E.U.)	23,3	21,4	68,8
Valeur (DTS)	18,0	16,4	59,3
Volume (tonnes)	31.464	29.588	80.000
Prix unitaire (dollars/livre)	0,336	0,328	0,390
Argent			
Valeur (dollars E.U.)	23,5	54,4	21,3
Valeur (DTS)	18,2	41,8	18,4
Volume (kilogrammes)	68.000	83.545	59.687
Prix unitaire (dollars/once troy)	11,09	20,92	11,50
Cadmium			
Valeur (dollars E.U.)	0,9	1,4	0,8
Valeur (DTS)	0,7	1,1	0,7
Volume (tonnes)	158	278	178
Prix unitaire (dollars/livre)	2,54	2,32	2,15
Or			
Valeur (dollars E.U.)	1,1	2,0	1,5
Valeur (DTS)	0,9	1,5	1,3
Volume (kilogrammes)	112,6	99,0	104,5
Prix unitaire (dollars/once troy)	306,7	634,7	450,0
FFM³			
Dollars E.U.	-211,0	-240,4	-198,2
DTS	-163,3	-184,8	-170,9
Total partiel			
Dollars E.U.	1.087,6	1.128,2	903,1
DTS	841,8	867,2	778,5
SODIMIZA			
Cuivre			
Valeur (dollars E.U.)	56,7	66,4	54,5
Valeur (DTS)	43,9	51,0	47,0
Volume (tonnes)	29.573	31.803	30.500
Prix unitaire (dollars/livre)	0,87	0,947	0,81

Tableau LVII (fin). Zaïre - Exportations, f.o.b., 1979-81

(Valeurs en millions de dollars E.U. et de DTS;
volumes et prix unitaires tels qu'indiqués)¹

	1979	1980	1981
Or (KILO-MOTO; SOMINKI)			
Valeur (dollars E.U.)	11,8	20,4	44,1
Valeur (DTS)	9,1	15,7	38,0
Volume (kilogrammes)	1.288,3	1.035,2	3.300
Prix unitaire (dollars/once troy)	294,49	612,59	430,00
Diamants			
Valeur (dollars E.U.)	98,7	96,5	70,1
Valeur (DTS)	76,4	74,2	60,4
Volume (milliers de carats)	8.174	8.674	6.675
Prix unitaire (dollars/once troy)	12,08	11,13	10,50
Café			
Valeur (dollars E.U.)	144,5	163,1	102,0
Valeur (DTS)	111,8	125,3	88,0
Volume (tonnes)	62.799	74.123	61.700
Prix unitaire (dollars/livre)	1,044	0,998	0,750
Caoutchouc			
Valeur (dollars E.U.)	16,6	19,8	19,0
Valeur (DTS)	12,9	15,2	16,4
Volume (tonnes)	16.888	19.477	21.000
Prix unitaire (dollars/livre)	0,45	0,46	0,41
Pétrole brut			
Valeur (dollars E.U.)	152,7	225,1	242,7
Valeur (DTS)	118,2	173,0	209,2
Volume (milliers de barils)	7.535	6.534	6.560
Prix unitaire (dollars/baril)	20,27	34,45	37,00
Autres exportations			
Valeur (dollars E.U.)	127,4	164,3	142,1
Valeur (DTS)	98,6	126,3	122,5
Ajustement			
Valeur (dollars E.U.)	138,6	69,0	--
Valeur (DTS)	107,3	53,1	--
Total			
Valeur (dollars E.U.)	1.834,6	1.952,8	1.577,6
Valeur (DTS)	1.420,0	1.501,0	1.360,0
Taux de variation en DTS (pourcentage)	12,9	5,7	-9,4

Sources : données communiquées par les autorités zaïroises; estimations des services du Fonds.

¹Taux de conversion du DTS : 1,292 dollar E.U. pour 1979, 1,301 dollar E.U. pour 1980 et 1,16 dollar E.U. pour 1981. Les poids sont convertis comme suit : 1 tonne métrique = 2.204,7 livres, 1 once troy = 31.103 grammes et 1 carat = 200 milligrammes.

²Projections.

³Données de base aux marchés

Tableau XVIII. Zaïre - Termes de l'échange, 1975-81¹
(1975 = 100)

	Indice des prix à l'exportation	Indice des prix à l'importation	Indice des termes de l'échange	Variations des termes de l'échange (pourcentage)
1975	100,0	100,0	100,0	-39,8
1976	130,9	117,5	111,4	11,4
1977	146,3	133,4	109,7	-1,5
1978	146,5	149,9	97,7	-10,9
1979	204,8	178,6	114,7	17,4
1980	215,2	206,7	104,1	-9,2
1981 ²	202,3	231,5	87,4	-16,0

Sources : données communiquées par les autorités zaïroises; estimations des services du Fonds.

¹Calculé à partir de chiffres exprimés en DTS.

²Projections.

Tableau XIX. Zaïre - Composition des importations, c.a.f., 1953-1981

	1978	1979	1980	19812	1978	1979	1980	19812	19812
	(Millions de DTS) ³				(Pourcentage) ³				
Biens de consommation	210,6	182,5	187,6	176,6	22,0	17,0	16,8	15,3	
Denrées alimentaires, boissons et tabac	124,1	74,1	67,2	65,1	13,0	7,3	6,0	5,7	
Habillement	22,7	15,9	20,5	18,6	2,4	1,6	1,8	1,6	
Autres biens de consommation non durables	41,9	60,8	79,3	74,4	4,4	6,0	7,1	6,5	
Biens de consommation durables	21,8	31,7	20,5	18,5	2,3	3,1	1,8	1,5	
Energie	83,0	137,8	185,4	223,0	8,7	13,5	16,6	19,4	
Matières premières	14,4	48,9	56,6	68,8	1,5	4,8	5,1	6,0	
Matières premières traitées	68,6	88,9	128,8	154,2	7,2	8,7	11,5	13,4	
Matières premières et biens intermédiaires	235,1	231,9	242,7	260,3	24,6	22,7	21,7	22,6	
Produits alimentaires	55,0	67,9	56,9	55,8	5,7	6,7	5,1	4,8	
Produits agricoles	13,1	6,2	16,8	18,6	1,4	0,6	1,5	1,6	
Textiles, cuirs et articles en caoutchouc	41,1	29,1	23,3	27,9	4,3	2,9	2,1	2,4	
Produits chimiques	52,4	43,2	55,1	60,5	5,5	4,2	4,9	5,3	
Matériaux de construction	12,2	7,9	14,0	18,6	1,3	0,8	1,2	1,6	
Minéraux et ouvrages en métal	30,6	39,7	36,4	46,5	3,2	3,9	3,3	4,1	
Divers	30,6	37,9	40,1	32,4	3,2	3,7	3,6	2,8	
Biens d'équipement	145,9	134,0	156,8	167,3	15,2	13,1	14,0	14,5	
Machines agricoles	5,2	1,8	11,2	13,9	0,5	0,2	1,0	1,2	
Véhicules à usage commercial	48,9	46,7	56,0	60,4	5,1	4,6	5,0	5,2	
Autre matériel de transport	12,2	13,2	10,3	13,9	1,3	1,3	0,9	1,2	
Machines industrielles	16,6	17,6	19,6	23,3	1,7	1,7	1,8	2,0	
Autres biens d'équipement	62,9	54,7	59,7	55,8	6,6	5,4	5,3	4,9	
Divers	282,2	333,2	346,3	324,8	29,5	32,7	31,0	28,2	
Importations totales	956,8	1.019,4	1.118,9	1.152,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

Sources : données communiquées par les autorités zaïroises; estimations et projections établies par les services du Fonds.

¹La composition des importations autres qu'énergétiques est obtenue par application des coefficients de ventilation qui ressortent implicitement des relevés de change.

²Projections.

³Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres indiqués, ceux-ci ayant été arrondis.

Tableau XX. Zaïre - Répartition géographique des échanges, 1976-80

(Pourcentage)

	Exportations				Importations					
	1976	1977	1978	1979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
Pays industrialisés										
Etats-Unis	64,3	63,7	63,7	61,7	60,7	70,0	70,4	64,2	59,9	61,0
Japon	9,6	7,4	8,4	9,1	9,4	10,2	10,8	7,6	8,6	9,7
Allemagne	4,2	3,7	3,0	3,6	3,4	3,4	3,5	2,2	2,0	2,9
Belgique	3,8	4,9	4,6	3,3	2,9	8,9	8,3	8,4	10,3	9,7
France	29,6	26,1	27,9	30,1	31,3	13,5	17,1	16,4	14,6	16,2
Italie	5,2	6,8	5,4	5,2	4,4	13,0	9,1	10,7	10,8	7,8
Royaume-Uni	5,7	6,6	4,8	3,7	3,9	3,6	5,6	5,1	3,2	4,4
Autres	3,3	4,2	6,9	4,5	3,1	3,1	3,0	3,7	3,6	4,0
	2,9	4,0	2,7	2,2	2,3	14,3	13,0	10,1	6,8	6,3
Pays exportateurs de pétrole	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	5,7	3,9	4,4	6,7	5,1
Pays en développement non pétroliers	34,9	35,4	35,3	37,2	38,2	23,4	24,4	29,4	32,4	32,6
Afrique	27,8	26,7	26,0	24,8	24,3	18,3	18,7	20,9	20,2	20,0
Afrique du Sud	(--)	(--)	(--)	(--)	(--)	(7,2)	(8,5)	(10,0)	(9,6)	(9,5)
Angola	(20,2)	(18,8)	(17,7)	(16,6)	(16,2)	(0,6)	(0,5)	(0,5)	(0,4)	(3,6)
Mozambique	(6,7)	(7,0)	(7,2)	(7,2)	(7,0)	(--)	(--)	(--)	(--)	(--)
Autres	(0,9)	(0,9)	(1,0)	(1,0)	(1,1)	(10,5)	(9,7)	(10,4)	(10,2)	(6,9)
Asie	2,2	3,1	5,4	6,9	6,9	1,2	1,3	1,6	0,6	0,9
Inde	(2,0)	(3,0)	(5,2)	(6,8)	(6,9)	(0,3)	(0,2)	(--)	(--)	(--)
Autres	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,1)	(--)	(0,9)	(1,1)	(1,6)	(0,6)	(0,9)
Europe	1,7	1,1	1,5	1,6	1,7	1,7	1,3	1,3	1,4	1,1
Moyen-Orient	1,1	1,3	1,4	1,4	1,4	0,3	0,5	0,7	0,6	0,7
Hémisphère occidentale	2,2	3,3	1,0	2,4	4,0	1,7	2,6	5,0	9,6	9,9
Brésil	(0,2)	(--)	(0,4)	(1,2)	(1,6)	(0,5)	(0,5)	(2,3)	(6,8)	(6,7)
Autres	(2,0)	(3,3)	(0,6)	(1,2)	(2,4)	(1,2)	(2,1)	(2,7)	(2,8)	(3,2)
Union soviétique et pays de l'Europe de l'Est	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : FMI, Direction of Trade.

Tableau XXI. Zaïre - Encours de la dette publique extérieure,
fin de 1980, et dette remboursable sans réaménagement
du calendrier d'amortissement, 1981-85

(Millions de dollars E.U.)¹

	Encours de la dette à la fin de 1980	Palements au titre du service de la dette ²				
		1981	1982	1983	1984	1985
Fonds fiduciaire du FMI	<u>139,4</u>	<u>0,6</u>	<u>1,3</u>	<u>4,3</u>	<u>11,4</u>	<u>21,9</u>
Principal		--	0,7	3,6	10,8	21,4
Intérêt		0,6	0,7	0,6	0,6	0,5
Prêts multilatéraux	<u>349,1</u>	<u>22,4</u>	<u>25,4</u>	<u>29,1</u>	<u>30,2</u>	<u>30,9</u>
Principal		10,6	12,5	15,3	17,2	19,0
Intérêt		11,8	12,9	13,7	13,1	11,8
Prêts officiels	<u>706,2</u>	<u>65,6</u>	<u>71,8</u>	<u>82,2</u>	<u>82,8</u>	<u>82,1</u>
Principal		35,7	41,9	53,8	56,8	58,7
Intérêt		29,9	30,0	28,4	26,0	23,4
Organismes de crédit à l'exportation	<u>1.161,6</u>	<u>236,0</u>	<u>276,5</u>	<u>219,4</u>	<u>183,2</u>	<u>148,8</u>
Principal		159,2	171,0	155,7	132,1	108,4
Intérêt		76,8	105,5	63,7	51,1	40,4
Club de Paris, 1976-77	<u>312,3</u>	<u>88,2</u>	<u>61,8</u>	<u>58,2</u>	<u>54,6</u>	<u>44,1</u>
Principal		61,1	47,2	47,2	47,2	40,1
Intérêt		27,1	14,6	11,0	7,4	4,0
Club de Paris, 1979	<u>1.079,1</u>	<u>129,6</u>	<u>146,1</u>	<u>147,4</u>	<u>208,1</u>	<u>149,5</u>
Principal		60,2	79,8	87,6	154,9	107,9
Intérêt		69,3	66,3	59,8	53,3	41,6
Dette bancaire non assurée	<u>468,8</u>	<u>88,5</u>	<u>74,1</u>	<u>71,8</u>	<u>70,2</u>	<u>122,8</u>
Principal		17,6	12,4	11,8	11,8	67,4
Intérêt		70,9	61,8	60,0	58,4	55,3
Dette commerciale non assurée	<u>59,5</u>	<u>7,7</u>	<u>6,3</u>	<u>6,2</u>	<u>6,0</u>	<u>11,2</u>
Principal		2,8	1,8	1,9	1,9	7,4
Intérêt		5,0	4,5	4,3	4,2	3,9
Total partiel 1)	<u>4.276,1</u>	<u>638,7</u>	<u>663,3</u>	<u>618,5</u>	<u>646,5</u>	<u>611,2</u>
Principal		347,2	367,2	376,9	432,5	430,2
Intérêt		291,5	296,1	241,6	214,0	181,0
Report net - Club de Paris, 1979		<u>62,6</u>	--	--	--	--
Principal		12,5	--	--	--	--
Intérêt		50,1	--	--	--	--
Total partiel 2)	<u>4.276,1</u>	<u>701,3</u>	<u>663,3</u>	<u>618,5</u>	<u>646,5</u>	<u>611,2</u>
Principal		359,7	367,3	376,9	432,5	430,2
Intérêt		341,6	296,1	241,6	214,0	181,0
Crédit du Fonds ³	<u>233,1</u>	<u>140,3</u>	<u>76,5</u>	<u>104,0</u>	<u>186,8</u>	<u>209,5</u>
Rachats		120,4	25,6	16,2	70,3	97,1
Commissions		19,9	50,9	87,8	116,5	112,4
Total	<u>4.509,2</u>	<u>841,6</u>	<u>739,8</u>	<u>722,5</u>	<u>833,3</u>	<u>820,7</u>
Principal		480,1	392,9	393,1	502,8	527,3
Intérêt		361,5	347,0	329,4	330,5	293,4

Sources : données communiquées par les autorités zaïroises; estimations et projections établies par les services du Fonds.

¹ Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres indiqués, ceux-ci ayant été arrondis.

² Aux taux de change en vigueur le 30 juin 1981.

³ Pour la période 1981-85, 1 DTS = 1,16 dollar E.U.

Tableau XXII. Zaïre - Paiements au titre du service de la dette
publique extérieure dus en 1981-85, compte tenu du
réaménagement de 1981 dans le cadre du Club de Paris

(Millions de dollars E.U.)¹

	1981	1982	1983	1984	1985
Fonds fiduciaire du FMI	<u>0,6</u>	<u>1,3</u>	<u>4,3</u>	<u>11,4</u>	<u>21,9</u>
Principal	--	0,7	3,6	10,8	21,4
Intérêt	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5
Prêts multilatéraux	<u>22,4</u>	<u>25,4</u>	<u>29,1</u>	<u>30,2</u>	<u>30,9</u>
Principal	10,6	12,5	15,3	17,2	19,0
Intérêt	11,8	12,9	13,7	13,1	11,8
Prêts officiels	<u>17,4</u>	<u>18,9</u>	<u>82,2</u>	<u>82,8</u>	<u>82,1</u>
Principal	8,9	9,6	53,8	56,8	58,7
Intérêt	8,5	9,4	28,4	26,0	23,4
Organismes de crédit à l'exportation	<u>14,3</u>	<u>76,6</u>	<u>219,4</u>	<u>183,2</u>	<u>148,8</u>
Principal	--	21,8	155,7	132,1	108,4
Intérêt	14,3	54,9	63,7	51,1	40,4
Club de Paris, 1976-77	<u>88,2</u>	<u>61,8</u>	<u>58,2</u>	<u>54,6</u>	<u>44,1</u>
Principal	61,1	47,2	47,2	47,2	40,1
Intérêt	27,1	14,6	11,0	7,4	4,0
Club de Paris, 1979	<u>48,0</u>	<u>146,1</u>	<u>147,4</u>	<u>200,1</u>	<u>149,5</u>
Principal	30,0	79,8	87,6	154,9	107,9
Intérêt	18,0	66,3	59,8	53,3	41,6
Dette bancaire non assurée	<u>88,5</u>	<u>74,1</u>	<u>71,8</u>	<u>70,2</u>	<u>122,8</u>
Principal	17,6	12,4	11,8	11,8	67,4
Intérêt	70,9	61,8	60,0	58,4	55,3
Dette commerciale non assurée	<u>7,7</u>	<u>6,3</u>	<u>6,2</u>	<u>6,0</u>	<u>11,2</u>
Principal	2,8	1,8	1,9	1,9	7,4
Intérêt	5,0	4,5	4,3	4,2	3,9
Total partiel 1)	<u>287,1</u>	<u>410,6</u>	<u>618,5</u>	<u>646,5</u>	<u>611,2</u>
Principal	131,0	185,8	376,9	432,5	430,2
Intérêt	156,2	225,0	241,6	214,0	181,0
Report net - Club de Paris, 1979	<u>62,6</u>	--	--	--	--
Principal	12,5	--	--	--	--
Intérêt	50,1	--	--	--	--
Paiement différé des échéances de 1981 (Club de Paris, 1979)	--	31,0	59,3	--	--
Principal	--	27,2	54,4	--	--
Intérêt	--	3,8	4,9	--	--

Tableau XXII (fin). Zaïre - Paiements au titre du service de la dette publique extérieure dus en 1981-85, compte tenu du réaménagement de 1981 dans le cadre du Club de Paris

(Millions de dollars E.U.)¹

	1981	1982	1983	1984	1985
Club de Paris, 1981	<u>20,3</u>	<u>51,7</u>	<u>62,4</u>	<u>61,4</u>	<u>73,9</u>
Principal	6,8	13,1	13,1	13,1	26,5
Intérêt	13,5	38,6	49,3	48,3	47,4
Total partiel 2)	<u>370,1</u>	<u>493,4</u>	<u>740,2</u>	<u>707,9</u>	<u>685,1</u>
Principal	150,3	226,1	444,4	445,6	456,7
Intérêt	219,8	267,4	295,8	262,3	228,4
Crédit du Fonds ³	<u>140,3</u>	<u>76,5</u>	<u>104,0</u>	<u>186,8</u>	<u>209,5</u>
Rachats	120,4	25,6	16,2	70,3	97,1
Commissions	19,9	50,9	87,8	116,5	112,4
Total	<u>510,4</u>	<u>569,9</u>	<u>844,2</u>	<u>894,7</u>	<u>894,6</u>
Principal	270,7	251,7	460,6	515,9	553,8
Intérêt	239,7	318,3	383,6	378,8	340,8

Sources : données communiquées par les autorités zaïroises; estimations et projections établies par les services du Fonds.

¹Aux taux de change en vigueur le 30 juin 1981.

²Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres indiqués, ceux-ci ayant été arrondis.

³Pour la période 1981-85, 1 DTS = 1,16 dollar E.U.

Tableau XXIII. Zaïre - Encours de la dette publique extérieure et de la dette garantie par l'Etat, 1975-79

(Millions de dollars E.U.; fin de période)¹

	1975	1976	1977	1978	1979
Crédits fournisseurs	412,9	426,3	517,7	590,9	595,6
Institutions financières	818,3	1.106,4	1.258,8	1.494,6	1.568,8
Prêts multilatéraux	78,2	115,9	206,1	317,3	383,5
Dont : Fonds fiduciaire	(--)	(--)	(14,7)	(61,0)	(106,8)
Prêts bilatéraux	403,6	701,2	888,9	1.177,5	1.223,6
Obligations	5,3	5,8	6,4	7,3	7,5
Total	1.718,4	2.265,7	2.877,9	3.587,6	3.779,0
Crédit du Fonds ²	85,8	209,9	253,0	260,9	250,9
MFC	(33,1)	(72,2)	(103,0)	(110,4)	(111,6)
Mécanisme pétrolier	(52,7)	(90,1)	(94,2)	(93,7)	(74,6)
Tranches de crédit	(--)	(47,6)	(55,8)	(54,6)	(60,3)
Total	1.804,2	2.475,6	3.130,9	3.848,5	4.029,9

Sources : données communiquées par les autorités zaïroises; données de la Banque mondiale et du FMI.

¹Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres indiqués, ceux-ci ayant été arrondis.

²Les totaux peuvent dépasser la somme des composantes lorsque certains règlements que le pays membre effectue en sa monnaie (commissions, distributions d'or) portent les avoirs du Fonds en cette monnaie au-delà du montant de la quote-part de ce pays; cet excédent d'avoirs doit faire l'objet d'un rachat.

Tableau XXIV. Zaïre - Structure et modalités des engagements
au titre de la dette publique extérieure et
de la dette garantie par l'Etat, 1975-80¹

	Montant (millions de dollars E.U.)	Intérêt (pourcentage)	Modalités types		Elément de libéralité (pourcentage)
			Echéance (Années)	Différé d'amortis- tissement	
Crédits fournisseurs					
1975	76,8	6,3	8,0	2,3	11,8
1976	30,1	8,6	7,6	2,7	4,4
1977	22,6	5,6	6,3	2,5	14,1
1978	22,3	9,5	5,8	0,5	-1,3
1979	91,4	7,5	8,3	2,3	8,9
1980	15,2	6,0	10,0	2,5	16,8
Institutions financières					
1975	102,6	8,1	9,7	3,8	9,3
1976	153,1	7,3	10,2	3,2	11,2
1977	80,2	2,3	14,4	2,6	42,5
1978	100,8	7,0	9,5	3,1	12,1
1979	64,0	10,3	9,0	4,6	-1,9
1980	37,3	9,5	9,9	2,4	3,1
Prêts multilatéraux					
1975	166,4	5,2	26,4	6,6	37,8
1976	67,4	1,8	42,0	8,6	70,4
1977	39,3	1,6	31,9	7,4	61,3
1978	108,1	1,5	24,0	7,1	57,8
1979	155,4	1,5	33,8	8,0	64,2
1980	86,6	1,7	27,1	7,2	57,5
Prêts bilatéraux					
1975	125,5	5,8	17,6	4,2	25,8
1976	125,5	5,7	15,5	4,8	26,3
1977	98,5	2,3	29,1	6,5	55,7
1978	263,1	3,8	22,8	4,5	42,4
1979	83,3	6,8	19,7	9,2	23,4
1980	277,6	7,4	16,6	4,4	23,5
Total²					
1975	471,3	6,2	17,4	4,7	24,2
1976	376,2	5,9	17,4	4,6	26,3
1977	240,5	2,5	22,5	5,0	48,3
1978	494,3	4,2	19,6	4,6	37,6
1979	394,1	5,4	20,9	6,4	32,0
1980	320,0	6,4	17,9	4,4	28,5

Source : Banque mondiale.

¹Compte non tenu des concours au titre des mécanismes du FMI.

²Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres indiqués, ceux-ci ayant été arrondis.

Tableau XXV. Zaïre - Arriérés de paiements extérieurs déclarés
auprès du système bancaire, 1976-81¹

(Millions de DTS; fin de période)

	1976	1977	1978	1979	1980 ²	1981 Juin ²
Dette commerciale	240,7	371,7	440,1	435,3	389,5	...
Invisibles ³	49,1	92,6	46,7	32,0	28,0	...
Dette publique extérieure	95,1	192,6	462,9	650,7	--	--
Intérêt	47,8	56,2	341,3	475,4	--	--
Principal	47,3	136,4	121,6	175,3	--	--
Total	384,9	656,9	949,7	1.118,0	417,5	397,5

Source : Banque du Zaïre.

¹Les arriérés déclarés auprès des banques commerciales ont été centralisés à la Banque du Zaïre en vertu de la circulaire n° 156 du 31 juillet 1978.

²Non compris les arriérés au titre de la dette publique extérieure visés par les accords de réaménagement signés dans le cadre du Club de Paris en décembre 1979 et en juillet 1981.

³Compte non tenu des intérêts sur la dette publique extérieure.

Tableau XXVI. Zaïre - Paiements au titre du service de la dette
publique extérieure et de la dette garantie
par l'Etat, 1975-80¹

(Millions de dollars E.U.)²

	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Crédits fournisseurs	<u>57,7</u>	<u>28,7</u>	<u>23,4</u>	<u>17,5</u>	<u>22,7</u>	<u>...</u>
Principal	42,0	20,6	15,8	8,7	11,7	...
Intérêt	15,6	8,1	7,6	8,8	11,0	...
Institutions financières	<u>73,7</u>	<u>36,8</u>	<u>51,4</u>	<u>74,4</u>	<u>67,7</u>	<u>...</u>
Principal	36,5	10,0	11,5	18,1	18,2	...
Intérêt	37,2	26,8	39,9	56,3	49,5	...
Prêts multilatéraux ³	<u>6,1</u>	<u>8,5</u>	<u>9,8</u>	<u>13,3</u>	<u>24,3</u>	<u>...</u>
Principal	3,7	3,3	3,6	3,9	11,6	...
Intérêt	2,4	5,2	6,2	9,3	12,7	...
Prêts bilatéraux	<u>13,9</u>	<u>13,6</u>	<u>29,8</u>	<u>34,4</u>	<u>53,6</u>	<u>...</u>
Principal	6,5	3,1	14,2	17,8	31,9	...
Intérêt	7,4	10,5	15,7	16,5	21,7	...
Obligations	<u>0,1</u>	<u>0,3</u>	<u>--</u>	<u>--</u>	<u>--</u>	<u>...</u>
Principal	--	--	--	--	...	...
Intérêt	0,1	0,3	--	--	--	...
Total partiel	<u>151,6</u>	<u>88,0</u>	<u>114,4</u>	<u>139,5</u>	<u>168,3</u>	<u>313,5</u>
Principal	88,8	36,9	45,0	48,6	73,4	115,5
Intérêt	62,8	51,1	69,4	90,9	94,9	198,0
Crédit du Fonds	<u>3,8</u>	<u>35,3</u>	<u>19,9</u>	<u>27,5</u>	<u>56,0</u>	<u>100,0</u>
Rachats	--	26,1	6,7	12,1	40,7	85,2
Commissions	3,8	9,2	13,2	15,4	15,3	14,8
Total général	<u>155,4</u>	<u>123,3</u>	<u>134,3</u>	<u>167,0</u>	<u>224,3</u>	<u>413,5</u>
Principal et rachats auprès du Fonds	88,8	63,0	51,7	60,7	114,1	200,7
Intérêt et commissions au Fonds	66,6	60,3	82,6	106,3	10,2	212,8

Sources : données communiquées par les autorités zaïroises; données de la Banque mondiale.

¹Compte non tenu de la réduction des arriérés par des versements en espèces.

²Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres indiqués, ceux-ci ayant été arrondis.

³Prêts du Fonds fiduciaire inclus.

Tableau XXVII. Zaïre - Indices du taux de change réel
effectif, 1976-81¹

(Zaïre/panier; mars 1976 = 100)

	Pondération en fonction des exportations	Pondération en fonction des importations	Pondération en fonction des échanges
1976			
Décembre	75,2	74,9	75,1
Moyenne annuelle	79,3	79,3	79,3
1977			
Décembre	49,5	49,1	49,4
Moyenne annuelle	56,5	56,1	56,4
1978			
Décembre	36,0	35,8	36,0
Moyenne annuelle	39,5	39,3	39,4
1979			
Janvier ²	50,0	49,7	49,9
Février	50,6	50,3	50,5
Mars	48,2	48,0	48,1
Avril	46,7	46,6	46,7
Mai	43,9	43,9	43,9
Juin	41,4	41,3	41,3
Juillet	44,3	44,1	44,3
Août ²	44,3	44,0	44,2
Septembre	54,6	54,5	54,5
Octobre	50,7	50,7	50,7
Novembre	53,2	53,3	53,2
Décembre	51,1	51,2	51,1
Moyenne annuelle	48,3	48,1	48,2
1980			
Janvier	49,4	48,4	48,4
Février ²	54,7	54,6	54,6
Mars	69,7	69,6	69,7
Avril	70,5	70,4	70,5
Mai	62,0	61,8	62,0
Juin	62,8	62,6	62,7
Juillet	62,7	62,4	62,6
Août	61,8	61,6	61,7
Septembre	61,3	61,0	61,2
Octobre	62,0	61,7	61,9
Novembre	59,4	59,0	59,2
Décembre	60,5	60,0	60,3
Moyenne annuelle	61,3	61,0	61,2
1981			
Janvier	57,6	57,0	57,4
Février	56,5	56,0	56,3
Mars	55,4	55,0	55,3
Avril	51,3	50,9	51,2
Mai	50,7	50,3	50,5
Juin ²	57,4	57,0	57,3
Juillet	78,5	77,9	78,3

Sources : données communiquées par les autorités zaïroises; calculs des services du Fonds.

¹Une variation en hausse (en baisse) représente une dépréciation (une appréciation). Les pondérations des échanges sont les moyennes observées pour la période 1977-79. Les indices de prix utilisés renvoient aux prix à la consommation au Zaïre et aux prix de gros de 15 partenaires commerciaux (Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse).

²Mois au cours desquels le zaïre a été dévalué.

Bibliographie

Documents du Fonds

SM/77/113, 18 mai 1977 (Zaïre - Evolution récente de l'économie)

SM/79/85, 4 avril 1979 (Zaïre - Evolution récente de l'économie)

Documents de la Banque mondiale

Rapport n° 3287-ZR, 20 mai 1981 (Zaïre : Mémoire économique sur le Zaïre - L'évolution économique récente et la voie vers la relance)

Sources zaïroises

Banque du Zaïre, Bulletin de statistiques, divers numéros

Banque du Zaïre, Bulletin trimestriel, divers numéros

Banque du Zaïre, Rapport annuel, 1977-78 et 1979

Commissariat général au Plan, Plan Mobutu, Programme de relance économique 1981-83 (mars 1981)

Département du Plan, Programme de relance agricole 1978-80 (janvier 1978)

GECAMINES, Rapport annuel, 1977, 1978 et 1979

République du Zaïre, Conjoncture économique, 1980 et 1981